

M. Zenko Suzuki sera élu
le 17 juillet
premier ministre japonais

LIBRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F; Liban, 1,40 F; Israël, 1,40 F; Belgique, 1,70 F; Canada, 1,10 F; Côte d'Ivoire, 2,20 F; Espagne, 1,70 F; Italie, 1,70 F; Japon, 1,70 F; Pays-Bas, 1,70 F; Portugal, 1,70 F; Royaume-Uni, 1,70 F; Suède, 1,70 F; Suisse, 1,70 F; États-Unis, 1,70 F.

Tarif des abonnements page 13

S. KUN DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

C. C. P. 4007-25 PARIS

Tél. : 246-72-23

L'aggravation de la crise afghane

Des raids soviétiques auraient fait des milliers de victimes dans des villages près de Kaboul

Impasse soviétique

Pensant sans doute que la tactique du pilon leur permettrait de réduire les poches de résistance, les Soviétiques viennent de lancer d'importantes opérations de représailles autour de Kaboul. S'ils ont retenu récemment quelques unités d'Afghanistan indisciplinées à la lutte antiterroriste, ils les ont déjà remplacées par des éléments plus mobiles et légers. Mais ces forces et ce qui reste d'une armée afghane en déroute ne tiennent actuellement que les villes et quelques grands axes routiers. La résistance est, à l'intérieur, maîtresse du terrain.

Moscou devrait engager au moins trois fois plus d'hommes pour quadriller un peuple qui a laissé par le passé de mauvais souvenirs à ceux — les Britanniques notamment — qui ont tenté de le dompter. Les campagnes d'entraînement obligatoires dans les rangs de l'armée afghane pour remplacer les déserteurs n'ont guère été suivies de résultats. En revanche, la résistance dispose parmi la population de réserves inépuisables de combattants, et il semble qu'elle commence à recevoir des équipements plus perfectionnés.

Près de sept mois après l'invasion de l'Afghanistan, l'U.R.S.S. a réussi à dresser contre elle pratiquement tout un peuple dans un réflexe qui n'est pas seulement inspiré par le sentiment islamique, mais est dicté par une farouche nationalisme. Environ un million de réfugiés afghans ont trouvé accueil au Pakistan et en Iran, et ce nombre continue de croître.

D'autre part, sur le plan intérieur, le régime que les forces soviétiques ont installé au pouvoir à Kaboul se trouve également dans une totale impasse politique. Sans doute les stratèges soviétiques auraient-ils voulu que les deux tendances du parti communiste afghan coexistent au sein du gouvernement Karmal. Or c'est-à-dire n'ont cessé de s'entre-déchirer et même de s'entre-tuer. Ces affrontements ont atteint un point culminant. Et ce ne sont vraisemblablement pas les purges annoncées par M. Karmal pour l'ouverture du ramadan qui y mettront fin. Comment, dans ces conditions, les Soviétiques pourraient-ils trouver parmi l'équipe dirigeante de Kaboul des personnalités de référence acceptables par la population, auprès de laquelle le régime Karmal n'est terriblement discrédité ?

Sans doute son isolement explique-t-il aussi le fait que le gouvernement de Kaboul ne cesse de s'affirmer prêt à discuter avec Téhéran et Islamabad. Ce n'est pas la première fois qu'un régime en guerre tente de traiter avec ses adversaires, par-dessus leur tête. Néanmoins, avec la médiation des pays islamiques, qui sont loin d'encourager tous la résistance, et les démarches diplomatiques plus ou moins discrètes de pays comme l'Inde et même la France, le conflit afghan est, dans une certaine mesure, engagé également sur le plan de la recherche d'un règlement politique. Pour le moment, l'initiative de la Conférence islamique n'a servi qu'à assurer une légitime reconnaissance internationale à la résistance. Mais le moins qu'on puisse dire est que les pressions exercées par les Occidentaux, et les États-Unis en particulier, avant les Jeux olympiques n'ont guère jusqu'à maintenant favorisé un assouplissement de la position soviétique.

Au contraire, l'U.R.S.S. paraît penser que le temps travaille pour elle. Ce qui risque de s'avérer un bien mauvais calcul. S'ils veulent éviter que des groupes islamiques dogmatiques en mal d'unité s'installent au pouvoir à Kaboul, s'ils veulent limiter les coûts humains, financiers et diplomatiques de leur aventure, les Soviétiques devront à un moment ou à un autre se retirer effectivement du boudier afghan.

Infélicité, apparemment, leur tactique, les forces soviétiques ont effectué ces dix derniers jours des raids contre une soixantaine de villages autour de la capitale de l'Afghanistan, Kaboul. Selon des témoignages parvenus à New-Delhi et diffusés par les agences de presse occidentales, ces opérations auraient fait des milliers de victimes parmi la population civile.

D'autre part, les mouvements à l'aéroport de Kaboul ont sensiblement augmenté ces derniers jours. Des gros porteurs soviétiques y atterrirent toutes les deux heures et y débarquent des troupes et surtout du matériel, en général plus mobile que celui jusqu'à maintenant utilisé par l'armée rouge. Dans leurs opérations les Soviétiques font tout particulièrement intervenir l'aviation.

D'autre part, à Moscou, l'ambassadeur de France, M. Henri Froment-Meurice, a renoncé à prononcer, le 14 juillet, à la télévision soviétique, l'allocution traditionnellement diffusée lors de la fête nationale, les autorités ayant voulu censurer un passage qui faisait ressortir les divergences de vues entre les positions française et soviétique à propos de l'Afghanistan.

(Lire nos autres informations pages 3 et 30.)

Une politique et son image

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

Il serait difficile d'affirmer qu'au cours de ces derniers mois le « cours » ait passé entre le gouvernement et l'opinion à l'égard de certains aspects de notre politique en dépit des éléments positifs qu'elle présente notamment pour la défense de l'Occident : tels l'importance de notre effort de défense, celle d'une présence navale substantielle dans l'Océan Indien ou la décision de sauver le Shaba et sans doute la Tunisie. Et maintenant que les Neuf se décident enfin à appliquer des sanctions à l'Iran, ce n'est pas nous qui interpréterons à notre guise les décisions convenues.

(*) Ambassadeur de France à Moscou représentant personnel au conseil d'État.

Mais, en contrepoint, les Français ont eu le sentiment d'attendre trop longtemps pour reconnaître l'image qu'ils souhaitent impartiale, de leur pays dans le conflit israélo-arabe. Ils ont éprouvé un vrai malaise devant l'abus fait par Khomeini de notre hospitalité pour renverser un chef d'État à l'égard duquel nous avions naguère multiplié des prévenances que beaucoup trouvaient à l'époque déplacées. Puis, en recevant officiellement un certain Ghodrabadi, nous avons, je le crains, pour un ministre responsable un homme qui couvre de son autorité ou de son impudence le mépris flagrant des règles les plus élémentaires des relations internationales.

(Lire la suite page 2.)

Les choix de Mme Saunier-Seïté

« Universités d'élite » contre « universités parkings »

Le ministère des universités vient de dresser la liste des diplômes nationaux de deuxième cycle (licence et maîtrise) et de troisième cycle (diplôme d'études approfondies (D.E.A.), diplôme d'études supérieures spécialisées et doctorat) qui pourront être préparés dans les universités françaises. Ces décisions font suite aux demandes d'habilitation présentées par les universités et qui ont été soumises au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) en mai et en juin. Au vu des listes publiées, de nombreuses universitaires protestent, jugeant que « des coupes sombres » ont été opérées en sciences humaines et que beaucoup de D.E.A. devront disparaître dès la prochaine rentrée.

Estimant qu'on ne peut pas tout faire partout, Mme Saunier-Seïté, ministre des universités, appelle de ses vœux un enseignement supérieur « de haut niveau ». Certains syndicalistes estiment, pour leur part, que les décisions prises vont consacrer l'opposition entre « des universités d'élite » et des universités « parkings ».

Encore un « mauvais coup de l'été », pour reprendre l'expression du député socialiste du Calvados, M. Louis Méxandré, il est vrai que Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, a une prédilection pour les mois de juillet et d'août lorsqu'il s'agit d'annoncer des réformes. L'an dernier, elle avait choisi le début du mois d'août pour faire connaître les nouvelles modalités des carrières des universitaires. Cette année, elle attend le mois de juillet pour délivrer les habilitations de deuxième et troisième cycles. Une fois de plus, le ministre a attendu que les universitaires soient en vacances pour s'adresser à eux par décret et circulaire.

La « rationalisation » des formations universitaires a voulu par Mme Saunier-Seïté est-elle si directive et si restrictive qu'elle faille attendre à de tels vives réactions de protestation ? D'après les représentants syndicaux qui ont participé aux longues séances de travail du CNESER, le bilan final n'était pourtant pas « complètement négatif ». Dans de nombreux cas, des débats et des échanges avaient permis des conclusions

positives et dans le maintien ou la création d'un diplôme de troisième cycle. Or ces mêmes syndicalistes constatent à la lecture des tableaux établis le 7 juillet par M. Jacques Roguin, directeur des enseignements supérieurs au ministère des universités, que la réalité est tout autre.

« Des universités entières comme Villeneuve, Limoges, Rouen, Saint-Étienne, Cuen, Besançon, Brest, Chambéry, Avignon, et de disciplines comme les sciences de l'éducation, la psychologie, la sociologie, les langues vivantes autres que l'anglais, sont brutalement frappées », déclare M. Pierre Dubarout, secrétaire national du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP). A Amiens, nous signale notre correspondant, le président de l'université affirme que par la suppression de six troisièmes cycles et de quatre seconds cycles, « on veut décapiter l'université de Picardie ». A Tours, on parle de « mutilation » devant l'annonce de la suppression de quatre filières de deuxième cycle.

SERGE BOLLOCH.

(Lire la suite page 10.)

Les Jeux de Moscou : une « vitrine » contestée

Samedi 19 juillet, devant cent deux mille spectateurs massés dans le stade Lénine, Leonid Brejnev doit déclarer ouverts les Jeux olympiques de la vingt-deuxième olympiade qui se déroulent officiellement en certains villes d'U.R.S.S. jusqu'au 3 août.

Alors que cent quarante-trois comités nationaux adhèrent au Comité international olympique (C.I.O.), quatre-vingt-quatre seulement ont répondu à l'invitation du comité d'organisation en raison de l'appel au boycott lancé par le président Carter après l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan.

Afin de ne pas cautionner le régime soviétique les délégations de dix pays d'Europe occidentale — Belgique, France, Grande-Bretagne,

Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, République d'Irlande, San-Marin, Suisse — ont décidé de ne pas participer à la cérémonie d'ouverture.

Avec les délégations d'Espagne, du Danemark, d'Andorre et de Porto-Rico, elles ont obtenu en outre que leur drapeau national ne flotte pas dans les enceintes olympiques et que lors du défilé inaugural les pancartes portent le nom de leur Comité national olympique à la place de celui du pays.

En dépit de ces finesses diplomatiques, les dirigeants soviétiques, qui redoutent quelque peu l'arrivée massive d'Occidentaux, ont voulu présenter sous le jour le plus avenant possible la première capitale du communisme.

I. — La capitale Potemkine

De notre correspondant DANIEL VERNET

Moscou, capitale Potemkine, est prête pour les Jeux. Les Moscovites ne reconnaissent pas leur ville. Depuis la fin de l'hiver, on a repeint, on a planté, semé, taillé. Les rues ont été nettoyées, recouvertes de nouvelles couches d'asphalte. « On en a mis plus en deux mois qu'en quarante ans », dit un automobiliste. Le long de la route Léningrad-Moscou qu'emprunteront les touristes étrangers venus du nord, chaque village a reçu un stock de nourriture de couleurs différentes et les isbas ont retrouvé une nouvelle jeunesse.

Les plus vieilles ont été purement et simplement démolies.

En ville, les vitrines des magasins d'ordinaire poussiéreuses et vides ont été réaménagées avec coquetterie. De grandes stores aux couleurs vives ont été installées et égalent les façades, et compensent le manque de produits. Jamais depuis la révolution les églises, qu'elles « travaillent » comme l'on dit ici (c'est-à-dire qu'elles soient ouvertes au culte), ou qu'elles aient été transformées depuis longtemps en entrepôts, n'avaient été l'objet de tant de soins. Celles qui se trouvent sur les itinéraires touristiques ont été restaurées.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

La coupe olympique

Après avoir censuré le discours de l'ambassadeur de France et le reportage d'un journaliste ouest-allemand, les autorités soviétiques ont fait savoir par la voie de l'agence Tass que tous les journalistes présents à Moscou devraient « limiter leurs reportages à la couverture des jeux sportifs ».

En somme, dans la rédaction de son article, chaque journaliste devra appliquer la bonne vieille formule : « Tout dans les muscles et rien dans la tête ».

C'est d'ailleurs, semble-t-il, la devise de la censure soviétique, dont les ciseaux sont, de loin, les meilleurs athlètes dans cette spécialité.

BERNARD CHAPUIS.

L'affaire de Broglie

M. PONIATOWSKI
MET EN GARDE
LES SOCIALISTES
CONTRE LE RISQUE
DE « FORFAITURE »

(Lire page 30.)

DEMAIN DANS « LE MONDE »

Un voyage en Océanie

L'an dernier, à cette époque, Jean-Claude Guillebaud, parti de Rome en direction de la Chine, faisait parvenir à notre rédaction, chaque jour, un article, fruit d'une quête, d'une aventure aussi, rencontrés sur son chemin. Ce fut « Un voyage vers l'Asie ».

Plus qu'un reportage au sens traditionnel du terme, il s'agissait d'une interrogation sur la religion et la misère. Chaque étape de l'itinéraire lançait au visage de

celui qui voulait bien regarder et entendre une image, un cri. L'accueil, chaque jour, à midi, dans, sous les flashes bien des pays traversés alors.

Cette année, Jean-Claude Guillebaud est parti vers l'Ouest et au-delà du Nouveau Monde vers le Pacifique. Le bonheur et la mémoire seront les thèmes dominants de cette « expédition » en Océanie, car il s'agit aussi d'un voyage dans le temps.

Sur les pas de La Pérouse, de Bougainville, de Cook et d'autres découvreurs, on aurait pu imaginer une promenade touristique dans un paradis perdu. La réalité y est autre. Le Pacifique n'est plus un lieu gratuit, une zone géographique sans importance faite d'îles enchantées, d'eau émeraude et de cocotiers, mais bien une sorte de laboratoire où naît l'avenir des archipels, où meurt la colonisation et manœuvrent les grandes puissances.

Après l'itinéraire vagabond et

français de Jean-Marc Théollier

qui s'achève dans ce numéro, « le

Monde » commencera, demain,

cette série d'articles de Jean-

Claude Guillebaud, qui nous mèneront à travers le Pacifique sur un

trajet qui sera aussi un axe

philosophique.

DES LIVRES SEUL POUR TOUS LES TEMPS



Louis Gardel
Fort Saganne

"Toute une France aime d'amour le Sahara. C'est son roman que Louis Gardel nous raconte dans un livre superbe..."

François Nourissier / Le Figaro Magazine

Roman 320 pages

Le Monde

idées

GUERRE ET PAIX

Les problèmes de défense resteront longtemps à l'ordre du jour, alors que les puissances occidentales se lancent dans un nouvel effort d'armement face à la puissance soviétique montante. Jean-Marie Daillet retrace ici les conclusions du rapport de l'U.D.F. sur la défense et se réjouit de constater un large consensus en France sur les grandes options. Yves Laulan estime lui aussi qu'une augmentation des crédits militaires est nécessaire. François de Rose s'interroge, pour sa part, du neutralisme vers lequel la politique extérieure française donne l'impression de glisser. Pour lui, c'est avec les amis qu'il conviendrait d'abord de pratiquer la détente.

Quel budget pour la défense en 1981 ?

par JEAN-MARIE DAILLET (*)

QUE de chemin parcouru, dans l'opinion publique française, depuis qu'Alexandre Sanguinetti choisit de faire exploser sa bombe journalistique en pleine tour de l'été 1979 ? On peut n'avoir guère partagé certaines de ses propositions et pourtant lui avoir gré d'avoir eu le courage de l'hérésie provocante qui secoue les dogmes trop bien établis.

Son analyse de la menace était des plus lucides, et si partielles et outrancières que fussent ses conclusions (comment, sans réalisme, suggérer à l'Allemagne fédérale de quitter l'OTAN ?), l'orientation de sa démarche avait le mérite — inattendu, et d'autant plus grand, de la part d'un nationaliste — de remettre en cause le mythe tranquillisant d'une défense nationale solitaire, neutraliste, réservant au seul hexagone une dissuasion purement nucléaire du type « tout ou rien ».

Telle n'était aucunement la politique mise en œuvre par le président Giscard d'Estaing ni par ses prédécesseurs. Sa fameuse déclaration de 1976 n'avait fait que tirer les premières conséquences de l'évolution intervenue depuis les débuts de l'armement nucléaire français, tant dans la technologie que dans les

relations internationales. Certains n'en essayaient pas moins de bloquer la défense nationale en des postures dépassées ou abstraites, et d'imposer leur vision, étonnamment restrictive, des voies et moyens de la sécurité militaire du pays, considérés isolément et comme s'il n'avait pas été, en toute indépendance, l'allié inamoviblement fidèle, en cas de crise, à ses engagements envers les autres nations libres liées par les traités de Washington et de Bruxelles. Cette doctrine intransigeamment doctrinaire, modèle ligne Maginot, tentait de s'imposer, et de fait régnait sur nombre d'esprits par une sorte de conformisme théologique, voire de terrorisme intellectuel, alors même qu'évidemment aucun chef d'Etat de la V^e République, et singulièrement son illustre fondateur, n'avait jamais manqué à la solidarité qu'impliquait l'alliance.

Il est vrai que la détermination atlantique s'était quelque peu relâchée au fil des ans. La fin de la guerre du Vietnam, au lieu d'inspirer aux Etats-Unis une vigilance redoublée, les poussait au désarmement unilatéral et à l'accep-

tation du discours soviétique sur la détente. Même les progrès de la destalinisation de l'Afrique et le déploiement de la flotte russe n'empêchaient pas Kissinger et Nixon, qui ont aujourd'hui l'impudence de critiquer Carter — de rogner constamment sur les budgets militaires. SALT fut la grande pensée de ce double règne.

Il aura fallu l'invasion de l'Afghanistan pour mettre fin à ce lèthargisme. Et l'Amérique découvre aujourd'hui qu'elle a si longtemps abaissé sa garde qu'il lui faudra de deux à trois ans pour reconstruire une industrie de guerre capable de la rééquiper, en l'état de ses maigres effectifs actuels, pour ne pas parler de ceux que lui apporterait la conscription, si jamais celle-ci était votée... Quant aux plus fidèles alliés, comme la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège, le Canada, il faut avoir entendu leurs parlementaires à l'Assemblée générale du traité de l'Atlantique Nord supplier les Etats-Unis de rallier SALT II pour comprendre

(*) Député de la Manche, vice-président de la commission de la défense nationale, président de la commission U.D.F. de la défense.

combien peu l'is se souciaient d'accroître leur contribution nationale respective à la sécurité commune. De la réunion d'Ottawa, en octobre dernier, à celle de Luxembourg, le 7 juin 1^{er} « effet Kaboul » aura fait perdre bien des illusions, mais pas assez encore pour que tous approuvent — comme le fit la délégation française, toutes tendances confondues (1) — les décisions américaines en cours sur l'installation de fusées Pershing en Europe, le programme de lanceurs stratégiques mobiles, le renforcement de la force d'intervention des Etats-Unis, etc.

Les partenaires atlantiques de la France en viennent, Etats-Unis en tête, à mieux comprendre en quoi notre politique d'effort indépendant a été plus courageuse et plus réaliste que celle des nations intégrées dans l'organisation militaire de l'alliance et pratiquement alignées sur toutes les décisions, bonnes ou mauvaises, de Washington.

Une autorité considérable

Il n'est pas contestable que l'originalité et la détermination de la politique nationale de la France, la croissance régulière de son budget militaire depuis 1976, et plus encore sa volonté manifeste de contrecarrer l'impérialisme soviétique en Afrique, par exemple — l'opération de Kolwezi, quoiqu'elle fut de modeste ampleur, en est désormais le symbole — confèrent à M. Giscard d'Estaing une autorité considérable au sein de l'alliance. Ce qu'il a dit, lors de sa conférence de presse du 26 juin, de la poursuite de la modernisation et de la diversification de nos moyens nucléaires — l'arme à rayonnement renforcé — et de nos forces classiques, ne peut qu'avoir définitivement éclairé nos partenaires, lesquels voient bien que, en même temps, le président de la République française conduit obstinément une politique cohérente de réduction des tensions dans le monde, de solidarité économique et de consolidation de la Communauté.

Dans son essai sur « Une doctrine de défense pour la France », l'U.D.F. a effectué, en toute indépendance, une réflexion qui s'est voulue — sujet oblige — plus objective que partisane. C'est sans doute pourquoi ses propositions ont suscité beaucoup moins de polémique — sans, naturellement, du côté communiste, que ne s'y attendaient les ennemis acharnés de tels divers politiques. On se réjouit de constater, au contraire, que si le débat a été largement alimenté par notre initiative, il s'est jusqu'à présent développé dans un climat où le sens de l'intérêt national et européen l'emportent sur l'esprit partisan : sous réserve de différences légitimes, la discussion porte non pas sur l'analyse de la menace, non pas sur la nécessité d'y faire face, non pas même sur l'importance de l'effort à développer pour y être prêt, mais sur le terrain d'intervention et sur l'importance relative à donner à tel ou tel moyen de défense.

Ce n'est pas minimiser la portée des divergences qui subsistent sur ces deux derniers points que de dire que les premiers résultaient du dialogue qui commence sans cesse à se nouer entre les deux camps. Les événements extérieurs aidant — hélas ! — les Français et notamment les animateurs de la vie politique nationale (à la seule exception des responsables communistes, sont en voie de se rassembler sur les grandes lignes de la politique de défense la plus efficace possible, la plus dissuasive possible.

Tout doit inciter le gouvernement à accélérer, dès 1981, le rythme de la croissance de notre budget militaire. Il ne nous a pas paru excessif, compte tenu des difficultés socio-économiques à venir, d'estimer à 4 % la part du P.N.B. que les Français devraient consacrer à leurs armées en 1982 soit, en deux ans, 20 % d'augmentation par rapport au budget actuel de la défense : en francs constants, une vingtaine de milliards de francs. Pour le cas où le gouvernement trouverait cette somme excessive par rapport à la fiscalité qu'il peut estimer supportable par les Français en période d'inflation et de difficultés sociales, nous posons la question de savoir pourquoi l'on écarterait l'idée d'un emprunt.

La paix, la sécurité, l'indépendance de notre pays et du monde libre exigent en tout cas que chaque partenaire de l'alliance fasse au plus tôt le choix d'un vigoureux effort préventif. La liberté ne coûte jamais aussi cher que lorsque l'on s'est refusé les moyens de la faire respecter.

(1) R.F.P., U.D.F., P.S. Les communistes ne sont pas représentés dans cette assemblée.

Un effort insuffisant

par Yves LAULAN (*)

LE REEDOMADAIRE le Point rappelle récemment que les Russes désignent les Français sous le sobriquet de « libellule », c'est-à-dire d'insecte brillant mais peu sérieux.

Comment transmettre aux Soviétiques un signal susceptible de nous faire prendre au sérieux ? L'effort de défense français est-il suffisant en termes économiques, c'est-à-dire de P.N.B. pour satisfaire aux objectifs de sécurité et d'indépendance nationale de notre pays ? D'embellie, déjà, qu'il me soit permis de répéter, comme je le fais depuis cinq ans, que le problème majeur de la défense française c'est celui des ressources, ou, pour être plus précis, celui de leur insuffisance.

Comment peut-on apprécier l'ampleur de cet effort ? Par rapport à ses voisins, la France ne fait pas trop mauvais figure avec un pourcentage du P.N.B. de 4 % en 1979 (1), contre 5 % pour la Grande-Bretagne, mais seulement 3,3 % pour l'Allemagne (4,1 % incluant les dépenses pour Berlin).

Précisons néanmoins que, pour ce qui concerne les Allemands, leur P.N.B. est supérieur de 25 à 35 % au nôtre, si bien que par tête d'habitant leurs dépenses sont un peu supérieures aux nôtres, et ils n'ont pas, bien entendu, de force de frappe à financer.

Par rapport à son effort passé, rappelons que l'effort français est tombé de 5,2 %, en 1965, à 3,7 %, en 1974, son point d'étiage, pour se relever aujourd'hui à 4 %. Un gain de 0,3 % en six ans, en regard des ambitions affichées dans la programmation militaire, ce n'est sans doute pas rien. Mais c'est peu.

En effet, quand on examine l'état actuel des forces françaises, on est en droit de se poser trois questions. Est-il normal que beaucoup de jeunes, interrogés au retour de leur service militaire, se plaignent d'avoir perdu leur temps sans d'éruditions ? Cela ne met-il pas en question l'utilité du service militaire et de l'armée de conscription telle qu'elle est actuellement définie ? Ne faut-il pas une armée de métier, professionnelle et moins coûteuse ?

Est-il normal que deux sous-marins nucléaires seulement soient simultanément en patrouille, alors que la doctrine française repose encore officiellement sur la dissuasion nucléaire exercée par notre force de frappe ? Ne faut-il pas renforcer encore la quantité et la qualité de notre armement nucléaire ?

Est-il normal que l'armée française, qui pourrait être désormais amenée à s'associer à la bataille de « l'avant », ne dispose que de mille tanks AMX-30, vieux de plus de quinze ans (moins que la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, mais aussi moins qu'Israël, la Syrie ou l'Egypte), de quatre cent cinquante avions de combat (autant que la Tchécoslovaquie, mais moins que la Pologne, l'Egypte ou la Syrie), que son infanterie, sans quelques unités spécialisées, ne dispose pas encore du fusil d'assaut FAMAS S-56 ?

Que devrait faire la France, et cela est-il économiquement et politiquement supportable ? Politiquement, je ne sais pas. Économiquement, il y a un retard à rattraper. Pour le faire dans un délai raisonnable, il faudrait d'une part relever d'un point au moins le pourcentage du P.N.B. consacré à la défense, qui devrait atteindre un minimum de 5 % selon la définition de l'OTAN.

On peut avancer trois justifications à cette proposition : nos voisins le font bien, pourquoi pas nous ? En période de sous-emploi de ressources, un tel effort pourrait exercer un effet favorable sur l'activité économique. En tout état de cause, sur le plan des finances publiques, l'alignement prévisible de nos grands programmes d'équipement, éducation, autoroutes, télécommunications, devrait fournir la marge de manœuvre nécessaire pour relever notre effort de défense à un niveau convenable.

À défaut, la France est, et restera, vulnérable : elle risque de soumettre sa diplomatie à des contraintes extérieures inacceptables ; elle devra revoir en tout ou partie sa doctrine d'indépendance ; le grand projet de défense européenne risque de rester lettre morte faute de la crédibilité que l'effort français pourrait lui apporter.

Les colloques sur la défense fleurissent et se multiplient. Tous les partis en parlent, et la presse est bruyante de débats sur la défense et la sécurité. Qu'on le sache pourtant, la seule chose qui importe vraiment, le seul signe que les Soviétiques prendront en compte quand ils évalueront notre résolution, c'est l'augmentation significative de notre effort de défense, c'est-à-dire de notre budget de défense. Tout le reste est littérature.

(1) Définition de l'OTAN.
(*) Ancien directeur des affaires économiques de l'OTAN.

Une politique et son image

Suite de la première page.)

Les délais mis à condamner l'invasion de l'Afghanistan demeurent inacceptables, comme le refus de notre ministre des affaires étrangères de participer à un dîner de travail avec ses collègues allemand, américain et britannique, justement pour parler de l'Afghanistan, alors qu'il partageait le pain et le sel avec M. Gromyko à Paris trois semaines plus tard.

Il reste difficile de comprendre qu'à propos des Jeux olympiques une décision qui impliquait un jugement politique ait été laissée aux autorités sportives. Quelles qu'aient été nos intentions et nos réprobations, notre influence n'est trouvée finalement mise au service d'une opération destinée à servir le prestige et à rétablir l'honorabilité des envahisseurs de l'Afghanistan.

Que dire encore de la présence solitaire de notre ambassadeur le 1^{er} mai sur la place Rouge pendant qu'à Paris une manifestation en faveur des droits de l'homme

se voyait interdire les abords de l'ambassade soviétique ?

A l'occasion de l'entrevue de Varsovie, la comparaison faite avec la visite du chancelier à Moscou, laquelle s'inscrivait dans le cadre des échanges réguliers entre les deux pays, n'était pas pertinente. Dans le même cadre, c'était au tour de M. Brejnev de venir à Paris. Mais surtout, M. Schmidt à Moscou se présentait comme un homme ayant refusé la participation de son pays aux olympiades. Ayant montré le sens qu'il donne au mot « inacceptable », ce « non » ne pouvait manquer de renforcer sa position.

Peut-être était-il difficile d'expliquer que l'affaire d'Afghanistan, en provoquant le monde islamique, créait une situation qu'il était de l'intérêt des Occidentaux de laisser mûrir sans chercher à l'incorporer dans l'opposition Est-Ouest ? Une telle analyse eût pourtant mieux passé la rampe que l'affirmation d'une priorité donnée à la poursuite de la détente.

responsabilités dans les récentes tensions sont partagées, les nôtres étant plus psychologiques que politiques. Celles de Washington sont sans doute plus lourdes puisqu'elles contribuent à la crise économique mondiale par suite de l'absence d'une politique monétaire et d'une politique énergétique saines. Les hésitations, les manichésismes successifs, les volées,

face, les initiatives abruptes, les absences de consultation, les indiscretions de la Maison Blanche n'étaient et ne sont certainement pas de nature à inspirer confiance et justifient nos prudentes. Aussi bien, n'est-ce un secret pour personne que ces difficultés n'affectent pas seulement les rapports entre Paris et Washington.

Les difficultés de la communication

Mais s'il est vrai — comme le dit M. Michel Poniatkowski — que les Etats-Unis ont la force et que les seuls hommes d'Etat se trouvent de notre côté de l'océan, pourquoi alors ne pas chercher à exercer une influence positive sur le pays sans la force duquel tout le génie des hommes qui en ont n'empêcherait pas notre asservissement par Moscou ?

Il est naturel que nous soyons en désaccord avec le gouvernement américain sur tel ou tel point des affaires internationales. Mais il n'est de l'avantage de personne que ces désaccords érodent en profondeur la qualité traditionnelle des rapports entre les deux nations.

Dans les moments difficiles qu'ils ont traversés, pour les raisons que l'on sait, la générosité et l'habileté auraient pu se rencontrer pour donner à l'homme de la rue le sentiment que nous étions à ses côtés. L'indépendance de notre politique aurait conféré à une telle conduite une valeur particulière.

L'occasion n'a pas été saisie et, si douloureux qu'il soit de le reconnaître, la France n'était pas tenue ces derniers temps de l'autre côté de l'océan pour être l'ami des mauvais jours. Lorsque, pour ne citer qu'un exemple récent, le département d'Etat annonçait qu'il a conseillé les alliés des Etats-Unis, se croit tenu d'ajouter : « y compris la France ». L'on est bien obligé de dire que quelque chose cloche dans notre manière de faire passer nos messages.

Et pourtant, les Français qui connaissent les Etats-Unis savent la sympathie qui nous était portée dans ce pays qui ne tient pas l'ingratitude pour une vertu politique et où l'on enseigne encore

l'histoire. Il y a là un capital, appartenant au peuple français, sur lequel nous avons tiré de nombreux chèques et qu'il appartient à nos gouvernements de conserver. Or, il n'est pas un observateur peu au courant et de bonne foi qui ne sache que, profondément entamé depuis plusieurs lustres, ce capital a subi ces derniers mois un processus de dégradation accélérée.

Si les intentions qui guident notre politique sont contraires à l'image qui en est reçue, tant en France qu'à l'étranger, le mal est réparable. Mais il y a alors matière à réflexion sur les causes et les conséquences de cette discordance.

Réflexion d'autant plus nécessaire que le problème de sécurité des puissances occidentales est manifestement en train de changer de dimension. L'Europe, habitée dans le passé à entraîner le monde dans ses guerres fratricides, devenue zone de paix depuis trente-cinq ans dans un univers en convulsion, comprend soudain qu'elle pourrait à son tour être impliquée dans des conflits nés à des milliers de kilomètres de la zone couverte par l'alliance atlantique. Tel était déjà le sens de la communication que le général de Gaulle adressait au président Eisenhower et à M. Mac Millan dans son fameux memorandum de 1958.

Ce document est resté lettre morte. Mais les problèmes qu'il prévoyait nous assaillent aujourd'hui avec une acuité perçue de tous.

Il faudra bien les aborder un jour.

FRANÇOIS DE ROSE.

Un glissement vers le neutralisme

N'étant pas assez hypocrites pour être cyniques avec talent, nous donnons l'impression de glisser vers le neutralisme, de faire passer nos intérêts économiques avant les considérations morales et de rechercher la détente avec nos adversaires sans souci des tensions avec nos alliés.

Bien évidemment, ce n'est pas le principe des conversations avec l'Union soviétique qui est en cause. Il est naturel et nécessaire de garder ouvertes avec elle les voies de la communication, non seulement parce qu'elle est la puissance formidable que l'on sait, mais aussi en raison des liens qui nous unissent à un grand peuple et de la gratitude que nous lui devons depuis la dernière guerre.

Mais le danger n'est-il pas dans les approximations de fond qui paralysent l'inspiration politique étrangère ?

Il n'est pas nécessaire d'être un kreninologue pour douter que l'évolution naturelle des sociétés avancées efface nos différences avec l'Union soviétique, à condition que soient multiples les contacts économiques, culturels, scientifiques et technologiques. Un tel espoir méconnaît le caractère fondamental de l'impérialisme marxiste, dont la vocation est de s'étendre au monde entier et qui légitime, au nom de la vérité socialiste, l'imposition de régimes contre la volonté des peuples et les interventions aux quatre coins de la planète suivant la doctrine Brejnev.

Ce serait une erreur d'analyse que de voir les rapports entre le monde occidental et le monde communiste comme l'affrontement de deux blocs que l'on plaçait sur le même plan pour les renvoyer dos à dos : la France, qui s'est retirée du système militaire intégré de l'OTAN sait, par expérience, que l'alliance atlantique respecte l'indépendance de

ses membres. On se souvient de ce qu'il est advenu à la Tchécoslovaquie lorsqu'elle a voulu se donner un socialisme à visage humain.

Et il suffit de constater l'opposition de Moscou à toute mesure susceptible de consolider la défense de l'Europe pour savoir que, sans la couverture de l'alliance atlantique, nous n'aurions jamais pu constituer notre force nucléaire stratégique, pierre angulaire de notre indépendance.

Sur le plan de la géostratégie, les échecs de l'Union soviétique n'équilibrent pas ses gains. Une fois tombé dans l'orbite soviétique, aucun pays ne s'en est dégagé. L'Egypte, la Somalie et l'Indonésie n'ont jamais eu de régime de démocratie populaire. Elles avaient des conseillers civils et militaires soviétiques, est-allemands ou cubains dont elles ont pu se débarrasser. Mais là où un parti communiste, inféodé à Moscou, a pris le pouvoir il n'y a pas de billet de retour pour la liberté intérieure et l'indépendance.

A l'égard des Etats-Unis, les

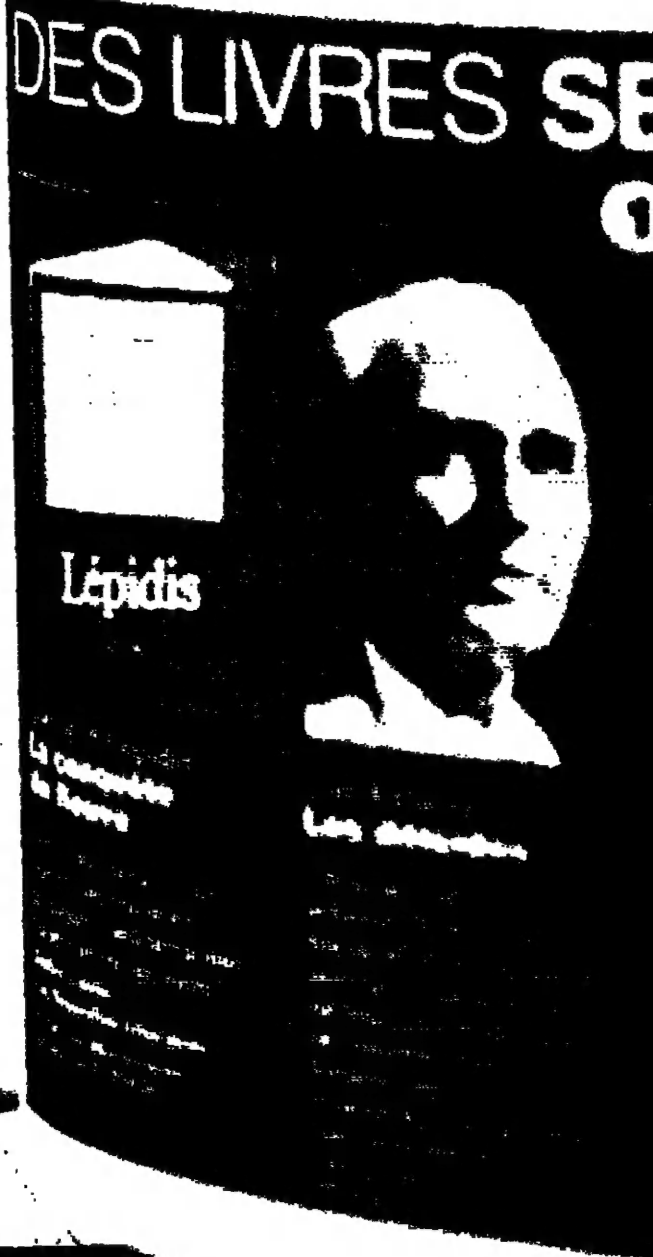
DES LIVRES SEUIL POUR TOUS LES TEMPS

Le bol d'air d'une O.S.

Dorothee Letessier
Le voyage à Paimpol

"C'est une O.S. en personne qui prend la plume comme une grande et ne laisse pas à d'autres le soin de parler d'elle... Et le bol d'air qu'elle s'était promis, il est pour nous". Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

Roman 160 pages



مكتبة من الأمل

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

LA SITUATION EN AFGHANISTAN

Les forces soviétiques auraient lancé des opérations contre une soixantaine de villages

L'aviation soviétique, soutenue par des forces terrestres, a lancé, ces derniers jours, une attaque de grande ampleur contre une soixantaine de villages afghans, des régions de Kaboul et de Gazi, au sud de la capitale, tant « plusieurs milliers » de personnes, a-t-on appris, lundi 14 juillet, à New-Delhi, de sources diplomatiques. Des milliers de villageois ont fui leurs habitations et se sont précipités vers Kaboul, mais la majorité d'entre eux n'ont pu franchir le cordon de sécurité mis en place à une vingtaine de kilomètres autour de la capitale. De cinquante à soixante villages — et notamment ceux d'As-Darrah, Gorbud, Lashar, Tangy - E - Sayadyn, Shukardara, Fagez et Tur-Darrah — ont été dévastés, affirme-t-on de même source. Les opérations, commencées il y a une dizaine de jours, se poursuivent encore lundi.

un accroissement des mouvements de transport vers Kaboul, depuis des bases en U.R.S.S. Du matériel militaire est déchargé dans la capitale

et en grande partie transporté ensuite à bord de petits avions vers les provinces. — (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.)

Les autorités de Moscou ayant voulu censurer un paragraphe sur l'Afghanistan

L'ambassadeur de France a renoncé à prononcer son allocution télévisée pour le 14 juillet

De notre correspondant

Moscou. — L'ambassadeur de France en U.R.S.S., M. Froment-Meurice, n'a pas pu prononcer le lundi 14 juillet, à la télévision soviétique, l'allocution traditionnelle des jours de fête nationale. Les autorités ont repoussé son texte parce qu'il contenait une mention des divergences de vue entre les gouvernements de Paris et de Moscou à propos de l'Afghanistan, et un rappel au demeurant très discret de la position française. Elles ont laissé entendre que l'allocution pourrait être diffusée si le paragraphe incriminé était modifié, mais M. Froment-Meurice a refusé de se soumettre à la censure et a préféré supprimer totalement son intervention à la télévision soviétique.

Les autorités avaient eu la même attitude, il y a dix jours, envers l'ambassadeur américain, M. Watson, à l'occasion de l'Indépendance Day.

Ces incidents montrent que le pouvoir ne veut pas laisser les citoyens soviétiques en contact avec une information autre qu'officielle. La presse russe toujours très discrète sur les positions dé-

fendues par les pays occidentaux sur la question afghane, si ce n'est pour dénoncer les ingérences des impérialistes américains et des hégémonistes chinois. Rendant compte du récent sommet franco-allemand, l'agence Tass s'était contentée de noter que M.M. Schmidt et Giscard d'Estaing avaient répété à propos de l'Afghanistan « des positions connues ». La Pravda avait censuré le texte du discours prononcé par le chancelier fédéral allemand au Kremlin, lors de sa visite à Moscou, en coupant le paragraphe consacré à l'Afghanistan et en y introduisant des commentaires désapprobateurs.

Les bons sentiments exprimés par M. Brejnev à M. Giscard d'Estaing, dans un télégramme de félicitations à l'occasion de la fête nationale française (le Monde du 15 juillet), n'ont pas empêché les autorités soviétiques d'avoir à l'égard de l'ambassadeur de France un geste pour le moins discourtois montrant ainsi de quoi l'on entend à Moscou par poursuite du dialogue.

D. V.

LA NÉGOCIATION SUR LES ARMES EUROSTRATÉGIQUES

Washington souhaite « un échange de vues préliminaire » sur les seuls missiles à longue portée basés à terre

La perspective de négociations soviéto-américaines sur les armes nucléaires en Europe a fait l'objet de nombreux entretiens ces derniers jours. A Washington, M. Do- brynine, ambassadeur d'U.R.S.S. aux Etats-Unis, qui avait déjà rencontré M. Warren Christopher, secrétaire d'Etat adjoint, a eu un entretien avec M. Edmund Muskie, chef de la diplomatie américaine.

M. Christopher s'est entretenu, pour sa part, à Bonn avec M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, et plusieurs autres responsables. Il a précisé que les récentes concessions soviétiques permettraient l'ouverture « en temps utile » d'échanges de vues préliminaires entre Moscou et Washington. Ces pourparlers devraient, selon

lui, « être inclus dans le cadre des discussions SALT 3 » et « se concentrer sur les missiles nucléaires de théâtre à longue portée basés à terre » déjà déployés ou destinés à être mis en place sur le territoire européen. Cette formule exclurait donc les avions. Un désaccord subsisterait entre Moscou et Washington sur l'inclusion ou non dans les négociations des fusées soviétiques SS-4 et SS-5, déjà anciennes et qui sont actuellement remplacées par les SS-20.

Affirmant qu'il n'y a pas de divergences entre Bonn et Washington sur ce problème, M. Christopher a indiqué que les gouvernements alliés définiraient leur attitude « dans les prochaines semaines » sur les bases de la négociation. Une

réunion du groupe consultatif de l'OTAN aurait lieu à ce sujet en septembre. Le gouvernement ouest-allemand a été dit, pour sa part, dans un communiqué publié lundi, « intéressé à la poursuite de consultations étroites [au sein de l'OTAN] en vue d'étudier de manière constructive et sérieuse la réaction soviétique ».

Cette réaction a été précisée par un long éditorial publié, mardi 15 juillet, par la Pravda. Le quotidien du parti soviétique rejette la thèse selon laquelle l'U.R.S.S. se serait « résignée à accepter » la décision prise par l'OTAN, en décembre dernier, et serait d'accord pour « limiter la discussion aux fusées soviétiques à portée intermédiaire, la décision de l'OTAN de déployer des missiles

Le projet français de « trilogie » voudrait donner une expression politique aux solidarités entre l'Europe, le monde arabe et l'Afrique

« Assurer la sécurité par le développement ; introduire une approche globale et concrète dans les relations Nord-Sud ; donner une expression politique aux solidarités historiques, géographiques, culturelles, économiques existant déjà entre l'Europe, le monde arabe et l'Afrique. » Tels sont les principaux objectifs du « trilogie » qui n'est pas seulement comme il est dit parfois, « la technologie européenne plus l'argent des pétroliers arabes pour exploiter les ressources du continent africain et répondre à ses énormes besoins », c'est ce qu'a assuré M. Henry Jean-Baptiste, conseiller technique à la présidence de la République, plus spécialement chargé du projet de coopération euro-arabo-africaine qu'il présentait pour la première fois officiellement, le jeudi 10 juillet, à Paris, devant l'Association de la presse africaine.

Un cadre souple de concertation

Depuis que M. Giscard d'Estaing a esquisé à Kigali, en mai 1979, puis au Koweït, en février, cette année, les grandes lignes du trilogie, un groupe de travail, formé de hauts fonctionnaires, en a défini la nature et le contenu : ce doit être un cadre souple de concertation et de coopération triangulaire dans les domaines les plus divers. Au stade actuel, le projet comporte quatre volets :

● ECONOMIQUE. — Il part de la constatation que les trois ensembles forment une zone privilégiée d'échanges : l'Europe, par exemple, fait le tiers de son commerce avec les autres partenaires potentiels du trilogie. Comment celui-ci viendrait-il s'articuler avec les accords C.E.E., A.C.P., les dialogues euro-arabes et arabo-africains ? Il ne s'agit pas de remplacer ce qui existe, précise M. Jean-Baptiste, mais, bien au

contraire, de l'enrichir et de l'élargir. De même, le trilogie ne devrait pas se substituer à ce que l'ONU tente de mettre sur pied dans le domaine des relations Nord-Sud (négociations globales, notamment), il pourrait constituer un cadre de travail complémentaire. « Les conceptions mondialistes des Nations unies ont montré leur limite ; les pays les plus démunis, par exemple, estiment qu'elles ne tiennent pas assez compte de leurs problèmes », fait remarquer le maître d'œuvre du projet français. A la vérité, reconnaît-il, la coopération triangulaire existe déjà. C'est le cas notamment des opérations de cofinancements « montées » par la Caisa : centrale de coopération économique, le Fonds européen de développement, la Banque mondiale, avec des concours financiers arabes. Ce ne sont pas les fonds qui manquent mais plutôt les projets — encore que plusieurs ont vu le jour et que beaucoup d'autres sont à l'étude — et les capacités de les réaliser ainsi que les garanties indispensables pour les investissements arabes en Afrique.

● POLITIQUE. — Ce volet devrait conduire à la rédaction d'une charte de la sécurité par le développement. « L'approche que nous envisageons est essentiellement politique. Elle pourrait se concrétiser dans une conférence au sommet, rassemblant des hauts dirigeants des pays intéressés. Elle pourrait revêtir aussi la forme d'un document solennel, véritable charte de solidarité définissant les règles de conduite des Etats entre eux », déclarait M. Giscard d'Estaing au sixième sommet franco-africain, en mai 1979. Mais convient M. Jean-Baptiste, le « trilogie » prendra la forme qui se dégagera de la concertation entre partenaires.

● CULTUREL. — Pour l'heure, ce troisième volet est peut-être celui qui est appelé à prendre forme le plus rapidement. « Il s'agit, à expliquer le porte-parole, de favoriser la reconnaissance des cultures, d'ouvrir les yeux des uns sur les autres, de faire, en un mot, que des mondes qui se connaissent mal, malgré l'ancienneté de leurs relations, ne pratiquent pas entre eux le « choc des cultures », mais acceptent leurs différences et s'en enrichissent. » On retrouve là des préoccupations chères à M. Giscard d'Estaing, pour que les facteurs culturels s'inscrivent aussi dans les relations internationales, plusieurs initiatives sont à l'étude : colloque « qui ne devrait pas être réservé à une élite », invitant à un « dialogue de civilisation », club de réflexion, fondation, projets d'édition, expositions, actions de sauvegarde de patrimoines, etc. « Il est difficile d'imaginer un modèle de développement — l'exemple de l'Iran est là pour le souligner — négligeant les aspects culturels », note encore M. Jean-Baptiste.

● Le quatrième volet envisage le « dialogue de civilisation », club de

projets concrets — appelés à recevoir le label « trilogie » — et un « laboratoire d'idées », en même temps qu'un centre d'analyse prospective. Au chapitre des projets figurent actuellement : la formation continue de cadres intermédiaires, les transferts de technologie, les relations entre centres de recherche, la coopération minière et, dans le domaine des énergies nouvelles, des fonds de garantie et de bonification pour les investissements financiers.

La réaction des pays intéressés

Reste, évidemment, à faire accepter cette coopération triangulaire aux divers intéressés. Le partenaire européen ne serait pas seulement la C.E.E. puisque M. Giscard d'Estaing a parlé de l'« Europe démocratique et libérale » (y compris les pays scandinaves). L'Europe des Neuf a reçu mandat exploratoire pour étudier la proposition française à laquelle la Norvège porte, semble-t-il, un réel intérêt. Paris paraît estimer que des raisons politiques, et pas seulement économiques, devraient conduire les Européens à s'y rallier... une fois acquis l'accord du Sud.

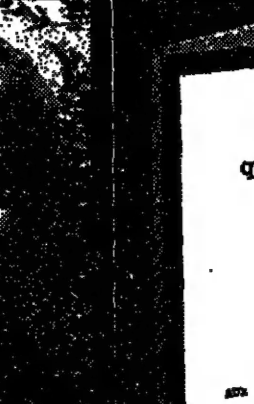
A cet égard, M. Jean-Baptiste a déjà déployé beaucoup d'efforts pour gagner le monde arabe et l'Afrique à la cause. A l'ONU, il a présenté le projet aux membres du groupe des 77 — les pays en voie de développement — et expliqué que la démarche n'était pas de concurrencer la recherche, au niveau mondial, de solutions mais, au contraire, d'y participer. Il en a fait de même au sommet franco-africain de Nice, début mai puis récemment, à nouveau, dans les couloirs de l'O.U.A., auprès de certains autres. Cependant, un projet de résolution sur le Trilogie, donnant notamment mandat au secrétaire général de l'organisation d'entreprendre un examen de ce dossier, a été renvoyé à la réunion des ministres des affaires étrangères au début de 1981, à Addis-Abeba. La Ligue arabe sera-t-elle plus diligente ? Elle devrait à son tour être saisie de la proposition française. La réaction des dirigeants des pays du Proche-Orient, lors du voyage du président de la République, a, cependant, paru « encourageante, positive ». Reste à lui donner un caractère concret. « Les Arabes paraissent soucieux des risques qui pèsent sur l'Afrique », déclare encore M. Jean-Baptiste.

La coopération triangulaire viendra-t-elle éponger un peu les excédents financiers pétroliers pesant sur les économies des pays européens, appuyer l'effort d'investissement de ceux-ci en Afrique et aider plus largement à se développer ? Il faut un « bon projet » pour l'Afrique et c'est la mission de la France d'innover, devait encore dire M. Jean-Baptiste.

GERARD VIRATTE

DES LIVRES SEUIL POUR TOUS LES TEMPS

1 Romans français, récits

 <p>Clément Lépidis La conquête du fleuve Roman 288 pages</p>	 <p>Luc Estang Les déicides Roman 288 pages</p>	 <p>Anne Hébert Héloïse Roman 128 pages</p>	 <p>Patrick Besson Lettre à un ami perdu Roman 160 pages</p>	 <p>Jean Cayrol Exposés au soleil Cours récits 192 pages</p>	 <p>Claude Aubin La vie qu'on peut Roman 180 pages</p>
--	--	--	---	---	---

Demain : Romans français (suite) théâtre

EUROPE

Yougoslavie

Belgrade est devenu le principal partenaire commercial de l'Albanie

Belgrade. — A l'issue d'une visite de cinq jours en Yougoslavie, le ministre albanais du commerce, extérieur, M. Nadin Hodja, a signé le 14 juillet deux importants documents économiques. L'un prévoit que les échanges commerciaux entre les deux pays devraient atteindre 135 millions de dollars en 1981 contre 80 millions en 1980. L'autre concerne la période de 1981 à 1986 et prévoit des échanges de 730 millions de dollars, soit cinq fois plus qu'au cours des cinq années précédentes.

M. Hodja, premier ministre du gouvernement albanais, se rendait officiellement en Yougoslavie depuis la rupture entre les deux pays, en 1948, à été chaleureusement accueilli. Il a eu un « entretien amical et prolongé » avec le

De notre correspondant

chef du gouvernement fédéral M. Djuranovitch, à l'issue duquel les deux hommes ont estimé que les rapports albanais-yougoslaves étaient un « facteur de stabilité et de paix » dans les Balkans. Il a visité les républiques fédérées de Slovénie et de Macédoine, et la ville de Prishtina, dans la région autonome de Kosovo, ville dont la majorité de la population est d'origine albanaise.

Les Yougoslaves, qui se déclarent « tout à fait satisfaits » des résultats de cette visite, en attendent non seulement un accroissement du commerce entre les deux pays voisins, mais aussi l'établissement d'une collaboration économique suivie dans les domaines des transports ferroviaires, maritimes et routiers et des télécommunications notamment.

Un rythme difficile à tenir

Depuis plusieurs années, et surtout depuis sa rupture avec la Chine en 1978, l'Albanie fait un effort visible d'ouverture vers l'extérieur. Cet effort est dicté par des nécessités économiques, le pays n'étant pas en mesure de tenir seul son rythme actuel de développement ni de poursuivre par ses propres moyens l'édification de plusieurs ouvrages d'infrastructure (métallurgie, énergie, la pétrochimie, etc.), que les « révisionnistes » chinois avaient refusé de terminer avant leur départ.

Mais la recherche de nouveaux partenaires exclut certains pays : les « social-imperialistes » d'U.R.S.S., en premier lieu, les « nouveaux tsars du Kremlin », avec lesquels l'Albanie a affirmé, à maintes reprises, qu'elle n'avait « plus jamais » de relations diplomatiques. Les Etats-Unis, « champions de l'imperialisme », ensuite, dont les faits et gestes sont critiqués avec obstination par Tirana. La Chine aussi, qui pendant plus d'une décennie, le grand allié et fournisseur de l'Albanie. Il y a, il est vrai, encore un ambassadeur chinois à Tirana et un ambassadeur albanais à Pékin, mais tous les liens qui unissaient les deux pays ont été rompus. Pour l'Albanie, la Chine, comme l'U.R.S.S., a « trahi » le marxisme-léninisme et sa « coalition » avec les Etats-Unis en est une « preuve éclatante ». Le secrétaire général du comité central albanais, M. Enver Hodja, a consacré l'un de ses derniers ouvrages (deux volumes de plus de huit cents pages chacun) à une critique sévère de l'ancienne alliée.

Avec un second groupe de pays, Tirana serait prête à établir des relations diplomatiques, mais à des conditions déterminées. De la République fédérale d'Allemagne, les Albanais exigent au préalable le paiement de dommages de guerre d'un montant de deux milliards de marks dont Bonn ne veut pas entendre parler. A Londres, ils demandent la restitution de 2544 kilos d'or déposés par leur ancien régime en Grande-Bretagne à la veille de la guerre. Les Britanniques exigent de leur côté, le paiement de quelque 800 000 livres aux familles des quarante-quatre marins qui avaient trouvé la mort en 1947 dans le canal de Corfou, après l'explosion d'une mine déposée par les Albanais.

A ces exceptions près, le gouvernement albanais souhaite commercer et entretenir des rapports normaux avec tous les autres pays. Il a, ces dernières années, intensifié les échanges avec la France, l'Italie, l'Espagne, la Suède, la République démocratique allemande, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et, surtout, la Yougoslavie qui est devenue, en 1980, le principal partenaire de son commerce extérieur.

Pas de crédits étrangers

L'économie albanaise, à en croire les sources officielles, se porte bien. Reposant sur des plans strictement centralisés, elle ignore la hausse des prix. L'Albanie n'accepte ni aide ni crédits étrangers. Elle est le seul pays à déclarer M. Hodja, au plein du jubilé du comité central, à « édifier le véritable socialisme dans des conditions d'encerclement impérialiste et révisionniste ». Pour payer ses achats d'équipements industriels, elle offre, en quantité limitée, l'intérêt, du pétrole, du minerai de cuivre, du chrome et du nickel. Se souvenant du « chantage »

de Khroutchev, qui avait refusé de lui livrer les quantités promises de céréales, elle travaille par ailleurs avec acharnement au développement de son agriculture. Selon les observateurs, les Albanais ne souffrent pas de la faim. La superficie des terres arables a été augmentée de plusieurs centaines de milliers d'hectares, et la radio de Tirana annonce une bonne récolte pour 1980. De bons résultats ont également été enregistrés dans l'élevage et la production de fruits et légumes que des camions Mercedes acheminent vers l'Europe centrale et danubienne à travers le territoire yougoslave.

L'Albanie demeure cependant un pays fermé. Il n'accueille ni les touristes ni les journalistes. Les touristes étrangers, en conflit avec l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la Chine, se méfiant des pays « bourgeois et capitalistes » et refusant d'adhérer au mouvement des non-alignés, il édifie un socialisme qui n'a rien de commun avec celui des autres pays communistes. Ses partenaires, estimant les observations, doivent faire preuve de beaucoup de patience pour appliquer avec lui les normes courantes en usage dans la communauté internationale.

PAUL YANKOVITCH.

Belgique

LE ROI BAUDOUIN EST HOSPITALISÉ A LA SUITE D'UN MALAISE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Frappé d'un malaise que l'on croit d'origine cardiaque ou circulatoire, le roi des Belges a été transféré dans une clinique universitaire de Bruxelles, lundi 14 juillet. Il y restera en observation pendant quelques jours. Le souverain, âgé de quarante-neuf ans, venait de recevoir le premier ministre du Zaïre, M. Boboliki, quand il s'est senti mal.

En février dernier, il avait été opéré d'une hernie discale, et sa convalescence avait été écourtée par la crise politique et aussi par la nécessité de se rendre à Washington à l'occasion des fêtes du cent cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Belgique. Les fêtes de la première devait avoir lieu aux Etats-Unis. Ces derniers temps, le roi paraissait fatigué, et la situation intérieure du pays ne lui permettait pas d'envisager des vacances à bref délai : les nuages, au contraire, s'accumulent dans le ciel politique, et l'on a de plus en plus le sentiment, à Bruxelles, qu'une nouvelle crise gouvernementale ne pourra sans doute pas être évitée au début de l'automne prochain. — P. de V.

Grande-Bretagne

Les droits de l'homme du prince Charles

De notre correspondant

Londres. — A en juger par l'abondance des commentaires sur les perspectives matrimoniales du prince Charles, il faut croire que, malgré la récession et un chômage record, les choses ne vont pas si mal outre-Manche... Il est vrai que le mariage est une entreprise difficile pour le prince de Galles. Son choix est limité. Il lui est interdit d'épouser une catholique, en vertu de l'Act of Settlement de 1701, qui avait pour objet, en son temps, d'empêcher le retour des Stuart sur le trône. Voilà qui exclut déjà la majorité des princesses européennes, et même un bon nombre de belles Anglaises roturières. Ensuite, en vertu d'une loi de 1772, il doit obtenir le consentement préalable de sa mère et des deux Chambres du Parlement. Enfin, appelé à devenir le chef de l'Eglise anglicane, il ne peut épouser une divorcée. Devant tant d'interdits, on est tenté de paraphraser Molière : « Le mariage, dear Charly, n'est pas un badinage. A d'austères devoirs, le rang de prince engage... »

Le prince est partiellement florissant avec la fille d'un musulman, d'un hindou et même d'un mormon. Mais jamais une catholique. Il pourrait, certes, céder à la passion et renoncer au trône. Mais ce jeune homme, très comme il faut, conventionnel et fier de l'être, ayant un sens aigu de ses devoirs, n'est pas près de suivre le mauvais exemple du grand oncle Windsor : « Si l'épouse une catholique, le seul ficher », a-t-il confié à des journalistes étrangers. Il faut dire que le Vatican ne facilite pas les choses : en 1977, quand on parlait déjà des fiançailles de Marie-Astrid de Luxembourg avec le prince Charles, l'idée que les enfants nés pourraient recevoir une éducation protestante, tandis que les filles seraient élevées dans la religion catholique, n'était guère plus appréciée à Rome qu'à Canterbury. Et, en 1978, le pape n'autorisa pas le mariage à l'église du prince Michael de Kent avec une baronne autrichienne catholique.

Un manque de courtoisie

Mais le démenti de Buckingham Palace affirmant que Charles n'a, à aucun moment, songé à épouser Marie-Astrid, est tout aussi déplaisant que celui opposé en 1977, à l'égard de sa connaissance pas, et les gens qui ne se connaissent pas ne se fiancent pas. La famille royale ne veut pas d'un mariage arrangé », déclarait alors le secrétaire de presse du prince. En fait, ils s'étaient rencontrés, mais Charles prétendait qu'il ne se souvenait en rien de la princesse. Marie-Astrid accumulait les handicaps. Néanmoins, la raison d'Etat exigeait-elle un tel manque de courtoisie ?

Edi Marie-Astrid qui, à défaut du cœur du prince, avait, Charles est un nouveau seul, mais dépourvu de sa main au plus vite, car il a conscience de

l'inquiétude silencieuse d'une opinion publique qui se souvient que ses parents et grands-parents se sont mariés autour de la trentaine. Mais que peut-il faire ? Attendre un amendement à la loi de 1701 ? Mme Thatcher ne souhaite pas prendre d'initiative dans ce sens à un moment où elle s'efforce de rallier les leaders orangistes de l'Ulster à un compromis sur le système irlandais. Aller à Strasbourg invoquer les articles 12 et 14 de la convention européenne des droits de l'homme, qui excluent toute discrimination religieuse, sociale, au matière de mariage ? Ou bien, en désespoir de cause, insérer dans une publication spécialisée une annonce dans le style d'usage : « J.H. B.F. bien sous le rap. cher, etc., prot. de prêt. Si pas s'abst. »

HENRI PIERRE.

La situation économique des femmes se dégrade

De notre correspondant

Londres. — La législation en vigueur depuis vingt ans, qui devait protéger les femmes contre toute discrimination et leur assurer l'égalité des salaires, n'a pas été respectée. Les résultats sont désastreux. La commission chargée de superviser l'application des lois de 1970, a sensiblement augmenté la proportion de la situation de la femme, la commission prévoit une aggravation de la situation dans les prochaines années, à moins que les législateurs ne soient appliqués plus rigoureusement.

La commission note que la moyenne des salaires féminins, qui représentait 63 % de la moyenne des salaires masculins en 1970, a sensiblement augmenté jusqu'en 1977 pour atteindre 75 % et retomber en 1979 à 73 %. La moyenne des salaires horaires perçus par les femmes est aujourd'hui de 1,65 livre contre 2,86 livres pour les hommes (1). Le rapport de la commission met également en évidence l'augmentation du chômage féminin (2) : en 1970, 10 % des femmes étaient sans emploi, contre 12 % en 1979. Les femmes sont plus affectées que les hommes par les difficultés économiques du pays.

Dans ce contexte, la commission estime que leur situation économique va empirer. En premier lieu parce qu'elles sont moins nombreuses à adhérer à un syndicat et ont donc un moindre pouvoir revendicatif. Ensuite, et surtout, parce que, dans une très large proportion, elles travaillent dans des industries déclinantes comme les textiles, la confection, la chaussure, et restent peu nombreuses dans des emplois mieux payés des industries de pointe, et il est toujours difficile pour des

(1) 1 livre = 8,57 F.

LE MONDE

est chaque jour le support de nos lecteurs et abonnés. L'APPELLEMENT que vous recherchez

H. P.

Portugal

FIN DE LA GRÈVE DES PILOTES DE LA COMPAGNIE PORTUGAISE TAP

Lisbonne (A.F.P.). — Les pilotes de la compagnie aérienne TAP ont suspendu leur mouvement de grève qui durait depuis trois semaines, a annoncé le lundi 14 juillet un porte-parole du syndicat.

Cette décision a été prise après une intervention personnelle du président de la République. Le général Spas avait fait valoir aux pilotes que leur mouvement portait un grave coup à l'économie nationale. L'intervention du chef de l'Etat semble avoir pris de court le gouvernement de M. Sa Carneiro, qui était décidé à suivre une politique de rigueur et à procéder à un « assainissement » de la situation économique de la TAP.

Le ministre des transports, M. José Viana Baptista, a critiqué l'initiative du général Spas, qu'il accuse d'« ingérence dans un domaine de la compétence exclusive de l'exécutif », estimant en outre que l'initiative du chef de l'Etat pouvait « favoriser à l'encontre le déséquilibre de nouveaux conflits sociaux ».

LENTILLES DE CONTACT

Le 1^{er} fabricant mondial lance des nouvelles lentilles souples. Un confort inédit, encore plus minces et plus performantes qu'auparavant.

Tolérance exceptionnelle. Rapports avec vos lentilles le jour même.

Pour tous les sports

596⁰⁰

Adaptation par spécialiste 200 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Don pour un cas de l'œil gravement atteint.

lentilles spécialement conçues pour votre cas.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Remplacement des lentilles 100 F.

Italie

Le plan gouvernemental contre la crise suscite une vive controverse politique

De notre correspondant

Rome. — Les polémiques sur les mesures économiques contre la crise, qui avaient été décidées dans la nuit du 3 au 4 juillet dernier par le gouvernement italien, cristallisent désormais toutes les tensions politiques et sociales de la péninsule. Le cabinet tripartite de M. Francesco Cossiga n'est pas parvenu à être secouru par l'opposition dure d'un P.C.I. qui dénonce toujours plus violemment la coalition de centre gauche, et en premier lieu sa politique économique. Si le P.C.I. définit l'ensemble de ces mesures d'austérité comme « fragmentaires, insuffisantes et souvent injustes », il centre ses attaques sur l'instauration d'un fonds de solidarité créé par une retenue de 0,50 % sur les salaires et destiné à soutenir les secteurs économiques en difficulté et l'emploi des jeunes. Cette attitude des communistes est, incontestablement, une rupture avec la tradition de solidarité qui a toujours été au cœur d'assemblées bouillonnantes, et même de grèves et de cortèges spontanés, orléaniques durement, depuis une semaine, les directions syndicales confédérales qui soutiennent de défendre l'instauration de cette mesure.

L'ampleur des réactions hostiles de la base a mis les directions confédérales dans l'embarras. Si, comme le P.C.I., elles protestent contre la mise en application du Fonds de solidarité par décret gouvernemental du 3 juillet, ce qui, selon elles, ne laisse pas le temps d'une « ample concertation des travailleurs » — elles ne remettent pas en cause, contrairement au parti communiste, le principe même de ce Fonds.

Le mécontentement de la base ouvrière

Bien au contraire, au cours d'une conférence de presse, samedi 12 juillet, les dirigeants des trois centrales, MM. Luciano Lama (C.G.I.L., proche des communistes), Piero Carli (C.I.S.I., catholique) et Giorgio Benvenuto (U.I.L., proche des socialistes), ont démenté l'union qu'ils aient pu être divisés à propos de cette affaire et violentement mis en cause par les syndicalistes de base. M. Lama, quelque membre du P.C.I., a insisté sur l'importance de ce Fonds de solidarité, le définissant même comme « le

témoignage de l'engagement concret des travailleurs pour le Mezzogiorno » position diamétralement opposée à celle de son parti.

D'un côté les directions confédérales, y compris la C.G.I.L., de l'autre les communistes. Fidélité au parti, ou fidélité au syndicat ? L'ouvrier communiste se trouve placé devant un dilemme. Encouragés, sinon encouragés, par la ligne d'opposition dure de leur parti, une certaine frange de vieux ouvriers du P.C.I. se retrouvent devant un dilemme. Encouragés, sinon encouragés, par la ligne d'opposition dure de leur parti, une certaine frange de vieux ouvriers du P.C.I. se retrouvent devant un dilemme. Encouragés, sinon encouragés, par la ligne d'opposition dure de leur parti, une certaine frange de vieux ouvriers du P.C.I. se retrouvent devant un dilemme.

Les communistes de la C.G.I.L. tiennent à préserver l'autonomie du syndicat, une stratégie visant à obtenir des résultats concrets, ainsi que les rapports unilatéraux avec les deux autres confédérations. La direction du P.C.I. et M. Berlinguer, en particulier, ne cachent pas leur désir de renverser au plus vite la coalition de centre-gauche actuelle. Or le mécontentement très réel de la « base ouvrière » n'est pas à négliger.

Pour les partis du gouvernement, l'affaire est donc exclusivement politique. Les socialistes, qui sont membres de la coalition gouvernementale pour la première fois depuis six ans, laissent entendre que les communistes italiens sont une « voie à la Marchais ». La direction de la démocratie chrétienne, qui l'a emporté lors du dernier congrès sur les partisans d'une ligne favorable à un accord avec les communistes, y voit la confirmation de ses thèses. Elle appelle désormais de ses vœux un « gouvernement à cinq » qui accorde aux deux petits partis du centre droit afin d'isoler encore plus les communistes.

(Interim.)

préparation de session en septembre et soutien annuel

DROIT. SC-ECO

2, centres : boulevard Saint-Germain ou Neuilly

CEPES 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neully, 772.94.94 - 745.09.19

enseignement supérieur privé

LOT

Les bulletins d'abonnements

SIMPLE ou MULTIPLE

vous permettent de participer à

5

tirages consécutifs

Georges Rech

homme

quitte la rive gauche

SOLDES EXCEPTIONNELLES

jusqu'au 31 juillet

avant fermeture

Georges Rech, 74, rue de Seine, Paris 6.

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Israël

Les dirigeants n'ont pas boycotté la réception du 14 juillet à l'ambassade de France

De notre correspondant

Jérusalem. — Pas d'incident diplomatique : il y avait beaucoup de monde lundi soir dans les jardins de la résidence de l'ambassadeur de France en Israël. La traditionnelle réception du 14 juillet n'a pas été perturbée par les protestations que soulève ici l'affaire des livraisons d'uranium enrichi à l'Irak. Malgré la décision prise par un membre du gouvernement israélien et deux députés de la majorité parlementaire de ne pas assister à cette réception (le Monde du 15 juillet), le vice-premier ministre, M. Yigal Yadin, était présent ; c'est lui qui assurait l'honneur de M. Begin depuis que ce dernier a été victime d'un malaise cardiaque. Il y a deux semaines. Le chef de la diplomatie israélienne, M. Shamir, était également venu, ainsi que le président du parti travailliste, M. Peres, et plusieurs personnalités parmi lesquelles MM. Shani et Dayan, anciens ministres des affaires étrangères. On remarque, en revanche, l'absence des représentants de deux des principaux partis de la coalition gouvernementale, le Herout et le parti national religieux.

La télévision israélienne a accordé une importance toute particulière à l'événement et a diffusé une interview de l'ambassadeur de France, M. Bonnesfous. Celui-ci a rappelé les assurances déjà données à Paris selon lesquelles les équipements nucléaires fournis à l'Irak ne devraient pas être utilisés à des fins militaires. Mais cela ne pouvait suffire à détendre vraiment l'atmosphère. M. Shamir a critiqué l'attitude

française et dénoncé les risques qu'elle comportait pour Israël.

M. Yadin, pour sa part, a précisé la signification de sa visite en déclarant : « L'amitié entre nos deux peuples n'est en rien liée à la politique de leurs gouvernements... »

Quelques heures plus tôt, en quittant l'hôpital où il est soigné depuis le 30 juin, et avant de regagner son domicile où il devra se reposer encore pendant deux semaines, M. Begin a déclaré qu'il considérait la livraison d'uranium enrichi à l'Irak comme « extrêmement grave ».

Dans les milieux gouvernementaux, on déclare que le premier ministre aura, au cours des prochains jours, des « consultations » à ce sujet. Dans un éditorial, ce mardi 15 juillet, le quotidien Haaretz écrit : « Il ne faut aucun doute que, grâce à l'assistance française, l'Irak disposera d'une bombe nucléaire, ce qui représentera un danger non seulement pour Israël mais pour tout le Moyen-Orient. » Les dirigeants français, en introduisant l'arme nucléaire dans la région, font preuve d'irresponsabilité ».

FRANCIS CORNU.

Iran

Après la découverte d'un nouveau complot militaire

Dix conjurés ont été exécutés et trois cents personnes arrêtées

Téhéran (A.F.P.). — L'alerte générale a été déclenchée sur toutes les frontières de l'Iran, lundi 14 juillet, pour prévenir la fuite de certains conjurés du nouveau complot qui vient d'être déjoué par les autorités (le Monde du 12 juillet). Ankara a, en effet, confirmé que deux officiers turcs se sont réfugiés en Turquie à bord d'un hélicoptère. Un porte-parole du Conseil de la révolution a annoncé ce mardi que l'Iran déposerait une plainte contre les pays étrangers « impliqués » dans ce complot militaire.

Les intégristes religieux continuent à exploiter cette affaire pour poursuivre leurs attaques contre leurs deux principaux adversaires politiques, le courant nationaliste des moudjahidin (gauche islamique).

L'odoliteolisme, Rey Charli, juge des tribunaux islamiques de l'armée, a annoncé l'exécution de dix participants au complot et trois cents arrestations. Parmi les personnes arrêtées figurent « des éléments nationalistes qui constituent la branche politique du complot ». « Ces gens sont nationalistes, mais ils ne croient pas en l'Islam », a-t-il déclaré.

Au Parlement, l'ayatollah Khomeini a accusé, lundi matin, les dirigeants nationalistes d'être « partisans de l'Amérique et de l'Occident ». L'ayatollah a critiqué les gouvernements français et britannique qui « fournissent à Bakhtiar les moyens de résister au coup d'État ». « Nous devons donner un avertissement à ces deux pays », a-t-il dit. Pour sa part, le président Ebné Sadr a déclaré, lundi soir, dans une interview radio-télévisée, que la situation est « semblable à celle précédant le coup d'État qui a renversé le régime du docteur Mossadegh ».

Le Front national, face aux attaques de plus en plus précises dont il est l'objet, est sorti de son silence. Dans son bulletin hebdomadaire, il accuse les dirigeants du parti de la République islamique (intégristes religieux) de chercher à « instaurer un régime de terreur mettant en danger la République islamique ». Selon le Front, le P.R.I. veut « remettre en cause les libertés démocratiques et interdire les partis laïques ».

Dans le même temps, la campagne contre les moudjahidin et la « gauche soviétique islamique » dénoncée par l'imam Khomeini a repris. L'occasion en a été fournie par l'ouverture du procès d'un des anciens dirigeants de l'organisation à la prison d'Evin à Téhéran. Accusé d'avoir ordonné l'assassinat de l'un de ses adversaires politiques au sein des moudjahidin, Mohamoud Taghi a été condamné à mort. La première condamnation à mort prononcée contre un militant de gauche par un tribunal islamique depuis la révolution. Les journalistes étrangers, qui se sont présentés à l'ouverture du procès, lundi après-midi, ont été refusés.

D'autre part, le durcissement de la justice islamique a été à l'ordre du jour. Vingt-cinq personnes ont été condamnées à mort (parmi les dix

conjurés militaires) ont été exécutés dans la nuit de dimanche à lundi. Le général Houshang Houshang, chef d'état-major de l'armée, sous le cabinet militaire du général Ashraf, durant les derniers mois du régime du chah, figurait au nombre des suppliciés.

Pour la seconde fois en une semaine, sept exécutions de « trafiquants de drogue » ont eu lieu en public dans un quartier de Téhéran. Radio-Téhéran a annoncé à cette occasion que des médicaments aidant à la désintoxication étaient désormais distribués gratuitement. Le principe des exécutions publiques pourrait être élargi, un député ayant proposé à l'Assemblée que tous les membres du complot militaire soient passés par les armes devant les fidèles participants à la prière du vendredi. Enfin, un nouveau motif d'exécution est apparu : un homme a été exécuté à Rasht, 180 kilomètres au nord-ouest de Téhéran, pour « manque de respect à l'égard de la religion ».

A travers le monde

Argentine

● L'ENSEMBLE DES DIRIGEANTS POLITIQUES VÉNÉZUELIENS, avec à sa tête l'ancien président social-démocrate, le Carlos Andrés Pérez, a demandé, le 14 juillet, dans un journal de Caracas, au gouvernement argentin de publier la liste des prisonniers disparus. Ils ont droit de le savoir et de la raison de leur incarcération. — (A.F.P.)

Colombie

● LES FORCES ARMÉES RÉVOLUTIONNAIRES VEULENT NEGOCIER UNE « PAIX HONORABLE » avec les autorités colombiennes. Les FARC, pro-communistes, principale mouvement de guérilla du pays, ont adressé, le 14 juillet, un communiqué au Parlement de Bogota proposant la discussion d'une éventuelle reddition de leurs commandos armés. Selon les autorités, les FARC ont deux « fronts de lutte » à travers la Colombie. Le chef du mouvement, M. Manuel Marulanda, propos l'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement en vue de favoriser la « pacification du pays ». Il y a un mois, le FARC avait rejeté une offre d'amnistie formulée par le président Julio Cesar Turbay. — (A.F.P.)

Corée du Sud

● LE GÉNÉRAL YU HAK-SONG, commandant de la III^e Armée sud-coréenne, sera nommé, le 15 juillet, directeur de l'Agence centrale de renseignements sud-coréenne (K.C.I.A.), a-t-on appris, le

Maroc

Le roi Hassan II aurait décidé de libérer les détenus politiques

De notre correspondant

Rabat. — Le roi Hassan II aurait décidé, a-t-on appris le 14 juillet à Rabat, de source sûre, de libérer tous les prisonniers politiques actuellement détenus au Maroc. Les plus célèbres d'entre eux sont le poète Abdellatif Laabi, condamné en août 1972 à dix ans de prison, et Abraham Serfaty, condamné à la détention perpétuelle au procès de Casablanca de janvier-février 1977. Si la nouvelle se confirme, il s'agit d'une nouvelle étape dans la libéralisation du régime dans l'attente, depuis les élections législatives de 1977, d'une démocratie constitutionnelle.

Né en 1942 à Fes, Abdellatif Laabi avait créé la revue Souffles en 1966, qui était progressivement passée de la littérature à la politique et à laquelle collaborait Abraham Serfaty, né en 1926 à Casablanca, ingénieur de l'Ecole des mines de Paris. L'un et l'autre ne cachaient pas leurs sympathies pour le Front Polisario. En octobre 1979, un Comité international pour la libération d'Abdellatif Laabi s'est constitué avec l'appui de la revue Souffles. Ce comité a publié des informations inquiétantes sur l'état de

santé des deux détenus (le Monde des 11 avril et 21 juin).

Les mesures de grâce royale, si elles se confirment, complèteraient celles que le roi Hassan II avait déjà annoncées, le mardi 8 juillet, à l'occasion de son discours pour la fête de la jeunesse, qui coïncide avec son propre anniversaire (9 juillet). Le souverain avait alors indiqué qu'il « espérait que les enseignements écartés rejoindraient leurs établissements ». Il s'agissait de deux mille agents de l'enseignement et de la santé suspendus après que des mouvements de grève eurent éclaté les 10 et 11 avril 1979, dans la région de Casablanca.

Combien de prisonniers politiques seraient intéressés par les mesures de grâce royale ? On évalue, à Rabat, leur nombre de cent cinquante à deux cents, bien que la notion même de détenu politique n'ait jamais été admise ici, les autorités soulignant qu'ils ont été condamnés officiellement pour « complot contre la sûreté intérieure de l'Etat » ou en raison de leur attitude à l'égard du conflit du Sahara Occidental.

ROLAND DELCOUR.

Sénégal

Le président Senghor accuse la Libye d'entraîner une armée de mercenaires pour déstabiliser la région soudano-sahélienne

De notre correspondant

Dakar. — Le président Senghor a profité d'une conférence de presse, organisée le 14 juillet à Dakar, pour renouveler et préciser diverses accusations déjà formulées ces derniers semaines par les dirigeants sénégalais contre la Libye, d'une part, et contre le front Polisario, d'autre part.

En ce qui concerne la Libye, le Sénégal, qui a rompu ses relations diplomatiques avec Tripoli le 1^{er} juillet (le Monde du 1^{er} juillet), accuse les autorités de recruter, dans leur soi-disant rassemblement sénégalais qui, il y a quelques semaines, auraient décidé de s'enlir d'un camp d'entraînement à la guérilla et de chercher refuge dans l'ambassade de leur pays, encore ouverte à ce moment-là. Selon M. Senghor, ces Sénégalais auraient été abusés, initialement, par des émissaires de M. Ahmed Khalifa Niasse, le « marabout noir » qui, lui-même, aurait fait miroiter la possibilité de trouver du travail en Libye. M. Niasse, qui prône l'instauration d'une république islamique au Sénégal, s'est placé lui-même sous la protection du colonel Kadhafi en février dernier. Si d'ici la fin du mois, ces dix-sept Sénégalais n'ont pas reçu l'autorisation de quitter Tripoli, une plainte sera déposée auprès du Conseil de sécurité des Nations unies, a menacé M. Senghor.

Au-delà de cette affaire, le chef de l'Etat sénégalais accuse le colonel Kadhafi de mettre sur pied une armée de cinq mille mercenaires, qui serait placée sous le commandement de M. Aydi Ahamat, ministre togolais des affaires étrangères, et aurait pour mission de déstabiliser puis de faire passer sous la coupe des partisans du leader libyen « quatre Etats négro-africains de la zone soudano-sahélienne : le Tchad, le Niger, le Mali et le Sénégal lui-même ». Selon ses sources officielles, en fait, deux à trois cents Sénégalais au moins seraient recrutés à ce titre par les Libyens ces derniers temps et seraient actuellement à l'entraînement.

Quant au front Polisario, dont le Sénégal conteste les visées sur l'ex-Sahara espagnol, le président Senghor l'accuse de se livrer à un massacre systématique des soldats noirs qui lui ont été opposés par la Mauritanie et par le Maroc depuis le déclenchement du conflit chaque fois qu'il peut en capturer. Ainsi, selon le chef de l'Etat sénégalais, si les Sahraouis n'ont toujours pas libéré le millier de prisonniers mauritaniens qu'ils détiennent, c'est que, le jour où ces prisonniers seront renvoyés dans leur pays, il apparaîtra qu'ils sont tous de race noire, autrement dit que leurs compatriotes de race noire qui se battaient avec eux dans les rangs de l'armée mauritanienne ont été systématiquement tués plutôt que d'être faits prisonniers.

PIERRE BIARNES.

El Salvador

● UNE ATTAQUE DE GUERRILLEROS CONTRE L'UNIVERSITE nationale de San-Salvador a été repoussée, le 14 juillet, par les forces armées, qui occupent depuis le 26 juin, les résistants qui, en vain, tentent de se frayer une voie en lançant l'assaut en six points de l'enceinte du campus. Ils étaient munis d'armes automatiques. Il n'y a, apparemment, pas eu de victimes. Cependant, l'ancien ministre de l'éducation, M. Salvador Samayoa, arrêté il y a six semaines pour sa participation à un mouvement de grève, a été libéré et autorisé à quitter El Salvador. — (Reuter, U.P.I.)

AFRIQUE

Tunisie

Le congrès constitutif d'une « interafricaine socialiste » se réunira en février 1981 à Tunis

De notre correspondant

Tunis. — Le comité spécial chargé de préparer la création d'une « interafricaine socialiste » a décidé lundi 14 juillet qu'un congrès constitutif se tiendra les 26, 27 et 28 février 1981 à Tunis. Le comité, qui en établira l'ordre du jour les 3 et 4 décembre à Dakar, aura pris contact entre temps avec les formations politiques africaines se réclamant du socialisme et de la démocratie pour les informer des résultats de ses travaux et tenter de les convaincre d'adhérer à la future organisation.

Le comité, dont les travaux ont duré deux jours, est composé de représentants du parti travailliste de l'île Maurice, de l'Algérie, dont la délégation est présidée par M. Mohamed Boucif, ministre marocain des affaires étrangères, de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) du Maroc, du parti socialiste sénégalais représenté par le ministre des affaires étrangères, M. Mustapha Niasse, du parti socialiste soudanais et du

parti socialiste destourien de Tunisie.

Ce sont les présidents Senghor et Bourguiba qui avaient lancé l'idée, voici quelque temps, de la création de cette « interafricaine socialiste » pour regrouper les partis du continent se réclamant d'un « socialisme démocratique ». En ouvrant la réunion du comité spécial, M. Mongi Kooli, directeur du parti socialiste destourien, a déclaré que cette organisation permettra de doter le continent africain « d'une nouvelle arme de combat au service de son émancipation, de son développement et de la promotion de ses peuples. Elle ne saurait être a-t-il affirmé, l'instrument d'une quelconque croisade idéologique et bien au contraire elle contribuera à édifier les relations internationales sur des bases plus démocratiques et à faire triompher un nouvel ordre économique mondial plus juste et plus humain ».

MICHEL DEURÉ.

République Sud-Africaine

Graves émeutes sur le site du complexe pétrolier Sasol-3

Un employé est brûlé vif dans sa voiture incendiée par des ouvriers en colère

De notre correspondante

Johannesburg. — De graves troubles se sont produits, lundi 14 juillet, sur le site de construction du complexe pétrolier Sasol-3, à Secunda, dans l'est du Transvaal, lorsqu'un employé blanc a été brûlé vif dans sa voiture par plusieurs centaines d'ouvriers noirs en colère.

Les scènes d'émeutes ont suivi des rumeurs selon lesquelles un ouvrier noir aurait été tué par le personnel militaire désarmé chargé de la sécurité de ce complexe pétrochimique stratégique, depuis les récents attentats de guérilla. Selon la direction, l'ouvrier en question aurait succombé à une trop forte dose d'alcool.

Des milliers de Sasol-3, un important complexe de production de pétrole à partir de charbon, avaient débordé dans la matinée lorsque les rumeurs faisant état de la mort de leur camarade s'étaient répandues, ainsi que des informations selon lesquelles leur liberté de mouvement, sur le site de construction, serait sérieusement limitée à la suite des nouvelles mesures de sécurité.

Un porte-parole de la direction, qui a tenté de s'adresser aux ouvriers, a été accueilli à coups de pierres. Peu après, les ouvriers ont incendié deux véhicules, une voiture et un autobus, l'occupant de la voiture, un employé blanc du chantier. La police a été dépêchée sur les lieux, mais le calme serait revenu sur le site de construction lundi soir.

Des milliers de Sasol-3, un important complexe de production de pétrole à partir de charbon, avaient débordé dans la matinée lorsque les rumeurs faisant état de la mort de leur camarade s'étaient répandues, ainsi que des informations selon lesquelles leur liberté de mouvement, sur le site de construction, serait sérieusement limitée à la suite des nouvelles mesures de sécurité.

Un porte-parole de la direction, qui a tenté de s'adresser aux ouvriers, a été accueilli à coups de pierres. Peu après, les ouvriers ont incendié deux véhicules, une voiture et un autobus, l'occupant de la voiture, un employé blanc du chantier. La police a été dépêchée sur les lieux, mais le calme serait revenu sur le site de construction lundi soir.

Des milliers de Sasol-3, un important complexe de production de pétrole à partir de charbon, avaient débordé dans la matinée lorsque les rumeurs faisant état de la mort de leur camarade s'étaient répandues, ainsi que des informations selon lesquelles leur liberté de mouvement, sur le site de construction, serait sérieusement limitée à la suite des nouvelles mesures de sécurité.

Un porte-parole de la direction, qui a tenté de s'adresser aux ouvriers, a été accueilli à coups de pierres. Peu après, les ouvriers ont incendié deux véhicules, une voiture et un autobus, l'occupant de la voiture, un employé blanc du chantier. La police a été dépêchée sur les lieux, mais le calme serait revenu sur le site de construction lundi soir.

Des milliers de Sasol-3, un important complexe de production de pétrole à partir de charbon, avaient débordé dans la matinée lorsque les rumeurs faisant état de la mort de leur camarade s'étaient répandues, ainsi que des informations selon lesquelles leur liberté de mouvement, sur le site de construction, serait sérieusement limitée à la suite des nouvelles mesures de sécurité.

Un porte-parole de la direction, qui a tenté de s'adresser aux ouvriers, a été accueilli à coups de pierres. Peu après, les ouvriers ont incendié deux véhicules, une voiture et un autobus, l'occupant de la voiture, un employé blanc du chantier. La police a été dépêchée sur les lieux, mais le calme serait revenu sur le site de construction lundi soir.

Des milliers de Sasol-3, un important complexe de production de pétrole à partir de charbon, avaient débordé dans la matinée lorsque les rumeurs faisant état de la mort de leur camarade s'étaient répandues, ainsi que des informations selon lesquelles leur liberté de mouvement, sur le site de construction, serait sérieusement limitée à la suite des nouvelles mesures de sécurité.

Un porte-parole de la direction, qui a tenté de s'adresser aux ouvriers, a été accueilli à coups de pierres. Peu après, les ouvriers ont incendié deux véhicules, une voiture et un autobus, l'occupant de la voiture, un employé blanc du chantier. La police a été dépêchée sur les lieux, mais le calme serait revenu sur le site de construction lundi soir.

Fin de la grève des travailleurs de l'automobile

Cette région est d'ailleurs depuis longtemps un des points les plus chauds de la contestation contre l'apartheid et des luttes des noirs. Le récent conflit de l'industrie automobile, qui a surtout affecté le constructeur allemand Volkswagen, mais menaçait de s'étendre à Ford et General Motors, a connu lundi un dénouement positif lorsque les ouvriers noirs ont accepté une formule de compromis négociée entre les syndicats et la direction.

Les employés de Volkswagen, qui ont fait grève pendant trois semaines pour obtenir un salaire minimum horaire de 2 rands au lieu de 1,15 rand ont finalement accepté une proposition de 1,45 rand par heure avec la promesse que les 2 rands par heure seraient atteints en janvier 1982.

Cet accord a été salué par la Fédération internationale des travailleurs de la métallurgie, qui avait envoyé son secrétaire général adjoint, M. Karl Casserlin, en Afrique du Sud, comme une « percée » pour l'action syndicale des Noirs en Afrique du Sud. Les employés de Volkswagen ont été représentés par un syndicat affilié à la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU), le plus important groupement de syndicats indépendants.

D'autre part, la grève de la faim de soixante-dix détenus politiques à la prison Victor-Verster de Pretoria, près du Cap, entre ce mardi dans sa deuxième semaine, et a été suivie par six femmes détenues dans un autre établissement pénitentiaire. Les grévistes de la faim demandent à être inculpés ou libérés immédiatement. Ils sont gardés en vertu des lois sud-africaines sur la sécurité, qui permettent la détention au secret de façon indéfinie. Un des détenus s'est évanoui la semaine dernière lors d'un procès pour violation des règles de la prison.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

STLS NE PEUVENT BIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Depuis 18 ans, les spécialistes EUROCAP des soins du cheveu ont examiné et traité des milliers de cuir chevelus. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu irrité ou tendu, des cheveux gras, secs, cassants, etc., ce sont là des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, il est important de la soigner. La «Agence» en ce domaine est une chose qui se passe ici ou là. Nos instituts, par nos traitements médicaux, nous en mesure d'agir vite et durablement.

L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Pien ne peut expliquer le succès des méthodes de nos instituts, EUROCAP : 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS. Tél. : 260-38-84



si leur sérieux et leur efficacité

Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous. Un SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP.

ANVERS Centre Mondial du

DIAMANT

Tous renseignements vous seront communiqués par téléphone au numéro

Tél. 19-32-31/27-54

GENERAL DIAMONDS BELGIUM, 19 ANVERS.

ASIE

Japon

ÉLU PRÉSIDENT DU PARTI LIBÉRAL DÉMOCRATE

M. Zenko Suzuki sera nommé premier ministre le 17 juillet

M. Zenko Suzuki, a été élu officiellement, mardi 15 juillet, président du parti libéral démocrate (P.L.D.), largement majoritaire dans les deux chambres du Parlement. Il sera ainsi désigné jeudi 17 juillet, après un vote du Parlement, premier ministre et annoncera ensuite la formation du nouveau gouvernement japonais succédant au cabinet Ohira.

De notre correspondant

et avoir été secrétaire général du parti conservateur.

M. Suzuki est né dans un petit port de la province d'Iwate, au nord de l'archipel, côte pacifique. Une région pauvre dont on disait, il n'y a pas si longtemps, qu'elle était le « Tibet du Japon ». Son père était patron pêcheur, le jeune Suzuki se dirigea tout naturellement vers l'agriculture, dont il sortit diplômé en 1936. Il commença à travailler pour l'Union nationale des coopératives de pêcheurs. Mais ses idées progressistes — il avait notamment été influencé dans sa jeunesse par les écrits des intellectuels chrétiens qui introduisaient les idées socialistes au Japon — lui barrèrent l'entrée de l'administration. En 1947, il se présenta aux élections comme candidat socialiste et fut élu.

Tokyo. — « Suzuki ? Quel Suzuki ? Il y a à peine deux semaines, M. Zenko Suzuki, qui est devenu, ce mardi 15 juillet, le dixième président du parti libéral démocrate, ce qui le fait, jeudi, après un vote du Parlement, le nouveau premier ministre, était presque un inconnu du grand public. Pour ses collègues, c'était surtout un homme d'appareil, habile manœuvrier et médiateur patient des luttes internes au sein du P.L.D., où il occupait les fonctions de président du bureau exécutif. Aujourd'hui encore, bien que l'on ne parle que de lui dans les milieux politiques, il est difficile de le ranger, par exemple, parmi les « faucons » ou les « colombes ». « Je poursuivrai la politique de M. Ohira », répond-il invariablement aux questions des journalistes.

Petit de taille, un peu rond, effable, celui que ses collègues surnommaient amicalement « Bouddha Zenko », parce qu'il paraît toujours serein, est âgé de soixante-neuf ans. Un âge assurément respectable qui, selon les critères nippons d'expérience et la gérontocratie du monde politique, fait de M. Suzuki une personne tout à fait apte à assumer la responsabilité de diriger le gouvernement. Cela dit, il lui manque la « course » que, traditionnellement, doit avoir accompli l'homme qui possède aux fonctions de premier ministre : notamment être « passé » au ministère des finances.

Cambodge

M. Heng Samrin demande que l'aide humanitaire ne transite plus par la Thaïlande

Sir Robert Jackson, qui coordonne les opérations de secours aux populations cambodgiennes, devait s'entretenir mardi 15 juillet à ce sujet avec les autorités de Bangkok. Dimanche, il a rencontré à Phnom-Penh le chef du gouvernement pro-vietnamien, M. Heng Samrin, qui a demandé que l'assistance humanitaire soit adressée directement au Cambodge et ne transite plus par la Thaïlande car, a-t-il dit, cette aide profite à la guérilla entretenue par les Khmers rouges et « autres traîtres ».

La leçon humanitaire de M. Ieng Sary

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — A Tokyo, où il fut aux côtés des présidents Carter et Hua Guofang l'une des vedettes du forum politique improvisé lors des cérémonies à la mémoire de M. Ohira, M. Ieng Sary, vice-premier ministre du Kampuchéa démocratique et bras droit de M. Pol Pot, c'est indigné bien haut contre la récente décision des organisations internationales de mettre un terme aux distributions d'aide aux combattants khmers rouges, estimant qu'elle « viole les principes humanitaires ». Le porte-parole d'un régime ayant plusieurs centaines de milliers de morts innocents sur la conscience est-il en passe de reprendre le flambeau des grands principes que l'Amérique a quelque peu laissé s'éteindre ces derniers temps ? En tout cas, cette réprimande dirigée contre des organisations qui ont ressuscité, aux frais du contribuable, les Khmers rouges moribonds n'a apparemment choqué personne. Ni les gouvernements qui financent les secours internationaux, et qui ne ratent jamais une occasion de se montrer pointilleux sur les grands principes, ni même M. Jimmy Carter, qui dénonçait publiquement en 1978 comme le plus grand responsable des atteintes aux droits de l'homme ce régime qui'il soutient aujourd'hui — même s'il le fait « avec de très longues pincettes et en se bouchant la nez », pour reprendre l'expression d'un diplomate américain.

M. Ieng Sary, qui lance volontiers l'Organisation des Nations unies, le ferait-il s'il n'était assuré en même temps de l'impunité et de la poursuite des aides ? On oublie commodément que c'est M. Ieng Sary, ministre des affaires étrangères, qui avait fait expulser brutalement les difficiles accords de pêche avec les Soviétiques sur la zone des 200 milles.

ment, en 1975, toutes les organisations des Nations unies opérant au Cambodge et que jamais il ne leur avait permis d'y revenir pour porter assistance aux dizaines de milliers de Cambodgiens que son régime laissait mourir de faim, de maladie et de travaux forcés.

A Tokyo l'an dernier, M. Ieng Sary avait esquivé des questions relatives aux massacres imputés à son régime en affirmant tranquillement que pareil comportement était « impensable » de la part de dirigeants que leur passage dans les universités françaises avait pétris d'humanisme. Plus d'une centaine d'étudiants, rentrés de France après avril 1975, ont été exécutés sous le gouvernement de MM. Pol Pot et Ieng Sary. Étaient-ils moins pétris d'humanisme ?

Il y a quelques mois, le gouvernement de M. Ieng Sary et ses alliés chinois avaient protesté contre la suggestion faite par le haut-commissariat des Nations unies (H.C.R.) en vue d'un rapatriement des réfugiés cambodgiens établis en Thaïlande. Cela, affirmaient-ils alors, violerait les principes humanitaires et conduirait à envoyer les réfugiés se faire massacrer par les Vietnamiens. Cependant, les Khmers rouges et Pékin viennent de se féliciter (et de féliciter Bangkok et le H.C.R.) de l'opération de rapatriement qui a permis à M. Pol Pot de récupérer plus de sept mille partisans en territoire khmer.

On pourrait facilement allonger la liste de ses variations humanitaires sélectives. On peut cependant s'étonner (mais qui s'étonne ?) de voir M. Ieng Sary donner sur la place publique une leçon humanitaire.

R.-P. PARINGAUX.

ment les difficiles accords de pêche avec les Soviétiques sur la zone des 200 milles.

Le prénom de M. Suzuki, Zenko, signifie « la bonne fortune ». Celle-ci suffit-elle à expliquer la nomination à la tête du gouvernement d'un homme qu'on dit sans ambition et qui était exclu de la liste des trente politiciens susceptibles d'être un jour premier ministre figurent dans un ouvrage récent d'un commentateur politique célèbre ? Dans ces conditions, pourquoi M. Suzuki ? C'est un homme de conciliation et d'apaisement capable d'équilibrer la part, toujours en proie à ses rivalités internes. Sans doute.

Le poulain de M. Tanaka

La raison principale du choix de M. Suzuki, c'est tout simplement que M. Tanaka l'a voulu ainsi. M. Suzuki est membre de la faction Ohira — dont d'ailleurs depuis la mort de celui-ci il assume la direction. Mais ce n'est un secret pour personne que la véritable adresse — expression pour désigner l'appartenance d'un député à une faction — de M. Suzuki est le bureau de l'ancien premier ministre compromis dans l'affaire Lockheed. Il n'y a d'ailleurs là aucune « trahison », étant donné que les clans Tanaka et Ohira sont alliés. M. Tanaka a un peu « fait » le carrière de M. Suzuki. Les deux hommes se sont liés d'amitié lorsque, pendant le gouvernement Sato (1964-1972), M. Tanaka, alors secrétaire général du P.L.D., choisit M. Suzuki comme président du bureau exécutif. C'est, dit-on, M. Suzuki qui, en 1977, négocia l'éviction du poste de premier ministre de M. Miki, ennemi juré de M. Tanaka. C'est également lui qui fut l'un des promoteurs de l'extension de la ligne de chemin de fer super express Shinkansen vers le nord du Japon et en son sein que M. Suzuki, homme d'affaires très étroitement lié à M. Tanaka, réalisa alors d'énormes affaires de spéculations foncières. Celles-ci demeurent la base de la fortune, toujours colossale, de M. Tanaka qui, bien qu'il ne soit plus membre du P.L.D., conserve dans ce parti la faction la plus importante.

« Le cabinet Suzuki sera une pièce de théâtre dont le metteur en scène est M. Tanaka et le conseiller M. Kishi », dit-on. L'ancien premier ministre Kishi, qui représente le courant de droite du P.L.D., dont le noyau est le « lobby » coréen, demeure en sous-main l'un des maîtres du jeu. C'est grâce à lui que s'est opéré le ralliement de M. Fukuda, dont il est très proche, aux clans Ohira et Tanaka. Le jeu de M. Fukuda consistait à négocier des portefeuilles pour les membres de son clan et à obtenir un accord tacite pour que son dauphin, M. Shin-Itaro Abe, succède dans deux ans à M. Suzuki. Le fait que M. Abe soit très probablement nommé secrétaire général du P.L.D. — une étape nécessaire vers la présidence — semble la « preuve » de ce marché.

PHILIPPE PONS.

Jean-Edern Hallier
UN BARBARE
EN ASIE DU SUD-EST
« Ce livre est peut-être le plus significatif du talent de Hallier. C'est un homme très intelligent qui redonne au journalismisme ses lettres de noblesse. »
Michel Déon
(Le Monde)
Nouvelles éditions Oswald

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La convention républicaine dans l'attente de son héros

De notre envoyé spécial

Detroit. — Les républicains sont gens modérés, et la température très basse maintenue par la climatisation dans l'immense salle couverte où a débuté, lundi 14 juillet, la convention républicaine ne portait pas aux effusions. De nombreuses troupes réservées aux invités sont restées à moitié vides pendant la plus grande partie des deux séances de la journée, et les délégués sagement assis à leur place, ont écouté paisiblement les orateurs, laissant parfois tomber dans l'indifférence générale des plateaux trop soigneusement préparés depuis des semaines.

L'assistance est à l'image de la clientèle électorale du parti républicain : blanche, plutôt âgée, souvent originaire des petites villes. Les délégués noirs ne sont plus que 2,8 % alors qu'ils étaient 3,4 % en 1976 et que les Noirs constituent environ 11 % de la population américaine. La proportion de femmes, 29 %, également diminuée de 2 % par rapport à 1976.

Un orchestre installé sur une estrade en face de la tribune accompagnait d'un petit air gaillard et de nombreux coups de cymbales l'arrivée et le départ des orateurs. Chaque séance est précédée par l'hymne national, une prière dite par un ecclésiastique et une minute de silence en signe de solidarité avec les otages de Téhéran. La nécessité de « rendre l'Amérique forte à nouveau » par l'augmentation des dépenses militaires revient comme un leitmotiv. Un des intervenants affirme sans sourciller qu'il préfère « mourir libre dans l'apocalypse nucléaire plutôt que de ne pas l'accepter ». Le vieux thème « better dead than red » (« plutôt mort que communiste ») fait toujours recette.

Rien de tout cela ne parvient à passionner vraiment un public convaincu d'avance et qui attend son héros, M. Ronald Reagan, dont l'investiture, prévue pour mercredi, comme candidat du parti à l'élection présidentielle n'est plus qu'une formalité. Le seul vrai moment d'enthousiasme a été provoqué par M. Gerald Ford, accompagné de son épouse, dont l'entrée a été saluée par une longue ovation. Souriant, ému, l'ancien président a affirmé qu'il « allait faire tout ce qui est en son pouvoir pour faire de notre candidat à la présidence des États-Unis le meilleur des États-Unis ». Le non de M. Reagan, qui disputa l'investiture républicaine à M. Ford lors de la convention de Kansas City, en 1976, n'est pas cité. Il n'est mentionné que deux fois dans le long discours de l'ancien président.

Le choix d'un colistier

Les préoccupations immédiates de M. Reagan, retranché dans ses appartements de l'hôtel Renaissance Plaza, étaient plus terre à terre. La seule question non résolue de cette convention n'est en effet la désignation d'un candidat à la vice-présidence. Les inclinations personnelles de l'ancien gouverneur de Californie le porte plutôt vers M. Paul Laxalt, fils d'émigrés basques et sénateur ultra-conservateur du Nevada. Mais les stratégies du parti rejettent assez naturellement le choix d'un colistier appartenant à la même sensibilité politique et à la même région. L'Ouest, que le candidat à la présidence. Traditionnellement, le second sur le « ticket » est, en effet, chargé d'équilibrer celui-ci et d'élargir une marge supplémentaire d'électeurs.

M. Ford aurait conseillé ainsi à M. Reagan de choisir M. George Bush, ancien ambassadeur à l'ONU et ancien directeur de la CIA, ou à Edward J. Howard Baker, sénateur du Tennessee et leader de la minorité républicaine à la haute assemblée. Le premier semble avoir plus de chances que le second, malgré les réticences qu'éprouve à cet égard M. Reagan, qui ne lui pardonne guère d'avoir maintenu si longtemps sa propre candidature contre lui. Le petit clan conservateur qui règne à la convention n'accepterait pas d'autre part, sans quelque grogne, la nomination de M. Baker, auquel on reproche son action efficace au Sénat en faveur de la ratification des traités sur le canal de Panama. La liste des vice-présidents possibles comprend également MM. Richard Lugar, sénateur de l'Indiana ; Jack Kemp,

représentant de l'Etat de New-York, ou Guy Vander Jagt, représentant du Michigan.

D'excellente humeur, M. Reagan a déclaré dès son arrivée à Detroit qu'il avait « fait sa veste ». M. Carter ne demandait pourquoi je voulais sa place. Je lui répondais que je ne voulais pas sa place mais être président des États-Unis. Les attaques de ce style contre « l'absence de leadership » de M. Carter ont émaillé les discours à la convention. M. Reagan a esquissé une autre manœuvre au cours d'une interview diffusée lundi soir par la chaîne de télévision CBS. Il a « la certitude » que « les Soviétiques vont essayer d'aider M. Carter pour sa réélection. Ils lui donneront quelques os à ronger », a-t-il déclaré. Il y a quelques semaines, l'entourage de M. Reagan faisait de la même façon courir le bruit que les « étudiants islamiques » pourraient relâcher les otages peu avant le 4 novembre afin de soutenir M. Carter face à son adversaire républicain.

DOMINIQUE DHOMERES.

M. BILLY CARTER AGENT DU GOUVERNEMENT LIBYEN...

M. Billy Carter s'est fait enregistrer, le lundi 14 juillet, comme agent officiel du gouvernement libyen auprès du Département américain de la justice, afin d'éviter des poursuites, a annoncé un porte-parole du Département de la justice. Le frère du président Jimmy Carter faisait l'objet d'une plainte des autorités fédérales, qui est abandonnée à la suite de cette inscription.

M. Billy Carter a indiqué avoir reçu près de 250 000 dollars, consistant en prêts et en cadeaux divers, a ajouté le porte-parole. Aux termes d'une loi fédérale appliquée dans certaines circonstances, les personnes ou firmes ayant des liens avec l'étranger sont tenues d'en informer les autorités.

C'est la première fois, soulignent les observateurs, qu'un membre de la proche famille du président des États-Unis est enregistré en tant qu'agent d'un gouvernement étranger. (A.F.P.)

Bolivie

L'éventuelle nomination à la présidence de M. Siles Zuazo inquiète les militaires

M. Siles Zuazo, candidat à la présidence de la Bolivie pour l'Union démocratique et populaire (U.D.P.), de centre gauche, sera-t-il désigné par le Congrès, le 4 août prochain, pour succéder à la tête de l'Etat à l'actuelle présidente, Mme Lidia Gueiler ? Une telle perspective, de plus en plus envahissante à La Paz, inquiète les milieux militaires.

Les résultats officiels de la consultation sont maintenant connus : M. Siles Zuazo remporte 38,74 % des suffrages, suivi par M. Victor Paz Estenssoro (centre droit) avec 20,14 %. Vient ensuite le général Hugo Banzer (droite), qui recueille 16,83 % des voix, et M. Marcelo Quiroga Santa-Cruz (gauche) avec 8,70 %. Les neuf autres candidats n'ont pas obtenu un nombre significatif de suffrages.

Correspondance

La Paz. — M. Hernan Siles Zuazo a remporté une très nette victoire aux élections du 29 juin, puisqu'il a obtenu presque deux fois plus de voix que son plus proche adversaire, M. Victor Paz Estenssoro et le général Hugo Banzer ont reconnu implicitement son succès en retirant les accusations de fraude qu'ils avaient portées devant la cour électorale.

Durement affecté par une défaite électorale sans précédent, et préoccupé par les risques d'une insurrection populaire au cas où l'U.D.P. se verrait à nouveau barrer le chemin du pouvoir, M. Paz Estenssoro s'est retiré de la course à la présidence sans même chercher, par un accord avec le général Banzer, à disputer l'investiture devant la

Congrès. Il a demandé à ses quarante-quatre parlementaires de voter en blanc.

Dans ces conditions, M. Siles Zuazo ne pourra-t-il compter sur les soixante-neuf suffrages nécessaires pour être élu par le Congrès ? Il dispose des voix de ses cinquante-sept parlementaires, ainsi que de celles de douze représentants des formations centristes. Pour l'emporter, il devrait donc obtenir l'appui des onze élus du parti socialiste.

Une victoire de M. Siles Zuazo risque toutefois de se heurter au veto de l'extrême droite civile et de nombreux militaires. Les forces ar-

mées considèrent que le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et le parti communiste, deux des principales composantes de l'U.D.P., ne sont que des satellites du mouvement communiste international. Elles n'hésitent pas à assimiler le MIR bolivien, proche, en fait, de la social-démocratie, au MIR chilien, plus proche de l'extrême gauche, et aux mouvements de guérilla.

L'extrême droite s'agite dans les journaux ; elle lance quotidiennement des appels à la subversion. Cette campagne pourrait donner des arguments aux militaires qui affirment qu'un gouvernement de M. Siles Zuazo provoquerait le chaos.

Est-ce bien le cas ? Néanmoins un front d'opposition à la dictature, l'U.D.P. présente un plan de gouvernement qui n'est qu'une vague déclaration de principes, et qui suscite la méfiance de la très radicale centrale ouvrière COB tout autant que celle de la bourgeoisie.

Vaincu sur le plan électoral, M. Paz Estenssoro peut encore espérer exploiter ces contradictions. Grâce à ses quarante-quatre parlementaires, il pense pouvoir contraindre le pouvoir législatif en alliance avec les vingt-cinq représentants du M.N.R.I., le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche, qui constituent actuellement l'aile modérée de l'U.D.P. Obtenant ainsi l'éclatement de cette coalition, il rejeterait dans l'opposition les parlementaires du MIR et du parti communiste, et permettrait un début de réconciliation de son propre parti, le vieux Mouvement nationaliste révolutionnaire.

NICOLE BONNET.

(Publié)

MOSCOU 80 se doit BERLIN 36

LIBERTÉ pour les JUIFS d'U.R.S.S.

MANIFESTATION LE JEUDI 17 JUILLET A 19 h. 30

A PARIS : ESPLANADE DU TROCADERO

MANIFESTATION LE JEUDI 17 JUILLET, A 19 h 30

Le même jour à Lille, Nice, Nancy, Toulouse, Bordeaux, Cannes
Lyon : 12, rue Sainte-Catherine (19 h. 30)
Marseille : place du Général-de-Gaulle (19 h. 30).
Metz : Palais des Sports (19 h. 30).
Strasbourg : place Kléber (18 h. 30).

organisé par RENEUVEAU JUIF
avec la participation de : LICRA, Comité de soutien aux Juifs d'U.R.S.S.,
sous l'égide du CRIF.

سكوا من الأصل

TENSIONS A LA CITÉ SAINT-JEAN-SAINT-PIERRE DE NARBONNE

Musulmans et Français pour le pire

Narbonne. — Se sentant rejetés par la communauté française, alors que leurs pères ont choisi et servi la France, les jeunes Français musulmans de Narbonne sont repartis sur leur rancœur. Il suffit de peu pour que leur colère latente devienne violente. Samedi 28 juin, après une dispute avec des immigrés d'un autre quartier, un jeune homme renversé par un automobiliste, — un groupe de Français musulmans a été, à l'aide de chariots du centre commercial voisin, un barrage à l'entrée de la cité Saint-Jean-Saint-Pierre. Le bureau du gérant de la Sonacotra a ensuite été saccagé. Celui de l'association Saint-Jean-Saint-Pierre, subventionné pour aider les Français musul-

mans, a été vidé. La police est intervenue pour rétablir le calme (« le Monde » du 3 juillet). Le mouvement a cependant continué. Vendredi 4 juillet, plusieurs Français musulmans ont entrepris une grève de la faim, demandant que M. Jacques Domini, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, leur envoie un interlocuteur. Après une entrevue avec le général Abdelaziz Khellaf, président du groupe d'alerte contre le racisme créé au sein de la commission nationale chargée des problèmes des Français musulmans, lundi 7 juillet, ils ont décidé de cesser cette grève « voulant croire aux promesses de Paris et espérant qu'on vendra enfin aux anciens harkis et à leurs enfants leur dignité ».

De notre envoyée spéciale

Dans le quartier Saint-Jean-Saint-Pierre à la périphérie de Narbonne, de curieuses inscriptions sur la route indiquent « ghetto », montrant une cité d'apparence banale : six bâtiments d'une architecture sans recherche sur un terrain mal entretenu. Les espaces verts sont remplacés par une herbe rare et jaunie, les arbustes des haies — ceux qui vivent encore — n'ont pas été taillés depuis bien longtemps. Délaissant le toboggan trop haut et les balançoires mal fixées, des enfants, d'origine maghrébine, jouent aux cartes sur un mur.

Les trente-huit familles de Français musulmans — anciens harkis et leurs enfants — qui vivent encore ici « en ont assez de cette cité, de ce ghetto qui n'est qu'un camp aménagé », explique M. Salah Bouazziz, trente ans, délégué de l'association qui vient de se créer, « alors qu'éclatait le mécontentement que nous ne pouvons plus tenir », ajoute-t-il. Dans cette cité, gérée par la Sonacotra, vivent, outre les Français musulmans, des familles de travailleurs immigrés. La situation de l'emploi, peu florissante dans la région, est, selon M. Bouazziz, « catastrophique pour les Français musulmans ». « Pour nous, il n'y a jamais rien. Même le centre Laclerc qui vient d'ouvrir à deux pas, et dont nous sommes tous clients, n'a pas fait l'effort d'embaucher un ou une d'entre nous. » Seule, la mairie de la ville emploie dans ses services vingt-deux Français musulmans.

L'affaire de la cité Sonacotra, abondamment commentée dans la presse régionale, a suscité l'intérêt de divers partis et organisations, parmi lesquels le parti communiste, le parti socialiste, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), le Cercle algérieniste, qui se soupçonnent mutuellement de tentative de manipulation et de récupération dans la région musulmane. En outre, l'association Saint-Jean-Saint-Pierre, mise en cause « M. Bouazziz et ses amis affirment avoir trouvé dans le bureau des factures prouvant que le matériel leur était destiné avant d'être détourné, — réagit avec violence contre ce qu'elle considère comme des accusations diffamatoires et une incompréhension du combat qu'elle mène depuis plus de cinq ans.

L'un de ses responsables, M. Alain Madal, maire adjoint de Narbonne, indique que l'association n'a cessé de travailler à l'intégration des Français musulmans dans la communauté. « Sur les cent vingt familles qui étaient dans la cité, il n'en reste que trente-huit, précise-t-il, et ce n'est pas à celles que nous avons aidées avec succès que l'on va demander ce qu'elles pensent de nous. » L'association, qui s'appuie, dit-elle, documents à l'appui, lorsqu'elle aura recouvré les doubles des factures volées dans les archives, affirme être en mesure de prouver que le matériel acheté a été utilisé aux fins prévues. Selon elle, les fillets de handball mentionnés sur les factures ont été non seulement livrés mais installés sur le terrain prévu à cet effet, où ils ont été détruits en trois mois. Dans la cité, l'association « a ouvert une école pré-maternelle qui fonctionne avec vingt-cinq élèves, dit M. Madal, jardin d'enfants où l'insitutrice, payée par l'éducation nationale, s'emploie à pallier dès la plus jeune enfance le handicap linguistique. » Notre association, subventionnée par le Fonds d'action sociale et la direction départementale de l'action sociale et sociale, donc contrôlée, attend que choses se calment pour reprendre ses activités », conclut son président, le colonel Jean Trilles.

Cesser de se sentir de « nulle part »

Pour les habitants de la cité, l'association devra cependant rendre des comptes car ses résultats, les services qu'elle a rendus, leur semblent peu en rapport avec ses quelque 200 000 francs de subvention annuelle. Les actions que la secrétariat d'Etat se propose de mener en faveur de l'emploi des Français musulmans, en particulier par l'organisation de stages, seront, si elles sont conduites à leur terme, accueillies avec la plus grande joie. Mais au-delà des questions matérielles, certes importantes, les Français musulmans posent un problème moral qu'ils estiment essentiel et qu'aucun décret ne résoudra. Ils veulent « exister », « se reconnaître », cesser de se sentir « de nulle part ». Des immigrés nous ont dit : « Vous, vous n'avez plus de drame, plus de pays, plus rien », raconte M. Bouazziz. Cela nous a mis en colère parce que c'est vrai. Français, nous le sommes sur la carte d'identité et il faut sans cesse la sortir pour le prouver. De toute façon, nous ne sommes que des Français pour le pire. Pour le service militaire, pour la guerre. Pas pour le travail, sauf s'il est sous-solidaire, et pour une durée limitée. Pas pour vivre en ville avec les autres. Dès que les propriétés nous sont lées, ils refusent de nous louer. Pas pour les vacances.

L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA FEMME

Sept pays ont ratifié la convention des Nations unies sur l'élimination des discriminations

De notre correspondant

Copenhague. — « Egalité, développement et paix ». C'est sous ce triple thème que s'est ouverte le lundi 14 juillet la conférence mondiale des Nations unies pour la mi-décennie de la femme. Dans son discours d'accueil, M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU devait reprendre et développer ce thème en insistant particulièrement sur le mot « paix », la paix étant, selon lui, indispensable pour parvenir à l'égalité et au développement.

Pour sa part, la reine Margrethe II de Danemark, dans une allocution de caractère très personnel a voulu mettre l'assistance en garde contre la tentation de cantonner le féminisme dans des définitions ou des frontières trop étroites. « Si nous voulons aboutir à une égalité des droits entre les hommes et les femmes, devons-nous déclarer, nous devons toujours considérer les capacités de chaque individu et ce qui suppose un esprit ouvert et implique un dépit pour des hommes mais aussi pour les femmes. »

Quant au premier ministre danois, M. Anker Jørgensen (social démocrate) il est allé au-delà des critiques que pouvaient inspirer certaines « mesures » danoises en disant que si certains peuvent être choqués par le fait que des couples de plus en plus nombreux vivent au Danemark sans être mariés, il est encore plus choquant de savoir que dans certains pays on marie contre leur gré des filles de douze ans.

à entreprendre dans les cinq prochaines années.

Il est certain que depuis la précédente conférence tenue à Mexico et les recommandations qu'elle formula, de nombreux gouvernements ont fait voter des lois en faveur des femmes mais que, bien souvent aussi, ces textes n'ont pas été suivis d'effets.

Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, l'Assemblée générale des Nations unies avait adopté, en 1979, une convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination dont peuvent pâtir les femmes dans tous les aspects de la vie. Mais pour entrer en vigueur, il fallait que ce texte soit ratifié par au moins vingt pays. A l'heure de la conférence de Copenhague, sept Etats seulement ont donné cette ratification.

CAMILLE OLSEN.

Le mouvement Le Nid, qui se préoccupe de la réadaptation sociale des prostituées, souligne, à propos du procès de Grenoble, la nécessité de lutter contre « toutes les causes » de la prostitution. Il dénonce « les carences de l'Etat qui n'applique pas les dispositions législatives (...) tant dans le sens de la prévention que de la réinsertion », et accuse notamment celui-ci de « tirer profit (...) d'une manière scandaleuse du marché de la prostitution (amendes, impôts, T.V.A.) ». Le Nid, 7, rue du Landy 92110 Cligny.

APRÈS LA NOMINATION DE M. SCHMELCK

Le premier président de la Cour de cassation et l'élection présidentielle

Nous avons reçu de M. Jérôme Perrin, de Paris, une lettre dont nous extrayons le passage suivant :

Après la publication, dans le Monde du 2 juillet, des décisions récentes du Conseil supérieur de la magistrature, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, je souhaiterais placer la nomination de M. Robert Schmuck comme premier président de la Cour de cassation (article 66 de la Constitution) dans la perspective des élections présidentielles de 1981. L'article 10 du décret du 14 mars 1964, relatif à l'élection du président de la République, insiste pour surveiller la campagne électorale une commission nationale de contrôle : elle est chargée de veiller au respect des règles de l'égalité entre les candidats. Cette commission est composée de cinq membres, dont trois membres de droit : le vice-président du Conseil d'Etat, président, le premier président de la Cour de cassation et le premier président de la Cour des comptes. Les deux autres membres sont nommés par les trois membres de droit parmi les membres des trois ordres de la magistrature. Les origines politiques de M. Schmuck me semblent justifier un examen particulier. M. Schmuck fut directeur de cabinet de M. Jean Lecanuet, premier garde des sceaux de la présidence de M. Giscard d'Estaing et, comme le rappelle votre journal,

a rédigé un rapport sur les prisons dont a découlé une réforme pénitentiaire, qui a été illustrée notamment par l'institution des quinquennats à haute sécurité. Le choix d'une personnalité giscardienne comme premier président de la Cour de cassation, et donc comme membre de droit de la commission nationale de contrôle pour l'élection présidentielle de 1981, peut-elle être considérée comme issue de la volonté du président de la République de contrôler des partisans parmi les membres de cette commission ? Peut-on rapprocher cette nomination de celle de M. Christian Chauvaud comme vice-président du Conseil d'Etat, personnalité considérée, elle aussi, comme proche de l'actuel président de la République ?

Dans la mesure où il ne saurait être question de mettre en doute ni l'honnêteté ni la conscience morale des personnes précitées, ne serait-il pas cependant nécessaire de mieux garantir l'indépendance politique des membres de la commission, en modifiant notamment les conditions de leur nomination ? La triple origine des membres du Conseil constitutionnel — président de la République, présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat (article 56 de la Constitution), — associé lui aussi de près au déroulement des élections présidentielles (article 7 de la Constitution), apparaît ainsi mieux garantir la diversité parmi ses membres, que le mode de nomination choisi pour la commission nationale de contrôle.

JUSTICE

Faits et jugements

L'annulation du concours des inspecteurs de la jeunesse et des sports était illégale.

Sept des candidats du concours interne des inspecteurs départementaux de la jeunesse et des sports, éliminés après l'annulation en mai 1978 des épreuves écrites, ont obtenu la validation de leur diplôme de la jeunesse et des sports (le Monde du 4-5 juin 1978). Le 27 juin, le tribunal administratif de Paris a fait sienne la thèse de M. Georges Ridel, leur avocat, en annulant cette décision, prise par le ministre de l'Education nationale, « en raison de l'absence de la liste, inscrite dans le décret de validation, des noms des candidats ». Les juges ont donc annulé la décision du ministre de l'Education nationale, « en raison de l'absence de la liste, inscrite dans le décret de validation, des noms des candidats ». Les juges ont donc annulé la décision du ministre de l'Education nationale, « en raison de l'absence de la liste, inscrite dans le décret de validation, des noms des candidats ».

Chancellerie : fonctionnaires contre magistrats.

Une Organisation de fonctionnaires d'administration centrale de catégorie A vient de voir le jour (1). Elle affirme grouper les deux tiers des quatre-vingt-dix fonctionnaires de la chancellerie qui ne sont pas magistrats. Ceux-ci, au nombre de cent cinquante-deux, exercent, selon la nouvelle organisation, un « métier de magistrat » qui leur permet de cumuler « autorité, avantages financiers ». « Cette présence massive de magistrats qui exercent des fonctions qui ne sont pas les leurs, et qui sont souvent sous-employés, est particulièrement choquante et on considère les besoins criants des juridictions où certains postes restent vacants plusieurs années », estiment les fonctionnaires de catégorie A. Ces fonctionnaires soulignent que les élèves de l'ENA hésitent à demander un poste à la chancellerie, où ils sont mal accueillis, comme le sont les attachés d'administration centrale. La nouvelle organisation, qui affirme avoir le soutien de M. Peyrefitte, estime que ces fonctionnaires sont plus aptes aux tâches de gestion que les magistrats et qu'ils devraient pouvoir exercer des responsabilités de haut niveau dans les directions des services judiciaires, de l'administration pénitentiaire, de l'éducation surveillée et au service de l'administration générale et de l'équipement.

POLICE

Les sanctions contre dix C.R.S. — L'affaire de la C.R.S. 60 (le Monde du 4 juillet) continue de susciter les protestations des syndicats. L'association fédérale C.F.D.T. de la police nationale « s'indigne » des récentes sanctions frappant dix C.R.S. qui avaient notamment protesté contre leurs conditions d'hébergement lors du Festival du film à Cannes en mai dernier. Selon le syndicat, « il apparaît que la réponse est dans le sens souhaité de la conjoncture actuelle ». D'autre part, M. Gérard Monaté, délégué national du P.S., proteste également, considérant ces sanctions comme « une épreuve de force et d'intimidation contre l'ensemble des fonctionnaires ». Le P.S. demande « fermement au ministre de l'Intérieur l'annulation immédiate des sanctions » et réclame l'ouverture d'une enquête « objective ».

LE MONDE diplomatique

Numéro de juillet
L'ITALIE DES MIRACLES ET DES CRISES
(Percy Allum, Claude Amboise, Giorgio Gelli, Alessandro Nannini, Diana Pinto, Giallo Redolfi. Et une nouvelle de Vincenzo Consolo : « Un jour comme les autres. »)

AU PORTUGAL :
(Alain Echegut)
Les divisions de l'armée accentuent le bipolarisation politique

Le numéro : 7 F.
5, rue des Italiens, 75227 Paris, Cedex 08.
Publication mensuelle du Monde.
(En vente partouci.)

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.
Venez y trouver ce que vous cherchez
LA MAISON
que vous recherchez

FAITS DIVERS

Le gardien chef de la maison d'arrêt d'Avignon (Yonne), M. Raymond Richard, a été blessé au visage de plusieurs coups de couteau, le lundi 14 juillet, par un détenu à qui il allait servir son repas. Le détenu, M. Hilarion Elieville, trente-sept ans, originaire de la Guadeloupe, est inculpé depuis cinq ans d'homicide volontaire sur la personne de deux de ses quatre enfants.

Pylône plastiqué à Creys-Malville. — Un pylône de 60 mètres de haut et de 35 tonnes, qui devait soutenir la ligne à haute tension reliant le surgénérateur de Creys-Malville (Isère) à la centrale de Saint-Vulbas a été endommagé par des charges de plastique dans la nuit du 13 au 14 juillet. Le pylône était proche du réacteur en construction, et la ligne n'était pas en service.

Un attentat à l'explosif a détruit, le lundi 14 juillet au matin, le portail d'une usine de produits chimiques à usage agricole appartenant au groupe Bayer, à Fenouillet, dans la banlieue de Toulouse. Cet attentat, le huitième commis dans la région depuis le début de cette année, a été revendiqué par un groupe inconnu. Des inscriptions tracées sur les murs dénonçaient « les extraditions », « l'Europe multinationale » et les « E tats terroristes ». Les précédentes actions terroristes, à Toulouse, qui visaient principalement des sociétés d'informaticque, avaient été revendiquées par Action directe, le CLODO (Comité liquidant ou déjouant les ordonnateurs) et Auto-défense contre tous les pouvoirs.

L'hôtel des impôts de Salon-de-Provence a été endommagé, dimanche 13 juillet, vers 3 heures du matin, par une charge explosive. Le hall d'entrée du bâtiment a été sérieusement endommagé. Une deuxième charge a été déamorcée. L'attentat a été revendiqué dimanche après-midi par le « Mouvement des paysans en colère », qui s'est déjà manifesté dans le nord des Bouches-du-Rhône depuis le mois de mai dernier (le Monde des 22 et 23 juin).

Trois alpinistes français ont trouvé la mort, le lundi 14 juillet, dans les Alpes, les premiers sur le versant nord du Mont-Viso, les seconds en effectuant le tour du mont Blanc.

PARIS LONDRES 157F
(138 F pour les jeunes, les étudiants et le 3^e âge)
Un prix super économique. Paris-Calais en car, Calais-Ramsgate sur coussin d'air, Ramsgate-Londres en car. Jusqu'à 5 départs par jour.
HOVERLLOYD 278.75.05
24 rue de Saint-Quentin - 75010 Paris.

contre le vol
il y a quelque chose à faire
ALARME 2000
la solution d'aujourd'hui en pensant à demain
Le DI 60 ME radar hyperfréquence autonome et sans installation
Ne vivez pas vos vacances avec l'angoisse du retour. N'hésitez pas : pour connaître les possibilités du DI 60 ME remplissez et retourner le bon ci-dessous à ALARME 2000, 8, rue Guilla, 75016 PARIS
Nom :
Prénom :
rue :
n° : code postal :
ville :
Une protection simple, efficace, immédiatement opérationnelle.
Téléphonez au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

ÉDUCATION

LES DIFFICULTÉS D'INSCRIPTION DANS LES UNIVERSITÉS PARISIENNES

Le parcours d'Isabelle

Les inscriptions des nouveaux bacheliers dans les universités parisiennes sont ouvertes jusqu'au 31 juillet. Du moins en théorie. Car, depuis quelques années, une forme insidieuse de sélection s'est installée à Paris : depuis les procédures de pré-inscription jusqu'à la clôture préliminaire des inscriptions en passant par la limitation aux seuls bacheliers de l'année. Dans tous les cas, les futurs étudiants découvrent le problème en arrivant au guichet de l'université de leur choix.

De manière déguisée, note l'UNEF-Indépendante-et-Démocratique, un même type de contingentement s'opère pour tous les bacheliers sur la base des « capacités d'accueil », dont la réalité ne peut être perçue que plusieurs mois après la clôture des inscriptions. L'UNEF (see-Paris) a, de son côté, décidé d'accueillir les nouveaux bacheliers dans les universités.

Le rectorat de Paris a mis en place un service de renseignements par réponses automatiques, dont les informations sont assez générales : pour les formations juridiques et économiques, 329-83-72 ; littéraires et artistiques, 329-85-37 ; linguistiques, 329-83-33 ; scientifiques, 329-85-51. Pour les formations très rares ou en cas de difficultés, les bacheliers peuvent s'adresser 12, rue de l'Abbé-de-l'Épée (75005 Paris), à tout nouveau bachelier étant assuré de trouver place dans la discipline de son choix dans une des universités de la région d'Ile-de-France, assure le rectorat de Paris.

J'ai rencontré Isabelle le 11 juillet au soir. Brune et aux yeux vifs, elle habille la minceur de ses dix-huit ans de jeans délavés et de pulls trop grandes. Elle semble avachie, épaulée. Elle a passé l'oral du bac, le voilà et l'a largement réussi. Que ne passe-t-elle pour que n'éclate pas une joie à la mesure de l'inquiétude des jours passés avant d'atteindre l'échéance ?

« J'ai eu une année digne de la journée pour m'inscrire en fac », commente-t-elle à raconter. « Je suis sur la liste d'attente d'Orsay pour entrer en première année de D.E.U.G.-A-SP (1). Vendredi matin, à 9 heures, on était une trentaine à pouvoir rentrer tranquillement en attendant que le bureau des inscriptions ouvre. On ne s'inscrivait pas : on avait assisté avant l'oral à une séance (obligatoire) d'information à la sortie de laquelle on nous avait distribué un petit papier blanc avec un numéro d'inscription. Orsay n'est pas tellement plus loin que Jussieu (Paris VII). »

« À l'ouverture du bureau, on a déchanté : c'était déjà complet, il y en avait déjà eu trois dans une liste d'attente. Tous les jours d'attente, la dame des inscriptions sortait et d'une voix au ton ferme, répétait : « Si vous n'habitez pas Orsay, ce n'est pas la peine d'attendre, vous n'avez aucune chance. Allez vite à Paris-VII, il y a peut-être encore de la place. »

« Il paraît qu'elle n'avait jamais vu une foule pareille à Orsay. Il faut dire que le campus est superbe. On a envie d'y travailler. On a été, Jussieu, ça a l'air d'un enfer de béton sale, c'est assez triste que le lycée, en plus grand. » Pour Isabelle, qui habite près de Denfert-Rochereau, Orsay n'est pas tellement plus loin que Jussieu (Paris VII).

« J'aurais eu une chance de plus d'être inscrite à Orsay, ajoute-t-elle, si l'avais apporté une lettre d'un lycée parisien disant que j'étais acceptée en math-sup. J'avais bien rempli un dossier d'inscription en arrivant au lycée, mais, comme une idiote, j'avais demandé les classes de « prépa » dans les lycées les plus cotés : ils m'ont tous refusés et, maintenant, mon dossier se promène au pécot de l'académie de Paris où une « commission académique » reverra chaque cas au début du mois de septembre. Si j'avais demandé à être prépa dans un lycée peu coté, j'aurais eu chances d'être acceptée ».

et, du coup, j'étais inscrite automatiquement à Orsay : il y avait un guichet spécial et j'aurais pu remplir mon dossier d'inscription qui se serait orné d'un beau cachet « cum laude ». Tant pis. C'est raté. Je ne savais pas. »

En quittant Orsay, Isabelle a foncé à Paris VII. « Là, le mercredi. Deux petites portes par où tout le monde entre et sort. Une pièce relativement étroite bordée de monde et de guichets. Heureusement, il y avait une queue sympathique, qui m'a aidée. »

« On ne prenait que les bacheliers 1980. J'ai donc fait la queue une première fois pour retirer mon dossier d'inscription. J'ai rempli sur place une feuille de renseignements dans laquelle on pouvait rapporter dans les trois jours et j'ai refait la queue au deuxième guichet : on m'a donné en échange de ma feuille un « ticket de conception » et un rendez-vous. J'y vais le 25 juillet et il faut que j'y aille moi-même. J'ai eu de la chance, le soir même, les inscriptions, c'était fini, complet ! »

Les « salades » de l'information

Et les vacances ? Pour le mois d'été, Isabelle a trouvé du travail. « On verra en septembre. » Elle a de nouveau le sourire pour conclure : « Je suis ça peut-être un peu obligée de bosser pour gagner sa vie ou d'être au chômage. Ce qui me fiche en rogne, c'est qu'à aucun moment, jamais au lycée on ne nous a prévenus de ce qui nous attendait. L'inscription en fac, on pensait que ça allait de soi avec un bac C. Le « seul qui ouvre toutes les portes ». On ne savait pas qu'il faudrait courir de l'un à l'autre. Alors, toutes ces salades sur l'information dans les lycées, ça me fait bien rigoler. »

CÉCILE DUFLOT.

Une nouvelle revue « CAHIERS OUVERTS »

Cahiers ouverts, revue trimes- trielle publiée par le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), dont le premier numéro vient de paraître, se veut avant tout « lieu d'expression, de rencontre et de confrontation ».

sur l'école qui est « l'affaire de tous ». Ni revue pédagogique, ni bulletin syndical, Cahiers ouverts est une publication « militante » rédigée à l'intention de ceux qui, à divers titres, sont concernés par l'éducation et pas seulement des spécialistes. De même, elle ouvre ses colonnes à tous ceux qui souhaitent s'y exprimer.

Au sommaire du premier numéro figurent notamment des articles sur l'école de Jules Ferry, les rythmes scolaires et une interview de M. André Lichnerowicz, professeur au collège de France.

« Cahiers ouverts », 5, rue Marignan, 75009 Paris. Abonnement annuel : 100 F, pour quatre numéros et un numéro spécial Gratuite.

E.P.C. FORMATION REVISION D.E.C.S.

3 certificats
Août
(8 jours groupés par certificat)
Renseignements et inscriptions :
Tél. 245-59-14 et 245-59-15

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

COURS SPÉCIAUX D'ETRE
★ Hébergement et repas dans le même bâtiment.
★ 5 heures de cours par jour, pas de limite d'âge.
★ Petits groupes (maximum 8 étudiants).
★ Enseignement des langues étrangères.
★ Laboratoire de langues modernes.
★ Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation anglaise.
★ Placings internationaux, sports, etc.
★ Situation tranquille bord de mer 100 km de Londres.

Bourses au :
AGENCY RANDBATE
Kent, S.E.
Tél. : 0181 512-12
ou : Mme GUTHRIE,
5, rue de la Perle d'Orléans,
10, BAUDOUIN
Tél. : 011-26-33 (par).

Les choix de Mme Saunier-Seïté

(Suite de la première page).

Ces filières préparent à la licence et à la maîtrise (sociologie, psychologie, littérature générale et comparée et aménagement). Des enseignants de cette ville redoutent le déclin de leur université qui, sans ces disciplines, ne pourrait offrir aux étudiants que la perspective d'obtenir un diplôme d'études universitaires générales (D.E.U.G.). Ils estiment que cette situation provoque une dévalorisation de la recherche et pourrait entraîner des suppressions de postes de personnels vacataires et administratifs, avoir des répercussions sur la vie locale dues à la baisse du nombre des étudiants. Les mêmes craintes semblent se manifester à Chambéry et à Pau à l'annonce de la suppression de seconds cycles.

Des raisons économiques

Si les jeunes universités qui possèdent peu de D.E.A. se trouvent sérieusement amputées, les universités plus importantes enregistrent aussi des suppressions. C'est le cas de Paris-V avec le non-renouvellement des habilitations de troisième cycle en sciences de l'éducation et de Paris-I où un D.E.A. d'art plastique a été supprimé. Mme Saunier-Seïté a souvent répété : « On ne peut pas tout faire par tout. » Mais sa volonté d'éviter une trop grande « dispersion » semble, dans l'état actuel de l'examen des documents d'habilitation, aboutir à un nombre important de suppressions.

Selon le S.N.E.-Sup on assiste à la mise en place d'une « carte de la répartition universitaire et scientifique » à partir des choix discriminatoires dictés par les options idéologiques des plus rétrogrades des dirigeants des universités autonomes de l'Union nationale interuniversitaire (UNI). Car de ces nouvelles habilitations sortent des diplômés de deuxième et troisième cycles, reconnus au plan national, déposés le département de l'Union nationale interuniversitaire (UNI). Car de ces nouvelles habilitations sortent des diplômés de deuxième et troisième cycles, reconnus au plan national, déposés le département de l'Union nationale interuniversitaire (UNI).

sont en nette diminution (baisse du taux des bourses, augmentation du prix des tickets-restaurants).

Des raisons économiques ont favorisé cette réforme des habilitations, comme l'a expliqué Régis de Kers de son audition par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, de l'Assemblée nationale. « On sait maintenant que les ressources de l'État seront très loin de croître, dans les décennies qui viennent, comme elles ont augmenté dans les décennies écoulées. Par conséquent, les réformes de formation universitaire, puisque les universités ont des informations et puisqu'elles savent que les moyens ne pourront plus croître, il faut qu'elles se préparent à l'avenir, à l'accomplissement de leur mission, avec comme perspective une non-augmentation, voire même une diminution, du nombre des enseignants. Au passage, on en profite pour diminuer quelques formations dans les disciplines jugées « non rentables », comme les sciences humaines. »

Dans sa recherche d'universités de haut niveau qui soient des centres d'excellence capables de rivaliser avec les universités étrangères, Mme Saunier-Seïté veut de franchir un nouveau pas. Mais, en même temps, elle institutionnalise une opposition entre « des universités d'élite et des universités « parkings ». Les deuxièmes ne possédant pas de diplômes de troisième cycle et assurant seulement une « occupation » à des jeunes pour éviter, selon M. J. Arditty, enseignant à Paris-VIII, qu'ils n'augmentent le nombre des chômeurs. Mais, en même temps, elle demande à ces derniers « de ne pas céder à la facilité », en : « clament d'avantage d'habilitations, Mme Saunier-Seïté procède donc à une redistribution autoritaire des deuxième et troisième cycles. Il faudra attendre le mois de septembre pour savoir si les enseignants et les étudiants s'opposent à ce nouveau coup de force. »

SERGE BOLLOCH.

Les arrêtés d'habilitation du deuxième cycle indiquent la durée pour laquelle chacune est accordée. Dans le cas d'une formation en « extinction », donc de la suppression immédiate de la licence, la maîtrise est maintenue pour cinq ans, ce qui permet aux étudiants de poursuivre leur deuxième cycle dans le même établissement.

PETITE GUERRE ENTRE VILLAGES DE L'AIN

Le maire de Gex refuse de scolariser les enfants des communes voisines

De notre correspondant

Lyon. — A Gex, commune de cinq mille habitants dans l'Ain, le maire, M. René André, percevait, traitait, ne voulait plus d'enfants d'autres communes dans ses écoles. Le 19 février 1979, le maire, avec l'accord du conseil municipal, signait, dans ce but, un arrêté qui fut approuvé par le préfet de l'Ain, bien qu'il soit en infraction avec la loi du 28 mars 1882 (la loi qui nous l'enseignement obligatoire et laïque).

Un groupe de parents d'élèves attaque en justice l'arrêté du maire, M. René André. Le maire, M. René André, percevait, traitait, ne voulait plus d'enfants d'autres communes dans ses écoles. Le 19 février 1979, le maire, avec l'accord du conseil municipal, signait, dans ce but, un arrêté qui fut approuvé par le préfet de l'Ain, bien qu'il soit en infraction avec la loi du 28 mars 1882 (la loi qui nous l'enseignement obligatoire et laïque).

Le tribunal administratif de Lyon vient de rendre deux jugements dans cette affaire. Dans un premier, il a annulé l'arrêté du conseil municipal et son approbation par le préfet de l'Ain, en vertu de la loi de 1882, estimant que le conseil « n'avait pas fondé à prendre une telle mesure ». Le tribunal confirme « la liberté de choix de l'école par les parents, qui sont domiciliés ou non sur le territoire de la commune, pour autant que le nombre maximum d'élèves autorisés par les règlements ne soit pas atteint dans la classe choisie ». Mais la requête des parents attaquant l'arrêté du maire a été rejetée par le tribunal dans un second jugement qui ne se prononce pas au fond : elle avait été présentée en dehors des délais légaux à quelques jours près. Cependant, contrairement à ce que M. René André déclare dans un communiqué, l'arrêté municipal n'a pas été confirmé par le tribunal. Il reste, certes, valable, mais ne pourra être appliqué, selon M. Le Feuvre, en raison de la nullité d'exception. Situation juridique curieuse ; l'arrêté n'est donc ni caduc ni applicable.

YVES LEERS.

UN COLLOQUE DE L'UNESCO SUR LES SYSTÈMES SCOLAIRES DE 1980 A 2000

« Ce que nous devons enseigner n'est pas encore inventé »

Dans le domaine de l'éducation aussi, n'assistait-on pas à la « récession des galaxies », cet éloignement l'un de l'autre de deux mondes, celui des « pays producteurs et celui des pays consommateurs » ? Cette question a traversé toute la synthèse présentée par M. Philippe Blamont, ancien sous-directeur général du Bureau international du travail, aujourd'hui vice-président de la Société de formation et d'assistance technique internationale au terme du colloque organisé par l'UNESCO à Paris du 7 au 11 juillet, sur le thème « L'évolution des contenus de l'éducation générale au cours des deux prochaines décennies ».

de la logique « touche à une crise de fond » parce que « nous sortons peut-être définitivement d'une ère où le discours parlé, mémorisé, écrit, était l'expression privilégiée de l'esprit ». L'électronique prescrit la définition d'une « anthropologie nouvelle ».

Pour mille raisons, l'institution scolaire aujourd'hui ne peut plus répondre à tous les espoirs mis en elle. Elle doit être repensée si elle veut parvenir à combattre les inégalités croissantes inter et intra-nationales.

Contribution des enseignants

Des soixante-huit propositions retenues par les rapporteurs du colloque pour « guider la réflexion et l'action futures », émerge au moins cette idée-force : l'école de demain devra être créative. Le système hérité de la Renaissance, fondé comme le souhaitait Pic de la Mirandole sur l'étude de toutes les choses qui peuvent être objets de connaissances et « de quelques autres en plus » a vécu, puisque aussi bien « ce que nous devons enseigner dans vingt ans n'est pas encore inventé ». Jeunes et adultes devront désormais rechercher ensemble, selon l'expression de M. Danilo Dolci, à « concevoir le monde comme une création des créatures » au lieu que « des contenus soient déposés dans des programmes préfabriqués ». Il s'agit moins de s'adapter aux situations rencontrées, d'accepter le monde tel qu'il est, que d'anticiper des situations nouvelles. C'est pourquoi les rapporteurs insistent sur la contribution des enseignants, « les enfants comme les adultes », de sorte qu'ils soient « associés à l'élaboration des programmes », qu'une « hypothèse » leur soit proposée, et que « leurs besoins et leurs points de vue soient pris en considération ».

Avant même d'être bousculée de l'extérieur, l'école a essayé de conserver le monopole dont elle a longtemps bénéficié. Mais, dans ses attitudes mêmes, elle est assaillie par l'éducation « non formelle », celle qui s'opère dans la famille et les mass media. Un homme nouveau naît sous ses yeux déformés. M. Enrico Fulchignoni, professeur d'université à Rome et à Paris, constate que la primauté

Peut-être alors l'éducation ren- tra-t-elle à « prévenir la violence civile et la guerre » comme le lui demande le point numéro 40 retenu par les rapporteurs ? M. Rao, en clôturant le colloque, a bouclé la boucle : « La guerre et la paix ne prennent pas naissance dans l'esprit des hommes, mais dans celui des enfants. Or, faire comprendre quelque chose à un enfant coûte cher. Nous devons être que l'éducation générale ne peut être financée que si l'on réduit les armements. »

CHARLES VIAL.

Les mille mots de Racine

« Racine écrit avec mille mots ; le peuple, à son époque, parlait avec vingt-cinq mille... Racine, mille mots très pour pleins au roi, aussi beaux et aussi utiles que l'épée d'un acrobate... Qui nous rendra les vingt-cinq mille mots de nos pères ? » (J.-P. Chabrol, dans le Monde du 10 janvier).

Il y a des légendes qui ont la vie dure ! Celle du théâtre de Racine écrit avec mille mots (ou mille deux cents, ou huit cents, suivant les variantes de ce mythe) revient périodiquement sous de bonnes plumes, dont celle, jadis, d'un ministre de l'éducation nationale. Et cette affirmation sans fondement persiste, elle est devenue une tradition d'années. L'informaticien a permis de substituer des décomptes précis et nombreux aux estimations vagues (et souvent tendancieuses) du passé.

Sans grande illusion, essayons de couper les ailes à ce canard et de détromper ceux qui se laissent charmer par son chant. Les neuf tragédies « profanes » de Jean Racine comptent deux mille huit cent soixante-sept « mots différents » (ou « vocables », pour employer le terme des linguistes) : si l'on y joint les deux pièces bibliques, Esther et Athalia, on arrive à trois mille deux cent soixante-trois ; avec

les Plaidants, le théâtre complet de Racine totalise trois mille sept cent dix-neuf mots, dont trois cent soixante-quinze noms propres. Ces données sont dues à un jeune chercheur du C.N.R.S., M. Ch. Berner, dont le thèse sera prochainement éditée : elles ont déjà été publiées dans divers articles, entre autres dans le « Français moderne » de janvier 1978.

Quant aux mille mots « rimes pour pleins au roi », une remarque : avant la naissance de Racine, avant celle de Louis XIV, bien avant Versailles, il y avait le Cid de Corneille, qui n'était écrit ni pour la cour ni pour les salons, qui débuta aux doctes, et qui fut avant tout un succès populaire : or le vocabulaire du Cid est plus restreint encore que celui de la Phèdre de Racine. Et ce qui est curieux, quand on classe d'après leur richesse lexicale les vingt-neuf tragédies signées Corneille ou Racine, celle qui arrive en tête est... Esther, avec le vocabulaire le plus riche : commande royale et littérature de cour s'y entrelacent.

CHARLES MULLER (Strasbourg).

école des cadres classes préparatoires

92 av. Charles de Gaulle 92200 Moully-sur-Seine. Tél. 747.06.40

Élargissez vos chances, préparez en même temps le bac et votre intégration dans une école d'enseignement supérieur commercial.

Vous bénéficiez d'une préparation renforcée au bac [maths - économie - langues vivantes...], d'une initiation économique pratique, d'une formation méthodologique [vérités d'entreprises, études de cas].

Contrôle continu des connaissances.

Admission sur dossier.

Moyel Royal-Gimber Sup

ODOUL Garde-meubles

208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX

مكتبة الأمل

Le Monde

MEDECINE

TRAITEMENT DES CANCERS ET RADIOTHERAPIE

L'ère des accélérateurs linéaires d'électrons

M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, inaugure, ce mardi 15 juillet, la nouvelle usine de la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.) du groupe Thomson-C.S.F. située à Buc (Yvelines), afin de célébrer la sortie du cent cinquantième accélérateur linéaire produit dans cette usine, spécialisée dans la fabrication de cyclotrons et d'appareils de médecine nucléaire et de radiothérapie.

Ces appareils, qui ne cessent d'être perfectionnés, sont utilisés pour le traitement des tumeurs malignes. Les rayons X qu'ils émettent sont plus pénétrants que ceux du cobalt avec

un débit de dose plus élevé, ce qui permet de réduire le temps d'irradiation et de traiter les patients de manière beaucoup plus précise.

Les derniers modèles de ces accélérateurs, que décrit ici le professeur Alain Laugier, chef du service de radiothérapie de l'hôpital Tenon, émettent, selon les besoins thérapeutiques, des faisceaux de photons X ou d'électrons. Ils permettent un progrès manifeste dans le maniement des radiations ionisantes pour la destruction des cellules malignes, manœuvre qui n'a cessé de s'affiner depuis qu'il fut appliqué, pour la première fois, il y a quatre-vingts ans.

par le professeur ALAIN LAUGIER

L'ère des accélérateurs linéaires d'électrons, c'est-à-dire le traitement par les rayonnements ionisants, et la chirurgie sont les deux principaux moyens actuellement utilisables pour guérir les cancers à un stade précoce de leur développement. Isolés ou associés aux nombreux moyens médicaux dont on dispose actuellement, la radiothérapie est, en outre, une bonne méthode palliative lorsque les cancers sont généralisés. Née avec les rayons X et le radium, elle s'est beaucoup transformée ces dernières années. Les radiologistes se sont spécialisés, les uns dans le diagnostic par rayons X, les autres dans la thérapeutique. Les radiobiologistes commencent quant à eux à expliquer pourquoi les rayonnements détruisent de façon plus efficace les cellules cancéreuses que les cellules saines avoisinantes, et la radiophysique permet de mesurer avec précision les doses de rayonnements délivrées dans les différents volumes tissulaires irradiés.

L'industrie, enfin, a réalisé des générateurs de rayonnements très bien adaptés aux besoins médicaux : les accélérateurs linéaires d'électrons (linear accelerators ou linacs) constituent la dernière étape de cette évolution. Au début des années 60, trois types d'appareils étaient utilisés : les tubes à rayons X, qui fonctionnaient sous une tension de 200 à 300 kilovolts (kV), les premières unités de télécobalt (bombes au cobalt), et quelques « bêta-trons ».

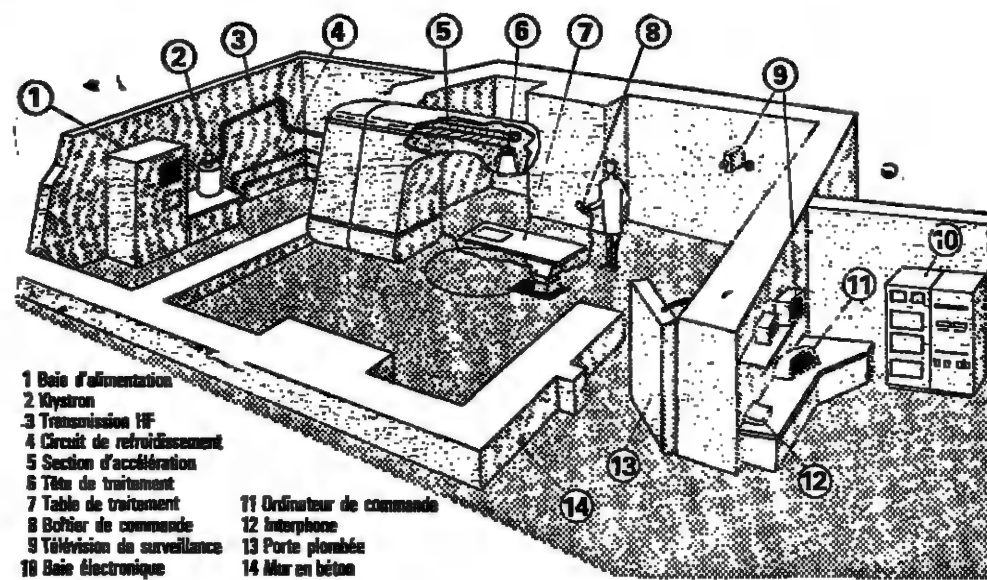
Les rayons X (ou photons X) de 200 kV pénétrèrent peu dans les tissus et se sont absorbés, en grande partie, par la peau, d'où des « brûlures », qui limitaient la dose que l'on pouvait administrer au malade. Ils ont néanmoins permis d'obtenir la guérison de cancers superficiels (de la peau, du larynx) ou très radiosensibles, comme certaines variétés de tumeurs du testicule (séménomes). Le cobalt radioactif a amené une transformation radicale des conditions d'irradiation. Le maximum de la dose n'est plus absorbé par la partie externe des tissus, mais à 3-4 mm de profondeur. La peau cesse alors d'être le facteur limitant. Le rendement en profondeur des photons émis par le cobalt est élevé, et l'on peut faire parvenir à 10 cm de profondeur plus de 50 % de la dose absorbée à l'entrée. Si la région à traiter n'est pas située très profondément (comme dans les cancers de l'amygdale, par exemple), on peut alors y délivrer une dose suffisante pour stériliser et la tumeur primitive et ses extensions ganglionnaires. C'est, ainsi que, grâce au télécobalt, des can-

cers du sein peuvent être définitivement guéris sans opération mutilante.

Les « bêta-trons » sont des appareils beaucoup plus complexes. Leur principe consiste à accélérer des électrons grâce à une série d'impulsions magnétiques, dans une couronne de quelques décimètres de diamètre. Après plusieurs milliers de tours, les électrons acquièrent une énergie de 20 à 40 MeV (1). Les faisceaux d'électrons ainsi produits peuvent être utilisés directement : c'est l'électrothérapie. Elle a de l'intérêt pour les tumeurs superficielles situées à moins de 6 cm de profondeur ; au-delà, l'irradiation devient négligeable.

plus modernes, ont un débit de dose relativement faible, ce qui oblige le malade à rester immobile pendant une dizaine de minutes. Quant aux bêta-trons, ils sont volumineux, lourds et peu maniables, et les industriels ont cessé de les fabriquer car les accélérateurs linéaires ou « linacs » sont beaucoup mieux adaptés à la radiothérapie.

Ils sont ainsi appelés parce que les électrons sont accélérés dans un tube constitué d'une série de cavités emplies de manière à former un long cylindre. Une onde électromagnétique haute fréquence de trois gigahertz, analogue à celle utilisée dans les radars, parcourt la série de cavités. Elle entraîne cent



Ce schéma d'une salle de traitement montre l'accélérateur linéaire de 20 MeV « Saturne » et la table de traitement sur laquelle est allongé le malade. Celui-ci reste seul pendant l'irradiation. L'équipe soignante qui l'a installé se tient à l'extérieur, près du pupitre de commande, protégée par des murs en béton et une porte plombée. Les armatures électroniques sont à l'extérieur. Le malade est surveillé par circuit de télévision et relié par interphone.

De plus, si on interpose sur le faisceau d'électrons une cible de quelques millimètres d'épaisseur, on obtient un faisceau de photons X. Ces photons pénétrèrent davantage en profondeur que ceux du télécobalt (80 % à 10 cm de profondeur), tout en irradiant moins les plans superficiels. Grâce à eux, on peut délivrer en n'importe quel point de l'organisme, quelle que soit la profondeur du sujet, la dose nécessaire au contrôle local de son cancer.

Cependant, certains inconvénients sont apparus lorsqu'on est devenu plus exigeant. En effet, les télécobalts, même les

fois par seconde et pendant un temps très bref (5 microsecondes) des paquets d'électrons, calés sur l'onde, à la manière d'un surfiste sur la vague. Ces électrons atteignent une énergie qui dépend de la longueur de la section accélératrice ainsi que de la puissance électromagnétique déployée.

Comme les « bêta-trons », les « linacs » émettent à la fois des faisceaux d'électrons et des faisceaux de photons X, mais de qualité supérieure. Leur débit de dose est plus élevé, ce qui réduit la durée d'une séance à moins d'une minute. Le faisceau peut, en outre, atteindre des dimensions importantes (jusqu'à 40 cm de côté), ce qui permet d'irradier un grand volume en un seul champ, comme l'abdomen entier dans le cas de cancer de l'ovaire ou l'ensemble des ganglions du thorax, du cou et des aisselles en cas de maladie de Hodgkin. Les « linacs » présentent tant d'avantages pratiques que l'on a pu dire qu'ils sont aux « bêta-trons » ce que les jets sont aux avions à hélice.

Si les ingénieurs savaient depuis longtemps construire des « linacs » destinés à la radiographie industrielle des grosses pièces de métal, ou des « linacs » de physique, tels ceux d'Orsay (500 MeV) ou de Stanford (3 GeV), ils ont cependant dû apprendre à médicaliser leurs appareils, et cela n'a pas été facile. Les médecins demandent, en effet, d'avoir des « linacs » fiables et très maniables afin de pouvoir diriger les faisceaux avec précision sur la région à traiter. C'est ainsi que la conception d'un tel « linac » est un compromis entre les contraintes géométriques qu'imposent l'emploi médical et les possibilités technologiques.

CORRESPONDANCE

LA SÉLECTION DES « PATRONS »

A la suite du Point de vue du professeur Jacques Izard — « La sélection des patrons de la médecine. Injustice et favoritisme » — publié dans le Monde du 21 mai, nous avons reçu plusieurs lettres dont nous publions ici les principaux extraits des plus significatives.

Le professeur Jacques Izard affirme que la majorité des fils et des gendres de patrons ne méritent pas leur nomination à l'agrégation, voulant apporter ainsi le premier argument pour prouver l'injustice et le favoritisme des concours hospitalo-universitaires. Une minorité serait méritante, M. Izard entre-t-elle des relations amicales avec quelques-uns d'entre eux.

Je ne sais pas la raison qui amène mon collègue à reprendre dans la presse des arguments présentés habituellement par les candidats malheureux à ces concours : sans doute est-ce seulement le courage d'« expectorier » dans le potage ». En France, quand quelqu'un accède par un concours ou par un choix à un poste important, c'est qu'il est pistonné, qu'il est le protégé de l'archevêché, de la synagogue, de la mafia, de la loge locale ou qu'il est le fils du patron. La médecine est déjà trop répandue à ce sujet dans les milieux médicaux pour qu'un gendre de patron ne relève pas,

pour une fois, ces propos déplacés et qui datent un peu.

Je connais bien une spécialité médicale où 10 % des professeurs sont, en France, de la catégorie précitée et réputée honnête. Je n'en vois aucun qui ne soit à la hauteur de sa tâche, quelques-uns sont les plus brillants. N'en est-il pas quelques autres dont la carrière s'est trouvée freinée par la crainte du favoritisme ?

A tout prendre, que les gendres soient des gendres alors qu'ils font la preuve de leur valeur, en quoi cela regarde-t-il quelqu'un ?

Que les fils soient devenus compétents et aptes, formés dans un milieu familial propice, serait-ce la justice de les éliminer ? Faut-il interdire Saint-Cyr aux fils d'officiers, le notariat aux fils de notaires, de crainte de favoritisme ?

En revanche, l'absence de remise en cause au cours de toute la carrière d'un enseignant de médecine et le caractère purement local du recrutement peuvent être une cause de sélectivité. Ils sont l'aboutissement de l'autonomie accordée aux facultés en 1968 ; je ne crois pas qu'il soit utile de faire une révolution pour améliorer cette situation ; les présidents d'universités peuvent s'y employer.

PROFESSEUR PHILIPPE MORAND, C.H.U. de Toulouse, service de cardiologie.

Des internes proposent...

Le professeur Jacques Izard démontre l'injustice du système de sélection des « patrons » de la médecine lors de l'agrégation. Il critique la trop grande influence du « lignage », le caractère local du recrutement et l'aspect faussé des pseudo-concours d'agrégation, de la liste d'aptitude. Pour conclure, il se demande si une génération aurait le courage de ne plus laisser la mainmise de ce système d'injustice et de favoritisme.

Les internes des hôpitaux de villes de faculté, parmi lesquels seront recrutés les médecins des hôpitaux de demain, lors de leur concours national, se sont posé le problème de cette sélection. Ils refusent eux aussi l'injustice, rejettent toute idée de cooptation et ont élargi leur réflexion au thème plus global d'une réforme de la structure hospitalière, devenue nécessaire.

En effet, si l'introduction de la hiérarchie interne et du temps plein par la loi Débat a modifié favorablement le système hospitalier public, il faut maintenant aller plus avant.

C'est pourquoi nous proposons :
● La création d'un corps unique d'assistants des hôpitaux publics, premier stade encore temporaire et contractuel d'accès à l'hôpital public. A l'issue de leur internat, ceux qui le désirent devraient subir les épreuves d'un concours régional permettant d'accéder à cette fonction. Ils se répartiraient ainsi bien dans les centres hospitaliers universitaires que dans les hôpitaux généraux.
● La création d'un corps

unique de médecine, de chirurgiens et de biologistes des hôpitaux, premier grade de médecins titulaires de l'hôpital public : y accèderaient les anciens assistants ayant subi avec succès les épreuves d'un concours national. Ils exerceraient alors aussi bien en C.H.U. qu'en hôpital général, cela permettant un décloisonnement de notre système hospitalier.

A tous ces médecins titulaires pourraient être confiées des tâches d'enseignement dans leur sélection doit être prévu un contrôle de leur aptitude pédagogique) et il se verrait attribuer la responsabilité pleine et entière d'une unité de soins ou de biologie.

En effet, ce schéma de carrière est indissociable d'une autre idée, la départementalisation des services : les unités de soins dévolues à ces médecins des hôpitaux seraient regroupées au sein d'un département de spécialité ou de médecine interne dont la direction serait confiée temporairement à un chef de département élu par ses pairs. Ce département, collégial, permet d'envisager d'une manière nouvelle, outre la fonction de soins, les fonctions d'enseignement et de recherche de l'hôpital public. Le département, tous ses médecins et assistants ayant des capacités d'enseignement reconnues lors de leur sélection, peut souscrire des contrats d'enseignement avec les responsables universitaires de la spécialité concernée, et, de la même manière, des contrats de recherche auprès des organismes publics ou privés de recherche.

Ainsi, la triple mission : soins, enseignement, recherche, jusqu'à présent confiée à un homme, est ici à une équipe, celle du département, qui répartit en son sein, collégialement et temporairement, les fonctions.

Ce projet présente l'avantage de permettre :

- Une moralisation des carrières hospitalières, par la suppression de toute cooptation ;
- Une harmonisation de structure entre les hôpitaux généraux et les hôpitaux universitaires, passant par la revalorisation des hôpitaux généraux ;
- Une accentuation de la responsabilité personnelle par l'attribution à chaque médecin titulaire d'une unité de soins ;
- Une accentuation de la notion d'équipe par la mise en place d'une véritable départementalisation.

Et, en fin de compte, une amélioration de la qualité de soins, de l'enseignement et de la participation à la recherche de l'hôpital public.

PIERRE BRUCIAT, interne des hôpitaux de Lyon, membre de la délégation de l'inter-syndicat national des internes des hôpitaux de villes de l'unité.

Le coût thérapeutique

Les accélérateurs coûtent entre 2,3 à 5,5 millions de francs selon leurs performances. Un service équipé de trois appareils avec leur environnement technique (simulateurs de dosage, ordinateur de dosimétrie) revient environ à 14 millions de francs.

En sept ans, un tel service peut offrir environ deux cent mille séances d'irradiation à quinze mille malades. Ramené à chaque séance, l'investissement initial s'élève donc au moins à 70 francs. A ce coût en capital s'ajoutent la maintenance, l'électricité et surtout le personnel, ce qui aboutit à un coût moyen d'environ 250 francs par séance. Une radiothérapie pour maladie de Hodgkin ou pour cancer du sein nécessite une vingtaine de séances. Certains traitements sont plus coûteux, d'autres le sont moins, mais

l'ordre de grandeur de 5 000 francs pour une série d'irradiations est à retenir.

En France, les appareils de radiothérapie sont soumis à une réglementation sévère. En 1979, il existait deux cent dix centres équipés de deux cent quatre-vingt-dix appareils. La majorité étaient des télécobalts, la moitié d'entre eux étant considérés comme très anciens et inadéquats. A cette date on recensait vingt et un bêta-trons et quarante-cinq accélérateurs linéaires. La carte sanitaire prévoit six appareils par million d'habitants. Si la situation est satisfaisante en nombre, en revanche elle ne l'est pas en qualité. Le regroupement d'installations éparses et le remplacement de nombreux télécobalts par des accélérateurs linéaires sont nécessaires.

Médecin
160 000 F +

La filiale française d'un des premiers groupes pharmaceutiques recherche un collaborateur désireux de s'intégrer au sein de sa Direction Médicale qui comprend six médecins.

Chargé des expérimentations pour des spécialités de cardiologie, ce médecin assurera le choix des experts, l'élaboration des protocoles, le traitement des données. Ce poste conviendrait à un médecin ayant le niveau du CES en cardiologie, souhaitant s'orienter vers l'industrie pharmaceutique.

Une formation statistique (CESAM) ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais constitueraient des atouts.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 006254 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BK C BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE L'UNION

école des cadres

PRESSE

Retour du bon

Nouvel épisode d'une lutte fratricide ?

-25%
* Sur tous les modèles exposés

Toujours mal au dos ? Toujours fatigué ?

Changez de lit

QUALITÉ : La meilleure sélection chez Exbide - Danopolito - Capital - Pirelli - Valère - Tress

CHOIX : Des modèles et des sommiers moelleux, souples, extra-forts, en toutes dimensions.

SERVICES : Démonstrations de l'ensemble lit-sommeil. Spécialité de paiement, livraison rapide.

logibel

PARIS 20020476
234, RUE DE COMBES
75003 PARIS 13^e - CHAMPS

LITERIE

PARIS 37973539
117, BOULEVARD VOLTAIRE
75003 PARIS 13^e - CHAMPS

VINCENNES 36054034
183, RUE DE FONTENAY
92010 VINCENNES 94000

REUIL
17, RUE JACQUES-AMYOT
77000 REUIL

PARIS 32130134
3, RUE D'ANTOINE FLANDRIN
JURISSE CÔTE D'OR 21000

JUSTE GARE 32130134

PARIS 32130134
3, RUE D'ANTOINE FLANDRIN
JURISSE CÔTE D'OR 21000

Exbide et Danopolito

Le Monde

culture

FESTIVALS

A SAVONLINNA

Le peuple dont le paradis est une île

Les Finlandais, comme les Tchèques, comme tous les peuples de civilisation ancienne dont l'identité politique a été longtemps mise en doute, ont subi l'assimilation de leur culture, à laquelle ils s'identifient naturellement. Un Finlandais se sent plus proche de Sibériens qu'un Français de Dubaï.

Cela explique le caractère récurrent du Festival d'opéra de Savonlinna (le Monde du 12 juillet) qui est d'abord la chose des habitants de la région avant d'être une manifestation pour touristes mélomanes. Ils y courent eux-mêmes tout au long de l'été, participant au chœur du festival et assistant bénévolement le comité d'organisation réduit qui en est chargé. Pendant sept ans, jusqu'en 1973, c'était même la ville qui assumait la responsabilité du festival (avant de céder la place à une association de patrons) et, comme à Bayreuth, les habitants hébergeaient chez eux la plupart des spectateurs venus d'ailleurs.

On comprend mieux ainsi que, dès ses origines, le festival ait pu se consacrer presque exclusivement à des opéras finlandais, le premier étant, en 1912, une œuvre d'Erkki Melartin. Alors, sous l'égide du héros du Kalevala, la grande épopée nationale. Quand ce premier cycle s'acheva en 1930, tous les opéras existants en Finlande (sept) avaient été joués à Savonlinna.

Depuis la reprise, en 1967, la tradition a été respectée et à côté des chefs-d'œuvre du répertoire international, des opéras finlandais ont été représentés, dont en le Cavalier d'Aulis Sallinen, dont ce festival est le concours organisé par la ville pour le cinquantième anniversaire de la fondation d'Oulunkylä où se déroulent les spectacles.

Dans quel autre pays du monde verrait-on un opéra contemporain et national rester à l'affiche dans un festival quatre ans durant, tel les Dernières Tentations, de Joonas Kokkonen, qui fut suite comble et sera représenté dix fois de plus-ci ? Il n'est pas douteux que cela tient à l'identification du public populaire avec un sujet profondément incarné dans son passé et son histoire spirituelle.

Le héros est un paysan finlandais du début du dix-neuvième siècle, Paavo Ruotsalainen, qui fut l'animateur d'un mouvement de réveil religieux, le plus puissant prédicateur laïc de son temps, qui sillonnait le pays en tous sens; on disait de lui qu'il était un vrai Luther, l'arme dans le dos pour le peuple finnois dans son long voyage à travers le désert. Son enseignement réagissait contre les idées du Sté des Lumières et le scepticisme, qui avait entraîné le clergé luthérien. Il prêchait le retour au christianisme, le droit pour l'homme d'établir un contact avec Dieu par la Bible sans être contrainct par les dogmes d'une Église officielle; il voulait être le témoin du Christ vivant et vaincre le christianisme de la raison.

L'opéra de Joonas Kokkonen (né en 1931) évoque moins sa doctrine que les dures conditions de son existence, ses départs incessants pour prêcher qui lui faisaient abandonner sa famille dans une pauvre ferme de l'est du pays, où régnait une dictature endémique, les récriminations et la mort de sa première femme, de son fils, et ses luttes contre des seigneurs adonnés ou l'Église. Tout cela est synthétisé dans « les dernières tentations », le drame de Ruotsalainen revivait son existence, pleine de remords envers sa femme qui venait de le quitter.

pour l'emmener dans son « île », le paradis.

Le livret de Lauri Kokkonen ne manque ni de beauté ni d'émotion, et il entretient habilement des épisodes dans et hors l'émotion à cette méditation d'un opéra. Il paraît cependant trop compliqué, avec des retours en arrière, des projections en avant, des prédictions pesantes, des rétrospectives. Mais la musique transfigure le livret, dénoue les contradictions, rend évidentes et sensibles l'humanité et la grandeur du personnage. Sans originalité particulière, dans un style post-romantique assez courant, c'est une réussite de musique simple sans être simpliste, pleine de fraîcheur et de foi.

L'écriture est aisée, expressive, spontanée, la peinture du terrible hiver finlandais contraste avec l'enthousiasme des danses de l'été, la vogue populaire avec des airs d'une majesté impressionnante. Les hymnes de Paavo viennent réchauffer les danses, les apitroisements d'une société classée caricaturée de façon cinglante. Et le public se reconnaît dans ces chants qui faisaient de la terre, ces rythmes peints par les danses, cette foi abrupte et pure du prophète dont le paradis est une île. L'opéra est fort bien réalisé par Sabari Paavilainen dans une unique décor de ferme, devant le mur fantastique d'Oulunkylä, avec d'excellents interprètes tels que Martti Wallin (Paavo) qui reprend le rôle créé par Teuvo, et Riitta Aavem (la première femme), sous la direction d'Ulf M. Järvelin. L'opéra a été joué à Stockholm, Oslo et Londres. Il est douteux que cette œuvre typiquement finlandaise puisse être montée sur les scènes internationales, mais elle est une œuvre qui l'ont inspirée, elle laisse une grande impression.

JACQUES LONCHAMPT.

EXPOSITIONS

AU CENTRE GEORGES POMPIDOU

Niki de Saint-Phalle en retrospective

Tout s'est mal commencé pour Niki de Saint-Phalle. A son vingtième printemps, elle fut internée. Confinée dans un hôpital psychiatrique, elle ne put que regarder à l'extérieur, à travers les barreaux, la vie qui se déroulait à New-York, qui a une mère américaine et un père français avec lequel elle finit par régler ses comptes, en toute liberté, l'année de sa mort, en tournant un film sur Daddy (comme elle disait : « Mon père, mon être et moi... »). Ces choses-là, il faut bien les exprimer, au sein le plus libéral du monde : les sortir de soi.

C'est ainsi qu'elle avait fait de la peinture une thérapie. Par hygiène mentale, pour jeter au vent ses idées, ses rêves, ses questions d'écologie des Beaux-Arts. L'art moderne et encore moins l'avant-garde transgressive, elle en ignorait l'existence. En ces années de jeunesse, elle n'avait d'autre but que de voyager à travers la France et l'Italie, que pour les cathédrales et les fresques de Giotto. Mais comme M. Jourdain, Niki de Saint-Phalle faisait de l'expression picturale sans le savoir. Une peinture vagabonde qui laisse aller la main à travers les couleurs et fait jaillir des formes étonnantes. Ces tableaux qu'on voit au Centre Georges-Pompidou, lui à l'époque ne voulait pas exposer. On trouve dans l'un d'eux, les ébauches d'images qui ont servi de base à son œuvre.

Son école fut donc la vie et ses hasards. La rencontre avec l'œuvre de Gaudí, le « monstre à cent têtes de Barcelone ». Elle tombe en arrêt devant le banc en forme de serpent aux escaliers de céramiques brisées qui brillent au soleil du parc Güel. La fois en, elle se livre à ces fantasmes de liberté s'inscrivant à la vie « sérieuse ».

Déjà la peinture naïve apparaît au passé. Niki de Saint-Phalle commence à élaborer une activité picturale concertée. Elle « imite » le maître Gaudí, fait des collages de céramique dans un tableau où se mêle le résultat d'une autre rencontre : les couleurs couleuses de Jackson Pollock qui, à l'époque, exposait à Paris. Puis l'apprentissage passe par l'entraînement par les nouveaux réalistes. Le groupe que Pierre Restany avait réuni autour de lui tournait le dos à l'art abstrait et découvrait à travers les objets ce qu'on commençait à appeler la civilisation de consommation et la nature artificielle urbaine.

Il arrive que l'agressivité particulière d'un artiste parvienne à l'agressivité collective ambiante. De même qu'aux années 20 en Allemagne, des individus déchirés comme Otto Dix semblaient exprimer leur époque, l'agressivité joyeuse, ludique, disait-on alors, de Niki de Saint-Phalle allait comme un gant à ces années de remise en question néo-dadaïste de la peinture dite sérieuse.

Les tâches que nous propose l'abstraction lyrique, on pouvait les faire en, tirant à la carabine. Dans des tableaux baroques d'un pictorialisme naïf, elle dissimule ici et là comme une « composition » programmée, des poches de plastique remplies de couleurs liquides. Et à distance, l'artiste tire sur son tableau. Les tâches que nous propose par Jean Tinguely, l'insupportable compagnon d'un des trouvailles de l'époque. Paul sur le rouge qui éclate et coule. Paul sur le bleu, puis le jaune... Ces couleurs jaillissantes sont égrégables à regarder, mais ce qui prend le pas est surtout l'excitation du jeu, le participant au rituel du « happening » sorte de jeu-session picturale, où

l'on crée des formes des couleurs, comme les jazzmen des années 20.

Niki de Saint-Phalle a donc osé tirer sur le mythe de la couleur, applaudie par une joyeuse assemblée puis suivie à la logique, elle a entamé la cité-défilé de l'imaginaire Saint-Sulpicien qu'elle a paré de l'inculte d'or ou gris, qui montrent sa parenté avec le monochromisme du maître des néo-réalistes, Yves Klein. Mais tout cela n'est qu'une approche, par le lointain, du thème qui va occuper le plus clair de son œuvre : la femme.

La femme chez Niki de Saint-Phalle commence par un défilé sculptural fait d'un assemblage d'objets hétéroclites intégrés à l'architecture de ses corps comme Arcimboldo avec ses fruits et légumes. Femmes en robe de mariée parées de dentelle blanche, femmes accouchant debout, femmes crucifiées qui réminiscent de tous les cauchemars de la terre, avant d'en arriver à la phase ornementale, maniériste et baroque des gales et abondantes « nana ». Son modèle existe. C'est Clarice, la femme du peintre américain Larry Rivers, qui, à l'époque, en 1961, travaillait l'impressionnisme, dans un atelier, milieu de celui de Brancusi, où elle allait souvent manger la soupe. C'est le thème des variations on donne à Niki de Saint-Phalle, avec son air de Gigi cruelle, l'occasion de manifester sa verve créatrice : nana-dévorantes, nana-dansantes ou tout simplement debout, peintures comme des poupées mécaniques, nana-cathédrales comme le Hox (la femme en ascende) du musée de Stockholm qui avait accueilli, au son sein, cent mille visiteurs.

Et c'est en toute logique encore que Niki de Saint-Phalle est parvenue, à partir de ses personnages-matons, à des architectures-personnages qui proposent un jeu de l'autre côté du miroir. Ces dernières années, l'artiste s'est fait oublier. Elle a bien travaillé entre temps et opéré un renversement thématique : après l'éloge du plein et de l'obédience, elle est passée, par antithèse, à une sculpture du vide, tout en filigrane, où le corps est la forme intangible. On y trouve ces beaux bleus à la Yves Klein et l'expression naïve, populaire des architectures monumentales et baroques de couleurs qui font le nique à la société du « High Tech », avec cette croyance au bonheur par les couleurs dispensatrices de joie simples et directes. Jamais à la salle du bas du Centre Beaubourg n'avait pris une telle allure chorégraphique l'installation d'artiste à partir de sa technique, avoir traversé toutes les phases critiques, vers l'âge adulte et où le moi de la femme a épousé l'inconscient collectif de toutes les femmes.

JACQUES MICHEL.

★ Rétrospective Niki de Saint-Phalle au Centre Georges-Pompidou.

CINÉMA

« LA MALÉDICTION DE LA VALLÉE DES ROIS »

avec Charlton Heston

De surmaturel dans les tombes égyptiennes. Des phénomènes paranormaux : morts bizarres d'humains, et surtout, ressemblance inquiétante entre une reine, bien-aimée d'Orléans, morte il y a trois mille huit cents ans, et la fille d'un archéologue anglais, celui qui, précisément, a découvert le cercueil d'or et le trésor fantastique, et déchiffré les hiéroglyphes indiquant comment la reine se réincarnerait. Déjà, Théophile Gautier, en 1858, avec le Roman d'une momie, sortait des chemins de la normalité. L'Ecosse a ses fantômes et l'Égypte ses divinités maléfiques. A chacun de choisir son filon. Au cinéma, la momie fait recette — dans les musées aussi.

L'Américain Mike Newell, réalisateur de la Malédiction de la Vallée des Rois, a le mérite de proposer ainsi un petit tour au musée du Caire, une brève promenade dans un tombeau : aperçu qui laisse ressortir la nostalgie sur sa film. Le Nil ne se réduit pas à quelques diapositives. Enfin, l'animateur d'aventures surréelles ne s'attend pas à un documentaire de la série « Connaissance du monde ». Côté ingrédients fantastiques, il en aura pour son argent, ou presque, sans ressentir mille peurs, nul trouble. On n'y croit pas à cette reine Kara, dont le professeur Matthew Corbeck est obsédé.

Enfin, on aura vu Charlton Heston dans le rôle du maudit. Il était à Paris, récemment, le héros de Ben

Hur (Ben Hur, c'était il y a vingt et un ans). Celui qui « a joué trois présidents, trois saints et deux génies » (au hasard Richelieu et Michel-Ange). Lui, la figure des grands spectacles de la Metro Goldwyn Meyer, il est venu en professionnel sérieux surveiller la sortie en France, l'été, de ce film qui a à voir avec les « choses occultes ». Une « première expérience » pour lui, dont les films semblent à tout le moins solidement posés par terre.

Il raconte bien son amour pour le théâtre que le cinéma ne lui a jamais fait quitter, et encore mieux les grands réalisateurs avec lesquels il a travaillé, de Victor à de Mille en passant par Orson Welles (« le plus génial... un peu paresseux, vraiment dommage... »). Il explique que pour entrer dans un rôle, il commence par l'extérieur : « C'est le costume qui compte, et comment celui-ci est coupé. Les vestes anglaises ne sont pas taillées comme les vestes américaines. Les lunettes n'ont pas le même allure. Tout change. Tout si on joue en anglais : l'accent, la façon de bouger, de marcher... » La aussi, il a fait son métier. Quant à l'incarnation, il hausse doucement ses larges épaules. Ce qui l'amuse, c'est que, dans certaines universités, on cherche à établir la biographie de Shurlock Holmes.

MATHILDE LA BARDONNIE.
★ Voir les films nouveaux.

LES RAISONS DU DÉPART DE M. JACQUES FLAUD

Les blocages de la Cinémathèque française

En juin 1979 président du conseil d'administration de la Cinémathèque française, M. Jacques Flaud vient d'être remplacé à ce poste par M. Michel Guy (« le Monde » des 20 et 21 juin). Il n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat au bout d'un an d'exercice et nous en a donné les raisons.

« Dans la plupart des pays, dit M. Jacques Flaud, les cinémathèques, placées sous la dépendance de l'État, sont puissamment aidées par le budget national. La Cinémathèque française est une association privée, régie par le loi de 1901 et qui reçoit une subvention des pouvoirs publics. Jusqu'en 1968, un commissaire du gouvernement et un contrôleur des dépenses engagées y étaient désignés. Après 1968, l'« affaire Langlois » le gouvernement a décidé de retirer son contrôle, étant entendu que les subventions demeureraient et qu'on approuverait, chaque année, le budget de la Cinémathèque.

« Deux tiers de ses ressources (8 millions et demi de F par an) lui sont versés par le Fonds de soutien à l'industrie cinématographique, un tiers vient de cotisations, remboursements de services rendus (telles les reproductions de documents) qu'on peut obtenir à la photothèque), entrées dans les salles et le musée. Le bien propre de la Cinémathèque est infime : un immeuble en province et des dépôts pour une certaine durée. C'est une entreprise qui ne peut pas fonctionner normalement sans une particulière cohésion de ses adhérents, six ou dix-sept membres représentant des dépôts de films, des conviviaux. S'il y a un contrôle de l'État, les dépôts décident de retirer leurs films, ce qui fut le cas en 1968. Les adhérents doivent conserver la confiance envers les dirigeants. La Cinémathèque est une association privée de service public, aujourd'hui à peine contrôlée par l'État, subventionnée par lui mais, non considérée comme d'intérêt public. Parce que Langlois et ses successeurs se sont toujours méfiés des dangers possibles de la reconnaissance d'utilité publique. Quelqu'un, sous prétexte de legs, pourrait y prendre une part prépondérante.

« Cette situation rend difficile, mais très intéressante, le rôle de président du conseil d'administration (vingt-six membres), qui doit être un interprète valable de l'idée de la Cinémathèque devant les adhérents, le conseil, et le gouvernement. Retiré du service public en 1978, élu président, j'étais plein de volonté et d'illusions. Je ne venais pas seu-

lement pour présider les séances, et je comptais être fortement soutenu par le conseil. Je me suis aperçu que, depuis la mort de Langlois, la Cinémathèque était divisée en groupes d'intérêt (je ne parle pas, bien entendu, d'intérêt économique).

« Le conseil d'administration se réunit régulièrement, mais, pour les décisions prises ou à prendre, pour les priorités à donner, on s'en remet aux représentants de ces différents groupes. Les gens du passé, qui ont travaillé fidèlement avec Henri Langlois, se croient toujours en 1950. Nous avons essayé de faire fonctionner un conseil de programmation, à l'origine accepté par tout le monde, pour apporter une pensée nouvelle à la programmation, l'utilisation des films. Le bureau avait choisi vingt-deux personnes sur une liste très large, techniciens, journalistes, cinéphilas, etc. Huit réunions ont été préparées pour décider comment modifier les programmes, les lieux et les heures de présentation. Il y a eu un blocage absolu du club des anciens. On ne pouvait pas attendre indéfiniment la liste des films en dépôt : l'existe trentes millions de films, à Paris et en province, tourne avec mille cinq cents titres ! Une majorité du conseil d'administration a refusé d'accepter, et cela m'a beaucoup heurté.

« Chaque groupe a, d'ailleurs, ses préférences, et les traduit en actes autoritaires ou en refus de passer aux actes, simplement parce que le conseil d'administration ne réagit pas. Je ne reproche à personne de mauvaise volonté, mais une soumission au passéisme ou aux habitudes. Le pouvoir est donc éparpillé entre ces groupes : les affaires ne sont pas suivies, et le conseil, en définitive, se réunit pour distribuer l'eau bénite. Si le président du conseil d'administration — qui n'est pas le président de la Cinémathèque — ne peut agir pour des décisions discutées et prises en commun, il ne sert à rien. Et, au renouvellement du mandat, au bout d'un an, que dire ? Le bilan n'était bon sur aucune des activités (seule chose positive, le passif financier sera entièrement résorbé l'an prochain), car il n'y a jamais eu de travail suivi.

« Le musée reste un lieu confidentiel, pas facile à visiter ; le problème de la conservation des films est toujours au même point : les films-flammes sont toujours entreposés dans des conditions dangereuses ; les non-flammes, dans des conditions pas convenables. C'est d'ailleurs pourquoi le rapport d'expert est en préparation. J'ai surpris les membres du conseil, au moment de l'élection, en leur envoyant à chacun une lettre expliquant tout cela, et mon désir de ne pas me représenter. Il faut une bonne et forte

direction, tout en gardant une complète autonomie par rapport aux pouvoirs publics et aux interventions extérieures ou intérieures de Langlois. La Cinémathèque était divisée en groupes d'intérêt (je ne parle pas, bien entendu, d'intérêt économique).

« Le conseil d'administration se réunit régulièrement, mais, pour les décisions prises ou à prendre, pour les priorités à donner, on s'en remet aux représentants de ces différents groupes. Les gens du passé, qui ont travaillé fidèlement avec Henri Langlois, se croient toujours en 1950. Nous avons essayé de faire fonctionner un conseil de programmation, à l'origine accepté par tout le monde, pour apporter une pensée nouvelle à la programmation, l'utilisation des films. Le bureau avait choisi vingt-deux personnes sur une liste très large, techniciens, journalistes, cinéphilas, etc. Huit réunions ont été préparées pour décider comment modifier les programmes, les lieux et les heures de présentation. Il y a eu un blocage absolu du club des anciens. On ne pouvait pas attendre indéfiniment la liste des films en dépôt : l'existe trentes millions de films, à Paris et en province, tourne avec mille cinq cents titres ! Une majorité du conseil d'administration a refusé d'accepter, et cela m'a beaucoup heurté.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

JAZZ

Michel Portal pour les écoles basques

Les gâteaux, soufflés des puits-mais, pâtes à sucre double de Bagny, d'Ussat ou de Pampehne, comme on « descend », en jouant, pour une fête. De Dax, dans la province d'Alava, viendront les chœurs, sœurs par les jolis de cornes et de bouches : les alabaïstes. Les accordéons de rivières à la vander d'assens sont, en d'Assens. Et il y a aussi ces percussionnistes surgis de la nuit des temps, prompts à faire résonner de colline en colline les *txistu* : trons d'arbres que l'on frappe pour en faire des tambours de communication, de transmission... Comme on se transmet, de montagne en montagne, ce chant mystérieux aux allures de cri, d'appel ou de rappel : l'« *urru* ».

Un peu à l'écart des circuits bien rodés des festivals carnavals, en marge des tournées qui tournent, Michel Portal rencontre ses amis et ses racines à Saint-Jean-de-Luz, au Théâtre de la nature, le 17 juillet, et c'est aussi la première fois qu'il revient au pays.

Pour ce livre inventaire d'instruments traditionnels et de jeux modernes, deux époques contondues, Michel Portal réunit quelques uns des musiciens en vue du jazz, de la musique contemporaine et des expériences d'orchestre. Avec lui, deux autres membres du New Phonic An (J.-P. Druon et Vinko Globokar) sont confrontés au trio Humain-Joussieu-Texier et à la présence diagonale de Bernard Lubat, venu en voisin gacon d'Ussat. On sait d'avance qu'en ce genre de congrès la musique folklorique prend et peut excéder toutes sortes de frontières. A deux pas de la frontière.

Mais il faudra, en outre, tenir compte de la présence de ces gâteaux de Nord ou du Sud — pour une fois : vérité en deçà des Pyrénées, vérité se-dé-là — et des groupes étonnants de la jeune chanson basque : Errobia et Urra, aussi dédiés au chant qu'au théâtre musical ou au débordement du concert en bal.

L'initiative d'Isidore Urtizberea et de Sesia, la félicitation des écoles basques (les *eskolas*) : ceux qui popularisent le principe de la rencontre, et le but le soutien aux *iskolak*, ne veut pas être d'échange et de mélange. Mélange des musiques traditionnelles et des arts contemporains, les uns troués à la curiosité des autres, comme le vent de sud porte de loin en loin, de proche en proche, les cris et les messages. C'est, en somme, à un bilinguisme musical à la recherche de son originalité qu'elle tend. C'est en cela encore qu'elle évoque le projet et l'effort des écoles basques, écoles nouvelles pour la plupart, où se transmettent et se diffusent une langue maternelle et une culture en perdition. Celles d'une région que l'on considère, entre vents et marées, d'appeler un pays.

FRANCIS MARMAÑDE.

★ Théâtre de la nature de Saint-Jean-de-Luz, jeudi 17 juillet, à partir de 18 heures.
Discographie : Michel Portal, Dejanovic, Sony, Cyp Olo.

ERRATUM. — Contrairement à ce qu'un erreur de transmission a pu laisser croire dans l'article « Jazz, rock et salsa font bon ménage » (« le Monde » du 12 juillet), le Festival de Montreux se poursuit jusqu'au 28 juillet.

MODE
Pénélope sur la plage

Les vêtements de la collection 1980-1981 de la maison de couture Pénélope sont présentés dans ce catalogue. Les modèles sont conçus pour être portés sur la plage, en ville, ou lors de vos déplacements. Les tissus utilisés sont de qualité supérieure et les coupes sont modernes et élégantes. Les prix sont indiqués à côté de chaque modèle.

BRES
Les vêtements de la collection 1980-1981 de la maison de couture BRES sont présentés dans ce catalogue. Les modèles sont conçus pour être portés sur la plage, en ville, ou lors de vos déplacements. Les tissus utilisés sont de qualité supérieure et les coupes sont modernes et élégantes. Les prix sont indiqués à côté de chaque modèle.

Les vêtements de la collection 1980-1981 de la maison de couture sont présentés dans ce catalogue. Les modèles sont conçus pour être portés sur la plage, en ville, ou lors de vos déplacements. Les tissus utilisés sont de qualité supérieure et les coupes sont modernes et élégantes. Les prix sont indiqués à côté de chaque modèle.

Les vêtements de la collection 1980-1981 de la maison de couture sont présentés dans ce catalogue. Les modèles sont conçus pour être portés sur la plage, en ville, ou lors de vos déplacements. Les tissus utilisés sont de qualité supérieure et les coupes sont modernes et élégantes. Les prix sont indiqués à côté de chaque modèle.

Les vêtements de la collection 1980-1981 de la maison de couture sont présentés dans ce catalogue. Les modèles sont conçus pour être portés sur la plage, en ville, ou lors de vos déplacements. Les tissus utilisés sont de qualité supérieure et les coupes sont modernes et élégantes. Les prix sont indiqués à côté de chaque modèle.

Les vêtements de la collection 1980-1981 de la maison de couture sont présentés dans ce catalogue. Les modèles sont conçus pour être portés sur la plage, en ville, ou lors de vos déplacements. Les tissus utilisés sont de qualité supérieure et les coupes sont modernes et élégantes. Les prix sont indiqués à côté de chaque modèle.

	La ligne	La ligne T.S.		La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03	ANNONCES ENCARREES	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48	OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	30,00	45,86	DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
AUTOMOBILES	30,00	45,86	IMMOBILIER	25,00	29,40
AGENDA	30,00	45,86	AUTOMOBILES	25,00	29,40
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48	AGENDA	25,00	29,40

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)



emplois régionaux

Société d'Ingénierie

SPÉCIALISÉE DANS L'INDUSTRIE LOURDE DU BOIS

recherche

Ingénieur Grande Ecole

X, E.C.P., A.M., ...

pour le poste de

DIRECTEUR DE FILIALE

en SARRE à proximité de la frontière française - (30 Kms de Forbach et de Sarreguemines) - Résidence possible en Sarre, en France ou à Paris.

ALLEMAND COURANT INDISPENSABLE

Pour ce poste de haute responsabilité, une excellente expérience de la gestion de projets d'ingénierie (de préférence industrie du bois), une expérience de gestion d'une agence à l'étranger et de commerce international sont indispensables.

Fréquentes voyages à l'étranger. Avantages divers. Intéressement possible aux résultats.

Prière d'adresser sans délai C.V., détaillé et précisant rémunération souhaitée sous référence 2881/N à D. D'AMER, indiquant éventuellement les sociétés auxquelles le dossier ne doit pas être soumis. Discretion totale assurée.

65, Avenue Kléber 57116 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

CORT



DRAGAGES ET TRAVAUX PUBLICS

Génie Civil - Travaux Maritimes
Ouvrages d'Art - Travaux souterrains
Bâtiments - Routes
Spécialisés depuis 1/2 siècle dans les travaux outre-mer - Présents actuellement dans 23 Pays recherchent pour leurs exploitations

Jeunes Ingénieurs

X, Centrale, Ponts, Mines, T.P.

débuts ou 2 ou 3 ans expérience.

Futurs responsables de chantiers en FRANCE et OUTRE-MER après formation en Bureau d'Etudes (calculs, méthode, prix).

Anglais nécessaire.

Mobilité - Libres immédiatement ou dans 6 mois (service militaire).

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 80 M. à DRAGAGES ET TRAVAUX PUBLICS Tour Eve - La Défense 92806 PUTEAUX CEDEX

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

GABON Une importante société de service public (Eff. 1500 pers.) recherche pour son siège à Libreville un cadre informaticien qui aura la responsabilité de la conception, de l'étude et de la rédaction d'un projet informatique. Matériel IBM 370/115. Système DOS/VS.

Formation niveau maîtrise ou IUT. 5/10 ans d'expérience gestion d'entreprise. Logement. Statut et avantages habituels expatriés. Couverture sociale. Congés 10 mois / 2 mois.

Adresser CV détaillé s/réf 09809 Paul Louis QUINIOU Conseil en Recrutement de Cadres 39 Champs Elysées 75008 Paris.

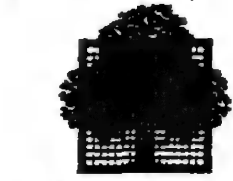
ingénieurs

arts et métiers - supélec - ensi...

L'établissement industriel de Belfort de la Compagnie Internationale pour l'Informatique CII HONEYWELL BULL, recherche de jeunes ingénieurs de haut potentiel pour participer au développement et à l'industrialisation de nouveaux produits : périphériques d'ordinateurs et petits systèmes.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs débutants ou ayant quelques années d'expérience (en particulier dans le domaine des méthodes de fabrication d'appareillages électroniques et électromécaniques en moyenne série) fortement motivés par le milieu industriel, sachant allier un excellent niveau de connaissances théoriques et une capacité à réaliser concrètement les projets dans les délais fixés.

Adresser votre candidature à : CII HONEYWELL BULL Service Recrutement 6, avenue des usines 90001 BELFORT Tél. (84) 22.82.00.



CII Honeywell Bull

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

installée en TURQUIE

recherche

pour CRÉER la fonction

audit interne

HOMME JEUNE DE NATIONALITÉ TURQUE (IMPÉRATIF)

Niveau universitaire

avec bonne formation en comptabilité

- Quelques années d'expérience dans la fonction seraient appréciées.
- Langues turques.
- Associé, dans un premier temps, aux travaux d'organisation interne ; il aura progressivement à prendre en charge le contrôle de l'application des normes et procédures mises en place.

Domicile : ISTANBUL
Déplacements fréquents dans un rayon de 200 km
Adresser C.V. détaillé sous référence SILLÉ (mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Verret, 75008 PARIS

Important Groupe Français

commercialisant dans ses filiales françaises et africaines des biens d'équipement et de consommation durable à caractère technique.

offre dans sa filiale du NIGÉRIA

poste de :

RESPONSABLE des ACTIVITÉS IRRIGATION et TRAITEMENT des EAUX

Ce collaborateur devra être du niveau ingénieur hydraulicien et posséder une expérience confirmée dans ce domaine d'activité.

Une pratique courante de la langue anglaise est indispensable.

Résidence : LAGOS

Rémunération élevée

Envoyer lettre man. avec C.V. sous le n° 66.385 à : cabinet Jeconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

un jeune ingénieur de grande école

Nous sommes une Compagnie industrielle et minière située au COGEMA.

Nous exploitons en galerie dans le NORD DU NIGER un gisement uranium et concentrons le minerai.

Nous recherchons pour notre département "extraction" :

un jeune ingénieur de grande école

ayant une première expérience de travaux dans le domaine des mines, carrières, T.P. Génie Civil ou débute et désirant s'orienter dans cette voie.

Nos préférences vont aux formations suivantes : ENS Mines, Ponts, Centrale G.C., E.N.S.G., exploitation, T.P.E.

La carrière qui vous est offerte débute par la responsabilité de la section "méthodes organisation" et comporte à moyen terme la prise en charge de l'exploitation d'un siège minier.

Conditions climatiques saines, infrastructures urbaines organisées pour la vie en famille, école, garanties et avantages sociaux des cadres expatriés.

Écrire avec C.V. détaillé sous référence CK/IGE à

CETAGEP

30, Av. Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI

EXPERT EN RÉACTIFS POUR DIAGNOSTICS

Dans le cadre de ses diversifications, Société Pharmaceutique a décidé d'entrer dans le marché des réactifs pour diagnostics en constituant une nouvelle Société pour la distribution d'une gamme de produits originaux et cherchés

auquel confier la responsabilité de cette initiative. La personne souhaitée devra avoir une solide expérience spécifique dans le domaine des réactifs pour diagnostics mais aussi plusieurs années d'activité sur le marché français, en mesure d'organiser et promouvoir les ventes, gérer et animer les ressources d'hommes et produits.

Prière d'adresser le curriculum vitae sous n° 55.119 M., REGIE-PRESS, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

ORGANISATION INTERNATIONALE - GENÈVE

Une organisation internationale basée à Genève offre un poste d'économiste ou d'économiste-démographe à pourvoir dès que possible dans le cadre du programme en matière de population et de travail qui est financé par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Ce poste comporte l'utilisation du résultat de recherches sur la population et l'emploi pour évaluer les activités de coopération technique aux niveaux régional et national.

Les domaines couverts sont les suivants : planification de la population, de l'emploi et du développement ; études des interrelations de la population, des migrations, de la main-d'œuvre, de l'emploi et du revenu et analyses de celles-ci en vue de dégager des politiques ; mise en place de programmes de formation spécialement adaptés à des régions et concernant la démographie, l'emploi et le développement.

Qualifications requises : un doctorat en science économique du développement avec spécialisation dans le domaine du travail et de la population et de la démographie économique, ou des titres de premier ordre à la fois en économie politique et démographie, ou une expérience équivalente ; la connaissance ou l'expérience pratique du travail dans les pays en développement, surtout les pays tropicaux ; la maîtrise de la langue de travail, mais avec une bonne connaissance de l'espagnol et de l'anglais. La préférence sera donnée aux candidats qui sont ressortissants de pays en développement, mais les autres nationalités sont également admises.

Conditions d'emploi intéressantes : excellent traitement et allocations ; 30 jours ouvrables de congés annuels ; assurance santé.

Les candidatures, portant référence HQ/WT/EMP/POB/80/1, comprenant un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées à :

Département du personnel, Case postale 300, CH 1211 GENÈVE 22.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DUBOIT

recherche

CHEF COMPTABLE

expérience + anglais courant, salaire rivalisant

+ avantages liés à l'expatriation.

Adresser C.V., prétentions, photo S.A. 71, rue Foch, 75015 PARIS.

ING. HYDRAULIQUES

- Périmètres irrigués

- Hydraulique urbaine.

- Traitement informatique. (réf. 1430).

INGÉNIEURS ROUTIERS

- Contrôle travaux.

- Ouvrages d'art. (réf. 1432).

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

- Expériences formation. (réf. 1432).

CONDUCTEURS DE TRAVAUX

(réf. 1432).

Tous ces postes supposent expérience outre-mer.

Écrire avec C.V. et prétentions en indiquant la référence sur l'enveloppe à MEDIA P.A. 5, boulevard des Nations, 75008 PARIS, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

MSL international

73, boulevard Beaumartin 75008 PARIS - Tél. (1) 26.04.93.

94, rue Servant Le Marais 69003 LYON - Tél. (7) 362.08.33.

Responsable Comptable Régional

Rouen ou Orléans

Un groupe français leader dans la construction de maisons individuelles, ayant créé dernièrement, pour faire face à son expansion, un certain nombre de délégations régionales, recherche des responsables régionaux, expérimentés, polyvalents, capables de gérer une politique de décentralisation, met en place une antenne comptable dans ses délégations de Normandie et de Centre et recherche le responsable comptable de chacune d'elles. Celui-ci dépendant du Directeur de la délégation (C.A. 150 millions de francs - effectif 450 personnes) et en liaison étroite avec les services comptables centraux, créent progressivement la fonction comptable régionale (comptabilité fournisseurs puis clients, trésorerie, paie, etc.) et l'assistent pleinement ensuite, assisté de quatre personnes qu'il aura à recruter. Agé d'un minimum 28 ans, de formation générale type ESC complétée par un DECS au minimum, il sera de l'ordre de 5 ans d'expérience dans la fonction et maîtrisera aussi bien la comptabilité générale qu'analytique. L'expansion du groupe est un gage d'avenir pour un candidat prouvant sa compétence. Un poste rémunéré différemment, mais requérant le même profil de formation et d'expérience, est également à pourvoir à PARIS. Écrire à Yves Blanchon - Réf. M 9314.

CHEF DE PERSONNEL

07

INGÉNIEURS

INGÉNIEUR

Responsable trésorerie

PHARMACIEN

هكذا من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Une Entreprise régionale de Bâtiment implantée dans le SUD de la France, filiale d'un groupe national, leader dans son secteur crée le poste de

CHEF DE PERSONNEL

Directement rattaché à la Direction Générale, il a la responsabilité de l'ensemble de la Fonction Personnel, notamment :
— recrutements importants car l'entreprise se développe rapidement,
— gestion, paie, administration,
— formation,
— relations avec les partenaires sociaux.
C'est avant tout un homme de contact qui peut justifier d'au moins 5 ans d'expérience réussie de la fonction.
La connaissance du secteur Bâtiment peut être un atout supplémentaire.

Adresser candidature avec C.V. et prétentions sous référence 8399 à :

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

directeur d'usine

Nous sommes la filiale de l'un des plus importants groupes français. Nous fabriquons et commercialisons des articles de literie et des sièges de salon. Nous recherchons le Responsable de notre usine (située à 50 km de Troyes), dont les missions seront :
— la gestion et l'animation du personnel (220 ouvriers, 20 mensuels et 6 cadres),
— la supervision de la production (approvisionnement, planning, expédition),
— la coordination avec le Service Commercial.

Le poste pourrait convenir à un ingénieur de formation Arts et Métiers ou équivalent, âgé de 40 ans environ, ayant eu une expérience comparable et si possible dans les milieux bois ou tissus.
Possibilité d'évolution.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 49-02/034 à ADEQUATION, 6284 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL D'EMPLOI



CHEMINÉES CARPINELLI S.A.

Recherche pour son SIEGE SOCIAL à PERPIGNAN Son CHEF COMPTABLE et ADMINISTRATIF

De formation comptable supérieure (BTS ou DECS) et ayant au moins 5 ans d'expérience dans un poste similaire en P.M.E., il sera responsable du Service Comptable et de toutes les fonctions habituelles : finance, juridique, fiscale et personnel. Il sera chargé de la comptabilité générale, analytique et budgétaire du Groupe représentant 150 personnes réparties dans 3 usines localisées en ROUSSILLON. Il aura également une connaissance de la comptabilité et de la gestion sur ordinateur et sera animé d'une réelle volonté de s'intégrer dans une équipe de direction jeune.
De sérieuses références sont exigées, la rémunération sera fonction de la qualification et de l'expérience.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :

CHEMINÉES CARPINELLI S.A.
66170 / SAINT FELIU D'AVALL

INGENIEURS INFORMATIENS

Vous avez une formation universitaire ou vous êtes ingénieur (option informatique)

Vous avez de bonnes connaissances en anglais

Vous voulez travailler dans les domaines suivants : logiciel de base, théorie des langages, traitement, définition synthèse et développement d'applications (bancaires en particulier)

La société Burroughs vous offre la possibilité de participer au sein de la division logiciel du centre d'études de Villiers Eclisses (près de Rouen) au développement d'équipements péri-informatiques.

Possibilité de logement.

Plusieurs postes d'ingénieurs débutants et d'ingénieurs expérimentés sont à pourvoir.

Envoyer C.V., photo et prétentions de salaire ainsi qu'une description détaillée de l'expérience et des stages se rapportant aux domaines cités ci-dessus à :

Mme B. LAHON
S.A. BURROUGHS
B.P. 5
76360 BARENTIN.

Burroughs

TELECOMMUNICATIONS

RENNES

INGENIEUR COMMERCIAL télécommunications

Notre Société conçoit, produit et commercialise des systèmes de réseaux et télécommunications.

Pour renforcer notre équipe, nous recherchons :

1 INGENIEUR COMMERCIAL

assisté d'une petite équipe et disposant d'une large délégation, il sera responsable d'une agence commerciale.

Ce poste implique des contacts à haut niveau sur le plan régional, un goût affirmé pour l'animation commerciale et un sens profond de l'organisation.

Le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur, âgé d'au moins 28 ans et possédant de bonnes connaissances en électronique.

Ce poste est basé à Rennes.

La dimension de notre société ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière pour un homme de valeur.

Adresser C.V., photo, prétentions à No 66140, CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de fabrication de produits chimiques de traitement de surface situés en grande banlieue Est de Paris, recherche :

1 INGENIEUR CHIMISTE

DE RECHERCHE

Expérience souhaitée

1 JEUNE INGENIEUR CHIMISTE

pour filie de docteur ingénieur

Env. C.V. et photo à n° 66364, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

SOCIÉTÉ A.P.V. souhaite recruter :

INGENIEURS

GRANDES ECOLES

ayant quelques années d'exp. dans le domaine de l'équipement et/ou du contrôle (calculs, constructions, mises en route).

Evolution possible vers le technico-commercial.

Adresser C.V. et prétentions à SOCIÉTÉ A.P.V., B.P. 484 27006 EVREUX, TEL. : (32) 39-16-12.

IMPORTANT GROUPE DE MATERIELS DE MANUTENTION

C.A. 1 Milliard de Francs recherche :

chef du service publicité

Rattaché au Directeur du Marketing il a en charge LA CONCEPTION et L'EXECUTION des PLANS D'ACTIONS PUBLICITAIRES dans le cadre d'un budget qu'il aura proposé après prise en compte des besoins en matière de communication auprès des différents directions des ventes.
— IL REALISE SES ACTIONS AVEC UN SERVICE INTEGRE QUI LUI EST RATTACHE, UNE AGENCE ET DES FOURNISSEURS EXTERIEURS.
Une pratique de plusieurs années chez un annonceur situé dans le secteur des biens d'équipement et une bonne connaissance de l'anglais sont souhaitées.

Lieu de travail : LYON.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 1535 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE UNITÉ DE FABRICATION MÉCANIQUE ET CHAUDRONNERIE

de 400 personnes : Région RHONE-ALPES recherche son

RESPONSABLE SERVICE METHODES

INGENIEURS ARTS ET METIERS ou équivalent, de 35 ans minimum

Expérience demandée :

- commandement d'un atelier ;
- méthode chaudronnerie ;
- méthode mécanique.

Ce poste, qui exige un candidat de valeur, débouchera à terme (3 ans) vers la fonction de DIRECTEUR DE PRODUCTION.

Anglais indispensable.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Anglais indispensable.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 66188 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

COTE D'AZUR CENTRE DE FORMATION CADRES STRANGERS

de haut niveau et de réputation internationale recherche son

DIRECTEUR

pour assurer la bonne marche de l'établissement.

Le candidat retenu (45 ans minimum), devra :

- Parler anglais couramment et si possible l'allemand.
- Être dynamique, avoir une bonne culture et une expérience internationale, pouvant avoir d'excellents rapports avec cadres et organismes internationaux de haut niveau.
- Posséder un sens et une expérience pédagogiques.
- Avoir dirigé un personnel divers et pouvoir traiter ses problèmes avec autorité et diplomatie.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

Adr. C.V., photo et prés. à n° 01.203 M. ROY-PRÉSSE, 85 bis rue Beaumur, 75002 PARIS.

L'A.O.I.P. recrute pour son usine de BREST (34)

PRÉPARATEUR

MÉTHODES FABRICATION (O.S.T. - B.T.E...)

Connaissances M.T.M. indispensables et expérience de quelques années en études de postes et gammes de fabrication sur du matériel électronique.

Fonction évolutive et compétente.

C.V. détaillé, prétentions et photo à n° 24, à adresser à A.O.I.P., Service du Personnel, rue Charles-Nicolas, B.P. 3003, 34311 Béziers Cedex.

C.V. détaillé, prétentions et photo à n° 24, à adresser à A.O.I.P., Service du Personnel, rue Charles-Nicolas, B.P. 3003, 34311 Béziers Cedex.

C.V. détaillé, prétentions et photo à n° 24, à adresser à A.O.I.P., Service du Personnel, rue Charles-Nicolas, B.P. 3003, 34311 Béziers Cedex.

C.V. détaillé, prétentions et photo à n° 24, à adresser à A.O.I.P., Service du Personnel, rue Charles-Nicolas, B.P. 3003

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

TOURISME TRANSPORTS

1 directeur des ventes Europe
140.000 F +

La Sté Hoverloyd, leader sur le trans-Manche par hovercraft, recherche son directeur des ventes qui prendra la responsabilité des activités commerciales de la société en Europe continentale. Il sera basé à Paris. Le candidat retenu aura une très bonne expérience de la vente et de l'animation d'une force de vente dans la branche transports-aériens ou maritimes. Il aura par ailleurs des compétences de gestion administrative. Le poste conviendra à un homme de 30 ans minimum parlant couramment français et anglais, et comprenant l'allemand.

2 délégués commerciaux

Hoverloyd recrute 2 vendeurs performants pour la France. Les candidats retenus auront 3 ans minimum d'expérience de la vente, de préférence dans le secteur transports-tourisme. Ils seront prêts à effectuer des voyages fréquents. Ils auront au minimum 24 ans. Ils parleront couramment l'anglais et la connaissance d'une autre langue européenne sera un atout supplémentaire. Le salaire ne sera pas inférieur à 75.000 francs.

Envoyer candidatures et C.V. à Mr Ken Hilditch Directeur du personnel.

Hoverloyd Limited-International Hoverport
Ramsgate, Kent CT12 5HS - Angleterre

HEWLETT PACKARD
Division Informatique et Systèmes
Département d'assistance logicielle
recherche

ingénieurs informaticiens

Débutants ou confirmés

Nous proposons plusieurs postes d'ingénieurs systèmes à des diplômés de grandes écoles d'électronique option informatique, ou DESS, ou équivalent, débutants ou ayant quelques années d'expérience de la conception de logiciels de base et de l'assistance à la clientèle.

Ils participeront à la vente, à la mise en place et au démarrage des systèmes des séries HP 1000 et HP 3000.

Les postes sont à pourvoir dans la région parisienne et en province. Ils comportent de nombreux avantages sociaux et des possibilités d'évolution de carrière, compte tenu de la croissance rapide de la société.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à Gérard Kloppel - HEWLETT PACKARD FRANCE - BP 6, 91406 ORSAY Cedex, sous référence 9623.



**HEWLETT
PACKARD**

SAIT

Groupe CGE

Division Systèmes

jeune ingénieur électronicien

Il aura en charge des études qui lui permettront de développer et de mettre en pratique ses connaissances techniques dans des domaines tels que :

- la régulation et l'asservissement de faible niveau
- l'électronique de puissance à thyristors et transistors
- la logique C-MOS
- les systèmes à microprocesseurs.

Notre équipe technique est jeune, imaginative, ambitieuse et performante.

Si vous avez le désir de la rejoindre, adressez votre candidature sous réf. A 26-33 à J.P. Philibert

Développement des Ressources Humaines
SAIT

119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS

Le poste est à pourvoir en région parisienne proche banlieue Nord-Est.

ORGANISME DE RECHERCHE DU GROUPE RENAULT,

nous cherchons, pour la mise en place de notre plan de recherche dans différents domaines de pointe, notamment :

- conception et fabrication assistées par ordinateur : réf. 157 LM
- automatisation et robotique : réf. 158 LM
- microélectronique et capteurs : réf. 159 LM

chercheurs, ou ingénieurs de haut niveau.

Nous leur offrons la possibilité de s'intégrer à nos équipes actuelles pour initier et développer ces thèmes de recherche.

Lieu de travail : banlieue ouest PARIS.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature, en indiquant par la référence correspondante, le domaine d'activité qui vous intéresse à

jacques fixier s.a.

7 rue de logelbach - 75017 paris

Pour une gestion moderne du personnel

Filiale d'un grand groupe industriel, nous mettons en place les moyens qui doivent nous permettre de progresser dans la qualité de la gestion de nos ressources humaines. Nous créons plusieurs postes et recherchons des cadres de formation supérieure ayant une solide compétence acquise dans la fonction personnel et dans le secteur industriel.

Coordination de la fonction personnel

150 000 +

Chef du personnel de l'établissement, vous élaborerez et mettez en place, en liaison avec le directeur du personnel de la société, la politique sociale de l'entreprise. Vous impulsez les différents services et assurez les relations avec les partenaires sociaux. Homme de dialogue, possédant une forte compétence de droit social appliqué à l'entreprise, votre expérience vous permet de maîtriser en généraliste tous les aspects de la gestion du personnel. Une expérience préalable en tant que chef du personnel d'une unité de moyenne importance serait appréciée. réf. 5048 M

Recherche de cadres et politique de formation

130 000

Nous vous confions, outre la responsabilité du recrutement des ingénieurs et cadres, la mise en place du plan de formation et de la gestion des carrières. Vous animez une petite équipe de collaborateurs. Vous avez environ 35 ans, une expérience de 8 à 10 ans dans une fonction similaire. réf. 5049 M

Gestion administrative du personnel et politique de communication

130 000

Votre mission comporte, outre les aspects administratifs paie et statistiques, l'ouverture sur la politique de communication dans l'entreprise. Une forte compétence en matière de droit du travail est indispensable, une formation de base juridique appréciée. réf. 5050 M

Recrutement des Etam

95 000 / 100 000

Vous êtes responsable du recrutement et du suivi du personnel ouvrier et maîtrise, des études de qualification de postes de travail, de la gestion des mutations dans l'entreprise. Trois à cinq ans d'expérience dans une fonction similaire, une formation en sciences économiques ou humaines sont nécessaires pour réussir dans cette fonction. réf. 5051 M

Jacqueline Sigolot vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. indiquée, 1, rue de Berri 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS (13^e)

recherche pour son activité
TELECOMMUNICATIONS

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Il devra avoir :
Des connaissances en LOGICIEL, quelques années d'expérience.

Il aura pour missions principales orientées vers la communication téléphonique : la formation de personnels d'installation et de maintenance, l'assistance technique aux vendeurs, le suivi de l'évolution technique des produits.

Disponibilité immédiate. Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à :

PUBLI GR. N° 333
37, faubourg Montmartre, 75008 PARIS.

SIEMENS

Ingénieur Commercial

Pour nous, commercialiser nos relais miniatures, ce n'est pas uniquement les vendre mais c'est aussi CONSEILLER nos distributeurs et LES AIDER dans la prospection du marché.

Si telle est votre conception de la vente, et si vous pouvez faire état d'une sérieuse formation en électricité ou en électronique (I.U.T., B.T.S., A.F.P.A.), ainsi que d'une solide expérience dans un poste similaire, vous êtes celui ou celle que nous recherchons. Même si le poste est à pourvoir à PARIS et vos déplacements limités à la France, la connaissance de la langue allemande est un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence 43/2M à :
Département du Personnel
B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS Cedex 1.

Siemens S.A.

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'AUTOMATISME

siège en banlieue SUD de PARIS
recherche

INGÉNIEUR

de formation Grande École

Après avoir acquis 3 à 5 ans d'expérience pour l'animation d'un groupe d'ordonnanceurs.

Adresser curriculum vitae manuscrit et prétentions à la Direction du Personnel, boîte postale 57, LE PLESSIS-PATE, 91220 Brétigny-sur-Orge.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS

Département Etudes Economiques
recherche

ECONOMISTE

- 30 ans minimum
- Diplôme d'enseignement supérieur : Sciences éco., I.E.P., E.C.O.F.I. ou équivalent
- Parfaitement bilingue Français-Anglais, arabe souhaité
- Expérience 2 ou 3 ans dans analyse micro et macro économique, permettant intégration dans équipe chargée études monde économique, en particulier monde Arabe.

Envoyer lettre manuscrite et CV réf. 5055 à :
P. LICHOU S.A. BP 220 - 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique
recherche pour son service
PHARMACOTECHNIE
en proche banlieue Sud de Paris

technicien chimiste

Au sein de l'équipe de préformulation, il participera à la mise au point des techniques d'analyse et à l'étude de la stabilité des produits chimiques entrant dans la composition des nouveaux médicaments.

Le candidat sera titulaire d'un BTS ou d'un DUT et aura une bonne expérience des techniques modernes de chimie analytique.

Avantages sociaux : 15e mois. Horaires flexibles. Restaurant d'entreprise.

Envoyer CV, photo et prétentions, sous réf. 9613, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

ANSWARE

Société de Services et Conseils en
Informatique de tout premier plan

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recherche dans le cadre de son expansion

POUR SA DIVISION
INFORMATIQUE DE GESTION

15 ingénieurs confirmés

(3 à 6 ans d'expérience)

10 analystes programmeurs confirmés

(minimum 2 ans d'expérience)

5 ingénieurs débutants

(ayant une formation informatique). (Réf. DCA/071)

POUR SA DIVISION
LOGICIEL INDUSTRIEL

20 ingénieurs informaticiens

(ayant au moins 1 an d'expérience sur mini ordinateurs et/ou connaissant les microprocesseurs). (Réf. DCA/072)

Rémunération motivante,
Avantages sociaux,
Et surtout de réelles opportunités de carrière.

Envoyer votre C.V. détaillé, photo, prétentions et détail de disponibilité en précisant bien la référence correspondant à

ANSWARE 135, rue de la Pompe - 75116 Paris.

SALOMON à Annecy

Leader mondial de la fixation de ski cherche son

contrôleur de gestion HF

pour prendre en charge le contrôle de gestion des trois divisions : fixations, chaussures de ski alpin, fixations et chaussures de ski de fond, avec la collaboration des contrôleurs de gestion de ces divisions. Il centralise les budgets, définit les tableaux de bord, analyse les écarts et propose, en relation avec les responsables de service et la direction générale, les actions à engager.

C'est un homme de résultats et de communication, habitué à travailler dans une entreprise industrielle, avec des ingénieurs et techniciens.

Ce poste convient à un contrôleur de gestion confirmé ayant une formation d'ingénieur ou diplômé de HEC - ESSEC - ESCP - ESC.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 623 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Ingénieur Chimiste Laboratoire Développement

De solides connaissances en CHIMIE MINÉRALE.
Une première expérience : 3 ans, en laboratoire si possible matériaux pour le bâtiment (ciments, plâtres...)
Un esprit ouvert et de bonnes capacités de contact.
Vous assisterez le responsable pour ce qui concerne les méthodes d'analyses, la conduite et l'exploitation des essais en laboratoire et en production (produits nouveaux, amélioration des produits existants, diagnostics).
A ce titre, vous serez en relation avec les responsables des labos-usines.
Vos compétences et votre ouverture d'esprit vous permettront de vous associer à la conception et au développement des produits.
La connaissance de l'anglais (réaction) est un atout.
Lieu de travail : VALLOUREUX (93).
Nous sommes le premier fabricant français de plaques de plâtre, 4 unités de production, 1150 personnes, 600 millions de francs de C.A. (+ 21 % en 79).
Merci d'écrire sous référence C. 412-1 à J.J. CRAMPE



PLACOPLATRE
SERVICE RECRUTEMENT
B.P. 316
92506 RUEIL cedex

Important laboratoire pharmaceutique recherche pour son service
PHARMACOTECHNIE
en proche banlieue Sud de Paris

pharmacien ou chimiste

pour réaliser des études de préformulation et de stabilité sur des médicaments nouveaux.
Il aura une bonne connaissance des méthodes analytiques modernes (en particulier HPLC) et de préférence une expérience des techniques de bio pharmacie et des essais de dissolution.
Avantages sociaux, 13e mois. Horaire mobile. Restaurant d'entreprise.
Envoyer CV, photo et prétentions, sous réf. 9611, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

THOMSON-BRANDT

recherche

ingénieurs grandes écoles

(POLYTECHNIQUE — CENTRALE —
SUP-AERO ET MINES)

sortant de l'Ecole ou quelques années de métier
pour développement de produits nouveaux de sa branche
« ARMEMENTS »
région PARIS ou ORLÉANS.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions 52, Champs Elysées 75008 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
Banlieue SUD OUEST de PARIS

recherche

TECHNICIEN niveau V

BTS ou DUT ÉLECTRONIQUE

Il sera intégré dans une équipe chargée d'effectuer la mise au point finale des études relatives à des calculateurs et périphériques associés, et du support de ces mêmes matériels.
Anglais technique lu apprécié
Déplacements ponctuels
Formation assurée
Envoyer C.V., détaillée et prétentions avec photo à No 66325
CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

JAEGER

BRANCHE AÉRONAUTIQUE
RECHERCHE POUR PARIS

INGÉNIEURS D'ÉTUDES ÉLECTRONIQUES

Conception et programmation de systèmes Micro-
processeurs. Expérience sur série 8080 souhaitée.
Anglais apprécié.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à
No 66325, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra,
PARIS-10, qui transmettra.



La Direction Internationale de la
**CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE**
recherche

Un Responsable de Zone Géographique

possédant une solide expérience bancaire et des
opérations internationales.
Une bonne connaissance des crédits aux entrepri-
ses est souhaitée.
Attaquant indispensable.
Env. CV, photo, sal. et prét. sous réf. MJF à CNCA
Recrutement Carrière cedex 28-75300 Paris Brune

Le Groupe ELF-AQUITAINE

recrute pour son centre de recherche
de LYON-SOLAIZE

2 INGÉNIEURS GÉNIE CHIMIQUE

avec spécialisation et/ou expérience des procédés.

1 INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE

avec une très bonne formation en thermodynamique, thermique et connaissance des matériaux thermiques.

Ces trois ingénieurs intégrés dans la division
Développement auront pour mission de démontrer la
faisabilité industrielle des procédés mis au
point.

1 INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE ou CHIMISTE

avec une excellente formation en thermodynamique, voulant se consacrer aux problèmes de la
combustion et de la gazéification.
Une expérience en recherche appliquée serait
appréciée.

La rémunération annuelle brute en fonction de
l'expérience peut être comprise entre 120.000 et
180.000 F.

Envoyer C.V., photo au Service du Recrutement
ELF-FRANCE, 137, rue de l'Université, 75007 PARIS

Proche banlieue Sud

(excellente desserte transport en commun)

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS débutants

(ENSAE, ENST, ESE, ENSI, INSA...)

Notre expansion rapide dans le domaine des équipements et systèmes aéroportés nous conduit à renforcer largement nos équipes techniques et d'essais.

Nous recherchons des ingénieurs attirés par des
RESPONSABILITÉS DE CONCEPTION
dans des domaines avancés :

- de l'électronique générale,
- de l'automatique,
- et du traitement numérique (matériel et logiciel).

Des possibilités d'évolution variées vers des responsabilités largement autonomes sont offertes à des
personnalités créatrices possédant aussi des qualités d'organisation et de contact et ayant le goût du travail en équipe.

Ecrire avec curriculum vitae et photo sous le
n° 66185 CONTEXTE PUBLICITE,
20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

recherchons

4 ingénieurs commerciaux sur région parisienne

pour vendre de la mini-informatique
clé en main dans le domaine de la santé
salaire fixe + frais de route
+ commission motivante
libres pour stage de formation
au siège à Marseille le 15 septembre,
date d'embauche
Téléphoner pour Rendez Vous
à M. Girard au 563.90.04
les 15 et 16 juillet de 15 h à 18 h.

Georges Bouteil Couffil

les Laboratoires
WINTHROP
recherche leur

directeur médical France

Il prendra en main :
les expérimentations cliniques,
la formation scientifique des délégués médicaux,
le traitement de courrier médical,
la caution médicale des actions promotionnelles.
Son rôle sera essentiellement :
une expérience hospitalière et/ou cabinet (activité à
maintenir partiellement),
5 à 10 ans d'expérience de l'industrie pharmaceutique,
un excellent niveau d'expression écrite et orale,
la pratique de l'anglais courant.
Adresser lettre et C.V. aux laboratoires
WINTHROP 82-88 Bd Victor Hugo
92115 Clichy

DIRECTEUR COMMERCIAL

PARIS — 220.000 +

Cette Société Française 600 personnes appartient à un Groupe International. Elle fabrique des biens d'équipement qu'elle commercialise par un réseau d'agents implantés dans toute la France et dans quelques pays étrangers.

Pour ce poste qui implique de réelles qualités de négociateur et un très fin savoir-faire auprès de la force de vente, nous recherchons un candidat diplômé HEC, ESSEC... ou INGÉNIEUR, âgé d'au moins 40 ans, parlant anglais et possédant une expérience réussie de plusieurs années dans cette fonction. Elle aura été acquise si possible dans la vente auprès d'utilisateurs et revendeurs d'équipements électriques.

Envoyer dossier complet sous référence 302/08 M à
FRANCE CADRES 22 rue Saint Augustin 75002 Paris

GRUPE TERTIAIRE DE 1ER PLAN
recherche

UN JEUNE DIPLOME

Pour le Département

organisation

Il lui sera confié après formation des missions d'études et de conseil en organisation concernant les agences du Groupe.

Pour ce poste aux larges responsabilités, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Université (DEA ou DESS de Gestion, d'économie), fortement motivé par la fonction, disponible rapidement et ayant un excellent contact humain.

Le poste est basé à PARIS mais nécessitera de fréquents déplacements en Province.

Nous vous remercions d'envoyer lettre, C.V., photo, prétentions et si possible numéro de téléphone à No 66344
CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra -
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATIONS

BANLIEUE SUD OUEST DE PARIS

recherche

INGENIEUR Grandes Ecoles

Dans le cadre de réalisation de prototypes, il assurera l'interface technique entre les équipes d'études, les équipes sites et les clients.

Le poste conviendrait à un candidat ayant acquis une expérience dans le développement ou la mise au point de systèmes complexes, si possible sur une application téléphonique (matériel logiciel).

Les candidatures d'ingénieurs débutants sont envisageables. La formation sera assurée.

Envoyer C.V. détaillé avec photo et prétentions à No 66322
CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

STÉ D'ACTIVITÉ AÉRONAUTIQUE

BANLIEUE OUEST

proche R.E.R.

recherche
pour installation et assistance
technique à l'étranger

DES ANALYSTES ET PROGRAMMEURS

de bon niveau, parlant et écrivant anglais.
Matériel ICL, Burroughs, IBM.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 97.305 M
à ELBO Publicité,
17, rue Lebel, 94320 VINCENNES, qui transmettra.

Société informatique, filiale d'un important
groupe français d'assurances, recherche un

responsable haut niveau

pour diriger son équipe système MVS/TSO

Les ordinateurs sont de très gros ordinateurs
IBM avec bases de données et traitement.

GIE

Envoyer CV et prétentions à
GIE, Service du Personnel,
Tour Franklin, Cedex 11,
92081 Paris La Défense.

STEIN SURFACE

FOURS ET EQUIPEMENTS THERMIQUES INDUSTRIELS
Société d'ingénierie, travaillant principalement à
l'exportation recherche

UN INGENIEUR CALCUL ET AVANT-PROJET

FORMATION CHIMIE ORGANIQUE -
MINÉRALE - THERMODYNAMIQUE

Bonnes connaissances en génie chimique souhaitées
Convientrait à jeune ingénieur ou universitaire
même débutant. Anglais indispensable.

Ecrire ou téléphoner Service du Personnel -
2, A.I. du Bois de l'Épine - C.E. 1107 - 93015 EVRY
CEDEX - Tél. 077.52.10

**Compagnie
Générale
d'Automatisme**

recherche

cadre commercial

CONFIRME

De formation supérieure technique ou commerciale.
Dans le cadre d'une structure existante, il devra participer à la prospection et au développement du marché des équipements de distribution automatisés de produits.

Les secteurs concernés comprennent principalement le milieu industriel et le domaine hospitalier.
Déplacements fréquents en France mais de courte durée.
Anglais souhaités.
Notions d'automatisme appréciées.

réf. G1

ingénieur d'affaires

Diplômé grandes écoles (INSA, ISEN) ayant acquis quelques années d'expérience.
Pour l'élaboration de propositions techniques, le suivi d'affaires et la mise en service de distributeurs automatisés de produits.

réf. G2

Adresser C.V. manuscrit et prétentions en précisant la référence du poste choisi à la
Direction du Personnel
B.P. 57 - LE PLESSIS PATE
91220 BRETIGNY SUR ORGE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,00
IMMOBILIER	14,00	16,48
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	106,00	128,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La semaine	La semaine T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	33,00	38,80
IMMOBILIER	8,00	9,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Société Multinationale
de grand renom
Proche Banlieue Nord-Ouest
recherche pour SERVICE VENTES
« ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES
POUR AUTOMOBILE »
INGÉNIEURS COMMERCIAUX
Formation diplômée INGÉNIEUR
Ayant quelques années d'expérience dans une activité industrielle d'un niveau international.
Anglais courant exigé
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous le n° 96.527 à CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, av. Opéra, 75002 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche pour son siège à LA DÉFENSE
**un (e) Adjoint (e)
ou Chef de Service
Documentation**
chargé(e) de :
- l'élaboration de documents commerciaux
- l'organisation des Informations Internes
- recherches documentaires.
Formation INTD ou équivalent. Bilingue Anglais.
Expérience 5 à 8 ans service Doc ou Edition.
Horaires souples.
Envoyez CV, prétentions et photo sous réf. 9886 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

offres d'emploi

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
CENTRE D'ESSAIS EN VOL
Bases d'essais de BRÉTIGNY, recherche
**INGÉNIEUR
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
(I.B.M. 36-31)
TECHNICIEN**
possédant DUT ou S.T.S. option informatique souhaitée.
Débutants acceptés. Liberté du Service militaire.
Adresser C.V. et photo au Chef du Personnel
CENTRE D'ESSAIS EN VOL, 91220 Brétigny-s-M., Orge

GROUPE FRANÇAIS
en pleine expansion
occupant une place prépondérante sur son marché
recherche pour l'un de ses départements
électronique industrielle
**1 INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
ÉLECTRONICIEN**
Chargé du développement des ventes en France, de la formation et de l'information des équipes de vente.
Une première expérience en bureau d'études ou en production alliée à de réelles aptitudes commerciales sont des atouts pour réussir à ce poste. Anglaise indispensable. Manuscrits envoyés de l'ordre de 120.000 F.
Envoyez C.V. photo et prét. à n° 96.427
CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

Prospective Synthèse et Communications
recherche
CONSULTANT (E) HAUT NIVEAU
Conseil aux dirigeants d'entreprises
- Diagnostic - Politiques de développement ;
- Cohérences structurelles et stratégiques ;
- Communications, mise en œuvre des politiques.
Profil idéal :
- Capacité d'ouvrir de nouveaux marchés ;
- Expérience de direction en entreprise ;
- Grande autonomie, responsabilité individuelle ;
- Capacité de travail en équipe.
Env. photo, lettre man. de motivations et C.V. à :
P.S.C. - 25, rue de la Botte - 75008 PARIS.

Le Groupe
T.M.O. CONSULTANTS
(l'une des dix premières sociétés d'études et de conseil en marketing et communication) recrute pour ses différentes sociétés :
- Un chargé de Directeur d'Études DISTRIBUTION. Expérience souhaitée dans les études auprès de la distribution.
- Un Chargé ou Directeur d'Études INFORMATIQUES ET INDUSTRIELLES. Expérience souhaitée. Anglaise nécessaire.
- Un Chargé d'Études DÉBUTANT OU SEMI-DÉBUTANT, diplômé d'une école commerciale.
- Une ASSISTANTE TERRAIN pour le suivi des enquêteurs. Expérience indispensable.
Adresser C.V. et lettre manuscrite à Mlle Weber, T.M.O. CONSULTANTS, 22, rue du Quatre-Septembre, 75002 PARIS.

Conseils en Carrières

**CADRES!
POURQUOI ATTENDRE
SEPTEMBRE?**
Êtes-vous prêt à changer et décidé à agir ?
Nombreux sont dans votre cas les cadres de haut niveau qui nous ont fait confiance.
Nous les avons aidés à découvrir leur pleine potentialité ou même à définir une position nouvelle.
Appelez-nous. Un de nos consultants s'entretiendra avec vous. Confidentiellement. Sans engagement n. 1015.
(Nos services sont destinés aux cadres en place).
Frederick CHUSID and CO
116 Champs-Élysées 75008 PARIS
Tél. : 574.25.20 - 574.24.24
LONDON W1: 35 Fitzroy St. Tél. : 637.22.98/99
(Nous ne recrutons pas)
Meetings in English welcomed

information divers
L'état offre des emplois stables bien rémunérés à toutes et tous avec ou sans diplômes. Pour les connaître, demandez un dossier gratuit sur la revue FRANCE CARRIÈRE (C 16) R.P. 602/89 PARIS.

**TROUVER
UN
EMPLOI**
LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (228 pages) Extraits de sonnaires
- Les 3 types de C.V. : réduct., exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi idéal : avec photos.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bons réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
Pour informations, écr. CIDEM, 25, Montigny, 18 La Chesnaie.
Pour connaître les emplois offerts entre-mers, étranger (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie), demandez la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.) 3, rue Montigny, PARIS-9.

enseignem.
VENCE
COTE D'AZUR
INSTITUT MONTAIGNE
FONDE EN 1905
ENSEIGN. PRIVE LAIC
INTERNAT
JEUNES GENS
INTERNAT
JEUNES FILLES
PRIMAIRE - SECONDAIRE
Classes préparatoires
L'ÉCOLE D'INFORMIQUES
PISCINE ET TENNIS PRIVÉS
4, av. des Fêtes, 06140 VENCE
TEL : (03) 30-03-01.

demandes d'emploi
SECRÉTAIRE
réf. 10 ans, traces 35 docum. (littérat., médecine, sciences). U.S.A. pour fin septembre réf. morales. 0755-12 10. 18 h. 30.
5, r. des Italiens, 75002 Paris-9.
Jeune secrétaire recherche travail dans Paris. Tél. entre 9 et 11 h. 371-07-66.
SPECIALISTE
des transactions d'affaires
- Langues relations : Clients, Administrations, Communautés.
- Ensemble d'expériences pluri-disciplinaires :
- Budgets, Gestion, Encadrement.
- Très courtoisie.
Recherche poste de Direction. Ecr. n° 820, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75002 Paris-9.
CONSEIL HOTELIER
Diplômé école Hôtel Lussan, et dirige tous 4 étoiles, suis spécialiste des études hôtelières touristiques en Europe, Afrique, M.Orient. Que me proposez-vous ? Ecr. n° 820, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75002 Paris-9.

REVISEUR COMPTABLE
CHIEF DE MISSION
30 a., Sc. Eco. et mémorisation. 20 ans d'expérience. Ecr. n° 1 021.09 à REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

automobile/vente
8 à 11 C.V.
PART VEND MORGAN + 8 1700 km, année 77, ETAT NF. Grand-Duché de Luxembourg. TEL : 9-31-40.
+ de 16 C.V.
MERCEDES 280 SE, 1979 grise métal, 8.500 km, toutes options 9 911 € automobile, air climatisé, intérieur velours, grille exception. GARANTIE 36 mois ou 24.000 km, crédit. Prêt 94.000 F. Hertz : 229-42-90.
B.M.W. 728, 1980, injection, grise métal, 9.000 km, très belle option, garantie 24 mois ou 24.000 km, 103.500 F., crédit. HERTZ : 229-42-90.

travail à domicile
Demande
REWRITING
CORRECTIONS DOCUMENTAIRE, par UNIVERSITAIRE EXPER. TEL : 707-49-46
traductions
Demande
Traducteur tous textes anglais-français, allem.-français, allem.-espagnol, esp.-allemand. TEL : 525-57-79.
cours et leçons
Demande
M., professeur, 39 ans, donnerait sept. cours d'allemand temps partiel, heures groupées. Ecr. n° 820, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75002 Paris-9.

divers
NEUBAUER
vend et loue
pneus
EN JUILLET 80
99 305 D - 585 D - 804 D
nouveaux 1980
AUX PRIX DE JUILLET 79
IMBATTABLE !
M. GERARD - 821-60-21.
Urgent part. vend cause départ 404 Peugeot 1971.
Renaud 4 L. fourgon, 1972. TEL : 366-74-56.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
possédant forte expérience édition ou presse.
Adresser C.V. et prétentions à n° 854.2011 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-9.

représent. offre
ARVEL
Fabricant de pantalons Sportwear Hommes et Femmes.
REPRÉSENTANTS MULTICARTES
Pour secteurs : Sud-Ouest, Sud-Est, Rhône-Alpes. Ecr. n° 98.084 M. BLEU, 17, rue Lebel, 9300 Vincennes.

LE MONDE s'efforce d'élimer de ses Annonces Classées tout texte comportant allusion ou indication de nature à induire en erreur ses lecteurs. S'il malgré ce contrôle, une petite annonce abusive était publiée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous le signaler en nous écrivant :
LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Italiens
75002 PARIS

E.C.L.

recherche pour début septembre
3 ANALYSTES
C.I. HB 66 DPS 200 DM IV IDS 2/70S
Adresser C.V. détaillé au téléphone à E.C.L. PARIS 55, rue Fernand 75018 TEL : 291-10-42.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour poste banlieue Sud Région Parisienne
INGÉNIEUR DE BUREAU D'ÉTUDES
- Formation Arts et Métiers ;
- Expérience 5 ans minimum en hydraulique, pneumatique, électrotechnique, domotique aéronautique.
Adresser C.V. et photo et prét. à n° 96.527 - BLEU, 17, rue Lebel - 93000 VINCENNES.

SOCIÉTÉ GROUPE P.D.K.
recherche
1 ANALYSTE PROGRAMMEUR
3 ans d'expérience pratique minimum. Connaissance et pratique de Cobol sur moyen ou gros système. Expérience de la maintenance et du développement d'une application commerciale en transactionnel.
Adresser C.V. et photo à Direction du Personnel, Ouvre à l'Alliance 9-17, rue Georges-Eliott, 92003 CRETEIL Cedex.

SOCIÉTÉ DE COSMÉTOLOGIE
Proximité Saint-Lazare
CADRE COMMERCIAL
ayant l'habitude de la gestion des dossiers fournisseurs.
40 heures - Carrière - Avantages sociaux - 5 semaines de congés payés - 13 mois.
Envoyez C.V. + prétentions à PARIS REGIES (rue DP 2.301) rue Saint-Jacques, 75002 PARIS, qui transmettra.

VILLE DE BOIGNY recrute :
PUERICULTRICE dipl. d'état ou INFIRMIÈRE SPÉC. ENFANTS. Candidature à adresser à Monsieur le Maire.
CABINET COMMISSAIRE
AUDIT ET EXPERTISE
recherche ASSISTANTS DÉBUTANTS et 1 an d'expérience formation supérieure DEC souhaité.
Adresser C.V., photo, prétentions à M. L. CHEVALER, Cabinet CALAN-RAMOLINO et associés, 39, rue du Gal-Foy, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES recherche pour contrat durée limitée 5 mois 2 juristes DROIT PUBLIC, niv. maîtrise par travail officiel doc. Env. C.V., prétentions SPERES, 58, av. A-Brian, 92 Montrouge.

CHIEF DE VENTE
ET INGÉNIEURS CCAUX
POUR VENTE MINI-INFORMATIQUE DE GESTION
- Expérience 2 ans minimum
- Références indispensables
- Poste à pourvoir rapidement.
Ecr. n° 820, « le Monde » Pub. OAPA (10) - T. 296-36-74.

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES

recherche pour encadrement département calculs, aéronautiques.
INGÉNIEURS
Avec importantes responsabilités, salaire en rapport, convenienciel à : Sup. Adm. Mines, Arts et Métiers ou équivalent.
Envoyez C.V. + photo, 55, rue Fernand-Morin, RETEC, 75009 PARIS. Tél. : 524-47-40 ou 524-56-50.

L'ÉLÉMENT PUBLIC
DU SECTEUR BANCAIRE
recherche
CADRE débutant
ayant diplôme
MAÎTRISE DE GESTION
et services connexes en mathématiques financières.
- Nationalité française.
- Libéré O.M.
- Avantages sociaux.
Ecrire avec C.V., prêt. et photo n° 55.129 CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 02.

L.M.T. Consultants recherche pour une société de transports d'embarquement internationale
JEUNES DIPLOMÉS
ETUDES SUPÉRIEURES
(Écoles Supérieures de Commerce, Écoles d'Ingénieurs)
Après une période de formation d'un an sur terrain, il seront affectés en France dans l'une des agences à un poste d'exploitation : organisation/gestion des moyens humains et matériels d'un centre de transport.
LES CANDIDATS : hommes de terrain, aptitude au commandement, sens de l'organisation pour accéder à des fonctions de responsables d'unités décentralisées. Anglais ou allemand. Mobilité et disponibilité.
Envoyez vos candidatures sous référence 577 M. à J.M. Consultants, 63, av. de Villiers, 75017 PARIS.

INGÉNIEURS MEGA
PRODUCTION PÉTROLIÈRE
Expérience hutes et gaz
ITALIEN INDISPENSABLE.
Ecr. avec C.V. 041. n° 96.594, RUE PAUL 84, r. d'Orléans, 75016 PARIS - qui transmettra.
Association culturelle recherche pour son équipe centrale à Paris possédant déjà exp. et ayant formation à la gestion. Téléphonez au 705-26-05 de 10 h. à 12 h. Jusq'en 18 juillet.

SOCIÉTÉ MAISONS-ALFORT
recherche
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
IBM OS/VS - IMS
1500 DOG/VE
ASSEMBLEURS
COBOL et/ou PL/I
CICS et/ou DL/I
Envoyez C.V. détaillé et prétentions à 12, rue de REIMS, 94000 MAISONS-ALFORT.

CABINET
EXPERTISE COMPTABLE
SAINT-LAZARE
recherche
D.E.C.S. et certificat supérieur
pour gestion portefeuille clients et travaux variés. Expérience cabinet exigée. Envoyez C.V., prétentions à : HYTER-CONSEIL, 37, r. d'Amsterdam, 75008 Paris.

Organisation Professionnelle

recherche
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADMINISTRATIF
études des dossiers, report et relations avec les administrations. Sciences Po + D.E.S. droit 2 ans d'expérience souhaité. Ecr. avec C.V. détaillé + photo : M. BONNEVAL, 10, rue de Marignan, 75008 PARIS.

T. H. R.
Recherche d'urgence
1) TECHNICIENS BILLETISTES AÉRIENS
pour service société 5 ans d'expérience minimum.
Allemand, Anglais courant. Italien, Anglais courant. 2 ans d'expérience minimum.
Tél. : 345-49-29.

Importante Entreprise
SECTEUR IMPRIMERIE ET EMBALLAGE CARTON recherche
UN JEUNE AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour poste opérationnel de vente niveau S.T.S.
Excellente présentation, goût des contacts extérieurs et des résultats concrets. Connaissance des métiers graphiques appréciables. Complément de formation assurée par nos soins. Situation d'avenir pour élément de valeur.
Ecr. av. C.V. détaillé à M. D. Izany, 10, rue de Marignan, 75008 PARIS.

RECHERCHONS D'URGENCE
INGÉNIEURS DE PROJETS
INGÉNIEURS DE RÉALISATION
pour installations pétrochimiques et nucléaires.
Tél. pour rendez-vous : 566-72-43

ERIN
recherche
- pour développement logiciel de base ;
- contrôle de processus industrielle ;
- connaissances matérielles MATRA SOLAR - SEL - appréciées.
● DES INGÉNIEURS DÉBUTANTS à 3 ANS D'EXPERIENCE.
● DES ANALYSTES-PROGRAMMEURS Minimum DUT.
● DES PROGRAMMEURS Bac minimum.
Salaire motivants.
Ecrire avec C.V. et photo, 150, rue Taitbout - 75009 PARIS, qui transmettra au tél. pour R.V. au 526-34-73.

Société d'Architectes Paris-11e
recherche
ARCHITECTE D.P.L.G.
ayant formation complémentaire INGÉNIEUR STP (bâtiment) 20 a. min. libre immédiatement. Capable examiner les fonctions de chef de projet et de maîtrise d'œuvre. Expérience confirmée de chantiers complexes indispensables.
Adresser lettre man. C.V. et prêt. à M. Jacques de La Fontaine, 31, boulevard Richard-Lenoir, 75011 PARIS.

GROUPE IMMOBILIER LOISIRS
recherche
HOTELLES
Excellente présentation, ayant le goût des contacts, rémunération comprise d'un fixe + fort intéressement.
4000 F par mois garantis pendant période d'essai. Disponibles le 1er sept. 1980. Ligne Orly et la Défense. Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite C.V. très complet + photo récente sous réf. M à Jacques RIBOUREL S.A., 120, av. des Champs-Élysées, 75008 PARIS. Ne pas téléphoner, réponse rapide assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EXPORTATION
PRODUITS PHARMACEUTIQUES METALLURGIEUX recherche
CORRESPONDANT BILINGUE ANGLAIS
STENO et DACTYLO ANGLAIS.
Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Horaire personnelisé.
Adresser lettre manuscrite avec C.V. dactylographié, à 7504 Paris Cedex 16 ou tél. 335-19-50 p. 363.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
Paris
recherche
COLLABORATION MÉDECINS
- Orientation pneumologie, bactériologie ou allergologie. Spécialité cardiologie, neurologie.
Pour participation à l'élaboration d'essais cliniques concernant de nouveaux produits. Dispense l'établissement de 4 jours ou 8 demi-journées par semaine samedi et dimanche inclus.
Adresser lettre manuscrite C.V. et photo à n° 56.402 CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, Paris-10 qui transmettra.

E.C.L.
pour début août
6 ANALYSTES-PROGRAMMEURS
- 2 COBOL/OS MVS TSO
- 1 PL/I SAS/OL
- 1 PL/I SAS/OL
- Une très bonne expérience de PL/I sur IBM COBOL - 1 MARK IV.
Adresser C.V. détaillé au téléphone à E.C.L. PARIS 55, rue Fernand 75018 TEL : 291-10-42.

COMPTABLE USINE
recherche
comptabilité à personne ayant I.U.T. gestion ou arborescence D.E.C.S. diplômé des O.M. Prêt de poste : études des prix de revient : contrôle achats : compte gestion usine. Salaire selon compétence. Poste à pourvoir très rapidement.
Envoyez C.V., photo et prêt. à M. Jacques de La Fontaine, 31, boulevard Richard-Lenoir, 75011 PARIS.

RANDSTAD
TRAVAIL TEMPORAIRE
recherche
SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS
SECRÉTAIRE TRILINGUE ANGLAIS/ALLEMAND
DACTYLO HOLLANDAIS
Se présenter avec références 69, bout. Haussmann - PARIS-8

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

secrétaires

Importante société d'Informatique
PARIS LA DÉFENSE
recherche une
secrétaire de direction
BTSS
pour renforcer le secrétariat de direction de la société.
Le salaire sera fonction des compétences.
GIE
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous référence 9424 Service du Personnel Tour Franklin - Cédex 11 92081 PARIS La Défense.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
Avantages sociaux : 13e mois, horaire mobile ; restaurant d'entreprise.
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 9608, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

secrétaires

Importante société d'Informatique
PARIS LA DÉFENSE
recherche une
secrétaire de direction
BTSS
pour renforcer le secrétariat de direction de la société.
Le salaire sera fonction des compétences.
GIE
Envoyez C.V., photo et prétentions, sous référence 9424 Service du Personnel Tour Franklin - Cédex 11 92081 PARIS La Défense.

Important laboratoire pharmaceutique de Paris
recherche
secrétaire bilingue
anglais/français
- Dactylographie de rapports
- Courrier, classement
- Organisation de réunions
- Suivi de l'exécution des demandes de travaux et de facturations
- Excellent niveau d'anglais
- Steno anglaise et française
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique

CARNET

Naissances

— M. Thierry de BRACQ et Mme. née Diane Segard, ont annoncé la naissance de Bérénice.
Paris, le 23 juin 1980.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Marianne BECQUE, belle-fille de M. Roger Maron et de Mme. née Alice Zuchaud, avec M. Emmanuel MORGUE, fils de M. Louis Daniel Murgue et de Mme. née Catherine Balay.

Mariages

— Monique TOSTAIN et Michel OLIVIER ont le plaisir d'annoncer leur mariage qui a eu lieu dans la plus stricte intimité le 12 juillet à Toulouse.

Décès

— Sa famille et ses amis ont le deuil de la disparition de M. Simon FINGERHEUT, physicien, vice-président de l'association d'É.M.P.U. au C.N.R.S., ancien médecin-chef d'hôpitaux militaires, ancien médecin de l'O.P.S.I.S., marié à M. Jeanne FINGERHEUT, croix de guerre, médaillé de la Résistance, survenu à Argenteuil, le 14 juillet 1980.
Cet avis tient lieu de faire-part.

ROBLOT S.A.
227-90-20
ORGANISATION D'OBSEQUES

OPÉRATION SPÉCIALE
3 costumes 1200 F
(2 pièces)
1 costume à partir de 500 F
3 pantalons 350 F
3 chemises 140 F
TOUT LE PRÊT À PORTER MASCULIN
ouvert tous les jours sauf dimanche de 10 h à 18 h 30
CLUB DX 131
131, rue du Fg S' Honoré
75008
M^r S' Philippe du Roule

— Raphaël KANZA, son épouse, Maurice KANZA, son fils, ont le plaisir d'annoncer le décès de

Françoise KANZA,
née Sinaï,

survenu le 11 juillet 1980 des suites d'un accident. L'inhumation aura lieu au cimetière de Boulogne-Billancourt, le mercredi 16 juillet, à 11 h. 30. On se réunira à l'entrée du cimetière.

30, hameau de la Caravelle, 91850 Breuillet.

— M. et Mme Etienne Lévy et toute leur famille ont le deuil de la disparition de M. Louis Daniel Murgue, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Dominique Lescaze ont le deuil de la disparition de M. Robert STEWARD, survenu le 12 juillet 1980, à l'âge de soixante-huit ans.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

— M. et Mme Benoît Jourdain ont le deuil de la disparition de M. et Mme Dominique Lescaze, survenu le 14 juillet 1980.

INSTITUT

A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

La vie et les travaux de Jacques Rueff

« Peu d'existences ont réussi aussi bien que celle de Jacques Rueff à unir une grande carrière d'homme d'action et une grande carrière d'homme de réflexion. Les deux carrières ont été menées de front, et elles ont été complémentaires. » Ainsi s'ouvre la notice sur la vie et les travaux de son prédécesseur, le récent de l'Académie des sciences morales et politiques, par M. Guillaume Guinney.

Le nouvel académicien, développant cet écho, a d'abord passé en revue une existence particulièrement remplie : Soixante-trois ans de travail, des finances, premiers travaux sur les problèmes de l'économie. On ne s'extrahe pas ici, une fois de plus, les différentes étapes d'une carrière administrative traduite par autant d'heures de résultats et consacrées aux relations financières internationales, jusqu'en 1936, lorsque Jacques Rueff fut nommé directeur du mouvement général des fonds. Ses recommandations pour redresser la franc purent être appliquées en automne 1938.

« Le succès fut rapide et spectaculaire, dit M. Guinney. On a tendance à ne pas se rappeler aujourd'hui, quand la seconde guerre mondiale éclata, en septembre 1939, la situation économique et financière française était désastreuse. Les confiances dans la franc rétablie sur la base d'un cours de change réaliste. C'était là l'aboutissement d'une lutte menée avec opiniâtreté depuis des années contre les erreurs successives de gouvernements de droite et de gouvernements de gauche, lutte dans laquelle Jacques Rueff avait été constamment au premier rang. »

Après la guerre, il exerça d'autres charges importantes, à Luxembourg notamment, mais il faut le retour au pouvoir du gé-

ral de Gaulle en 1958, et, devant de graves difficultés économiques et financières, le choix de M. Antoine Pinay au ministère des finances, pour qu'on ait enfin recours à lui. Parmi les mesures préconisées par Jacques Rueff figuraient, pour la liquidation du passé, une dévaluation du franc, destinée à lui rendre une parité réaliste. Ce qui donna lieu à un conflit avec M. Pinay. Le général de Gaulle donna raison à Jacques Rueff. « On sait que la réforme se traduisit par un rapide et éclatant succès. »

Ce n'était qu'un premier pas. « L'économie française restait prisonnière d'un protectionnisme interne (...). Une tentative de ces obstacles à l'expansion s'imposait. » Ce fut le rapport Armand-Rueff, mais c'est Jacques Rueff aussi qui, en 1955, entièrement conforme à ses conseils, autant il se déclara dès ses cours de la décennie 1950 par certains aspects de la politique qu'il fut suivie. M. Guinney insiste ensuite sur le combat pour l'assainissement du système monétaire international (qui fut la grande affaire de la dernière partie de sa carrière) : crise du dollar, tendance à la hausse sur le marché de l'or, entêtement de l'opinion américaine en faveur de l'intangibilité de la valeur du dollar par rapport à l'or. Inlassablement, en économiste et en philosophe, Jacques Rueff a exposé et développé sa doctrine dans de nombreux ouvrages, notamment dans la *Théorie des phénomènes monétaires*, *Statistique* et dans l'*Ordre social*.

« La première tâche qu'il s'est assignée était d'approfondir les liens entre le phénomène de marché (...). Il montre comment le mécanisme des prix, tout en laissant sa liberté de décision à chaque consommateur, parvient à adapter les offres et les demandes. Il insiste sur les vertus autorégulatrices du système. » Suit une longue étude de cette démonstration. Et c'est ainsi que Jacques Rueff analyse les phénomènes se rapportant aux relations internationales commerciales et financières, à la

encore, il faut laisser s'annoncer les mécanismes naturels autorégulateurs.

« D'autre part, sous les deux procédés qui constituent le contrôle des prix dans l'ordre interne, l'ordonne de change et dans l'ordre externe, c'est, dans l'esprit de Jacques Rueff, un même principe qui se cache : celui qui consiste à créer des faux droits, c'est-à-dire à se procurer l'avantage de dépenser sans payer, et de donner ce qu'on ne possède pas. Les faux droits sont mensonge et démagogie. Ils introduisent un poison dans l'organisme économique, un poison qui corrompt, sous le nom d'inflation, notre discipline tout entière. »

Ce sont les thèmes de cet ouvrage capital, les *Dieux et les Rois*, dont M. Guinney dégage les idées maîtresses. La pensée de Jacques Rueff débouche dans la philosophie, une philosophie de la nature, une philosophie de la société, une philosophie de la science. « Ce sont les thèmes de cet ouvrage capital, les *Dieux et les Rois*, dont M. Guinney dégage les idées maîtresses. La pensée de Jacques Rueff débouche dans la philosophie, une philosophie de la nature, une philosophie de la société, une philosophie de la science. »

Et la méditation philosophique de Jacques Rueff s'achève par une philosophie de la science, en particulier de la science économique. Car, selon lui, les structures économiques « sont une manifestation de la puissance organisatrice qui anime l'univers tout entier. » — J.-M.D.

SOLDES-SOLDES
LA BAGAGERIE
LA VALISE 75 cm
550 F **350 F**
LA VALISE 70 cm
495 F **299 F**
LA VALISE 65 cm
475 F **275 F**
LA VALISE 60 cm
450 F **250 F**
JUSQU'AU ÉPUISMENT DU STOCK
13, rue Tronchet 41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse

ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
PRÉPARATIONS ANNUELLES
OCTOBRE à JUIN
PRÉPARATIONS INTENSIVES
AOÛT-SEPT.
• Deux **DROIT SC ECO**
• Et 3^e Année de licence
• Tous centres et options
TAXES CONFIRMÉES DE RÉUSSITE
DEPUIS 1963
AUTEUIL 6, Av. Léon Huez
75016 Paris Tél. 224.10.72

12 mois sur 12
le COURS
HUBERT LE FÉAL
forme à la
PAROLE PUBLIQUE
documentation sans engagement
770 58 03

L'immobilier

appartements vente	appartements vente	locations non meublées	bureaux	villas	propriétés
<p>3^e arrdt. MAIRIE F. Châtel, petit studio, 100 m², 100.000 F. Tél. : 254-20-94.</p> <p>4^e arrdt. NARAI SUPERBE LIVING, 3 chambres, 2 salles, 2 baign., 2 cuis., 2 WC, 2 terrasses, 150 m². Tél. : 254-20-94.</p> <p>5^e arrdt. BROCA-CELSIER, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>6^e arrdt. VAVIN dans belles circonstances, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>7^e arrdt. BOS PRIX BOS PRIX GARAGE, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>8^e arrdt. EUROPE 6, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>9^e arrdt. ST-GEORGES 3 pièces, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>12^e arrdt. DAUMESNIL, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p>	<p>14^e arrdt. M. LEBLANC, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>15^e arrdt. ALEXIS CALME, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>16^e arrdt. EXELMANS, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>17^e arrdt. EXELMANS, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p>	<p>Etranger U.S.A. FLORIDE APARTEMENTS, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>appartem. achat ACHETE COMPTANT PARIS 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>viagers FONCIER VIAGERS 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>immeubles BON 19, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p>	<p>Paris PPTAIRE LOUÏSE SOUS 48 HEURES 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>Région parisienne Pour 500 euros, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>Paris PARIS XIII 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>Région parisienne SAINT-NOM-LE-BRETECHE 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p>	<p>PREZ VERSAILLES Belle villa, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>pavillons L'HAY-LES-ROSES 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>terrains 13 KM AUX-EN-PROVENCE 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>maisons de campagne MAS PROVENCAL ANCIEN 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>forêts GUINAUDAU S.P. 1 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p>	<p>CHARENTE Vend belle maison 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>A 10 KM DE GRANVILLE 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>VESINET, Résidentiel 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>domaines A vendre, 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p> <p>villégiatures SUPER-CANNES 254-20-94, 254-20-94, 254-20-94.</p>

5521 من الأصل

Le Monde

régions

Aquitaine

UNE TRADITION DU SUD-OUEST

Les chasseurs de tourterelles dans le collimateur

Trente-cinq procès-verbaux ont été dressés par la gendarmerie nationale aux chasseurs de tourterelles de Gironde, les seuls en Europe à pratiquer encore cette chasse. Elle est interdite depuis onze ans, car elle s'exerce sur des oiseaux qui reviennent en Europe et à l'époque de la nidification. Cependant, cette année encore, malgré l'intervention des gendarmes, elle a été assez largement tolérée.

De la mi-avril à la mi-juin, les tourterelles, retour d'Afrique où elles ont hiverné, se rassemblent dans la presqu'île du Médoc près du Verdun, où elles franchissent l'estuaire de la Gironde. C'est là que près de trois mille pylônes de 3 mètres de hauteur au minimum ont été plantés, d'où les chasseurs tirent des oiseaux volant à 120 km/h et évoluant en vol sinueux. Un excellent faucon atteint une tourterelle pour cinq cartouches, un tir moyen utilise dix-huit à vingt projectiles pour abattre un oiseau. Les chasseurs affirment qu'ils ne tuent que de cent cinquante à cent mille à trois cent vingt tourterelles, sur les vingt à vingt-deux millions qui passent, soit à peu près 1 %.

C'est Robert Boulou, élu de la Gironde, alors ministre de l'Agriculture, qui décida en 1969 d'interdire cette chasse. De 1970 à 1972, l'interdiction engendra un braconnage intense, mais aucun des procès-verbaux alors dressés ne semble avoir entraîné de suites judiciaires.

En 1973, le préfet de la Gironde accorda une « autorisation verbale de tolérance », puis, l'année suivante, une autorisation en bonne et due forme pour la période du 8 au 31 mai. Scandale, les préfets de la nature ont annulé l'autorisation de tolérance devant les tribunaux administratifs.

Depuis cette date, on continue à chasser partout, et chacun forme plus ou moins les yeux. Au printemps 1979, conduits par leurs écoliers, les chasseurs ont dressé cent cinquante contrevenants. Le 18 janvier dernier, le premier de ces contrevenants comparait devant le tribunal de Lescar, qui, en raison du « climat spécial » qui régnait en mai 1979 dans le Médoc et de « la difficulté de faire cesser brutalement une chasse traditionnelle et ancestrale », ne l'a pas condamné. Un chasseur irascible qui, surpris en flagrant délit, avait tiré en direction des gendarmes n'a été condamné qu'à un mois de prison avec sursis et 700 francs d'amende.

Les contrevenants appartiennent à tous les milieux. Les « Porches » voisins avec de vieilles « 4 L ». Chaque tourterelle qui passe est accueillie par une pétaude nourrie. Rare sont celles qui tombent. La plupart filent à tire-d'aile vers le fleuve.

La Fédération départementale des chasseurs de la Gironde, la plus nombreuse de France, aime à rappeler qu'elle compte quatre-vingt-dix mille porteurs de permis et qu'elle représente donc environ 20 % du corps électoral girondin.

Les protecteurs de la nature doivent en prendre acte. Le calendrier électoral ne leur est décidément pas favorable en 1981 : les deux tours de l'élection présidentielle devraient avoir lieu le 26 avril et le 10 mai, juste avant le passage des tourterelles. Ils espèrent pourtant qu'une fois passée cette échéance les irrépressibles républicains finiront par céder et abandonner une pratique condamnée par les conventions européennes.

Ile-de-France

A la commission du Vieux Paris

COMMENT LOGER BÉJART A CHAILLOT ?

Lors de sa dernière réunion, la Commission du Vieux Paris a entendu le rapport présenté par M. Bruno Foucart, professeur d'histoire de l'art à l'université de Paris X-Nanterre, sur les projets de transformation du Palais de Chaillot.

Le 21 juin 1979, on apprenait que le ministre de la Culture et de la Communication se proposait d'installer le Centre international de la danse dirigé par Maurice Béjart dans les bâtiments du Musée des monuments français abrités dans le Palais. Un comité de sauvegarde du musée fut créé aussitôt, et le ministre chargea M. Faugeron, architecte en chef du Palais de Chaillot, d'étudier un projet de « restructuration » de l'ensemble.

L'architecte se trouvait devant une grande difficulté : comment déloger les 2 000 mètres carrés nécessaires à l'installation du Centre sans toucher au musée ? Il faut aussi se souvenir que ce musée a été récemment classé monument historique.

M. Faugeron a prévu de surélever la galerie extérieure de l'aile nord du Palais en remontant de 4 mètres au-dessus de la corniche le toit de la galerie d'exposition. Cette surélévation sera masquée extérieurement par une adjonction de l'aile nord sera répétée à l'aile sud. M. Bruno Foucart, en faisant remarquer que la Bourse, construite par Brongniart, a subi elle aussi, en 1908, des adjonctions qui n'ont pas porté atteinte à l'aspect d'ensemble du bâtiment, a indiqué que, à son avis, le projet de M. Faugeron ne prévoit aucune destruction et n'altère pas l'aspect général de l'édifice. En adjoint au Palais de Chaillot un Centre national de la danse, il est certain, en outre, qu'on enrichit le patrimoine culturel parisien et français.

Cette surélévation de la Commission du Vieux Paris a émis le vœu que l'hôtel Donon, rue Elzévir, dans le Marais (le Monde du 10 juin), soit classé monument historique. Les travaux de restauration de ce remarquable bâtiment du seizième siècle commenceront avant la fin de l'année. — A. J.

HEURS ET MALHEURS DES PARCS NATURELS

Le Vercors tente de concilier archéologie tourisme et mise en valeur économique

Vassieux. — C'est un étrange musée qui vient d'être inauguré dans le parc régional du Vercors par le préfet de la Drôme. Sous un hall sans fenêtres, des projecteurs rasants éclairent un champ de cailloux. Explication, cet amoncellement de silex bleutés découverts sous quelques centimètres de terre par un préhistorien local, le Dr Michel Malenfant, est le plus vieux atelier de France.

Ici, il y a quatre mille ans, nos arrière-grands-pères du néolithique exploitaient un filon de silex d'exceptionnelle qualité. Travaillant

à la chaîne, ils en tiraient de longues lames qu'ils vendaient ensuite dans les plaines d'alentour. Puis un jour, battus par la concurrence des fondeurs de lames en métal, ils ont tout abandonné : matériaux, outils, copeaux de pierre. Ce sont les vestiges de cette usine primitive que l'on peut voir aujourd'hui à Vassieux.

Pour la première fois en France, un musée de préhistoire montre ses trésors non dans des vitrines poussiéreuses mais sur le terrain même. L'émotion excite la curiosité : les explications n'en sont que mieux reçues.

De notre envoyé spécial

directe à la ferme, à créer un service de remplacement pour les éleveurs qui doivent s'absenter, à équiper pour stocker les céréales et le lait, il a contribué à tracer 100 kilomètres de circuits de randonnée et des sentiers écologiques. Grâce à lui les foyers de ski de fond se sont multipliés et le parc qui serait un véritable donjon équipé d'une cinquantaine d'hôtels.

Refuges, maisons du parc dotées de dortoirs, auberges et gîtes ruraux, centre de vacances ont poussé un peu partout, accroissant les capacités d'hébergement du massif. Pour les amateurs de ski de fond le Vercors est devenu le paradis de la neige de France. Mais les grimpeurs, les spéléologues et les randonneurs eux aussi sont de plus en plus nombreux.

Devant cet afflux, les communes ont dû tracer des routes, renforcer la distribution d'eau potable, construire des stations d'épuration. Grâce à cela, elles ont bénéficié en dix ans de subventions spéciales se montant à 4,5 millions de francs.

Le parc a créé un service de conseil architectural pour lequel travaillent douze consultants. Ils ont évité au plateau bien des outrages. Après de longs atermoiements douze communes ont enfin accepté le principe d'une réserve naturelle qui couvrirait 20 000 hectares dans la partie la plus sauvage du massif. Et surtout, dans les maisons du parc consacrées à la préhistoire, on insiste sur la protection des plantes, des grottes, des sites archéologiques.

Mais le bilan du parc ne peut se mesurer seulement à cet échellonnage d'actions « touche à tout ». Son côté, le plus positif, est sans doute qu'il a servi de révélateur aux personnalités les plus dynamiques du plateau. Ainsi, M. Yves Pilet, professeur de géographie, maître de Pont-en-Royans, conseiller général (P.S.) de la Drôme, est devenu président du syndicat mixte de gestion du parc. Deux fois l'an se réunissent autour de lui les représentants de cinquante communes, des deux départements

« Nous ne sommes pas des Indiens »

Tout justifiait que l'on protège et que l'on mette en valeur ce territoire exceptionnel. Le premier projet de parc national date de 1939. Mais les paysans du Vercors ont refusé pendant longtemps qu'on transforme leur pays en une réserve d'Indiens. Et ce refus a été maintenu jusqu'à ce que l'on ait fini par accepter, en 1970, la création d'un parc régional. Sa mission est triple : préserver les richesses naturelles et culturelles du plateau, accueillir les « étrangers », maintenir et développer les activités locales. Fort de dix-sept personnes, doté d'un budget de 7 millions de francs en 1980, le parc a accompli quelques années de fonctionnement n'a pas à rougir de son bilan. Il a incité les agriculteurs à se grouper, à pratiquer la vente

Un virage

Le parc du Vercors est en train de prendre un virage. Jusqu'à présent, préoccupé par la protection et d'accueil, il voudrait à présent promouvoir les activités économiques sans lesquelles la vie ne peut se maintenir. Dans le village le parc rachète une ancienne scierie pour y installer trois artisans. A La Chapelle, il intervient pour éviter la fermeture d'une fabrique de matériel électrique et l'inciter à doubler l'effectif de son personnel. Dans le Royans, les industries qui tournent le bois et emploient quatre cent cinquante personnes ne trouvent plus d'apprentis. Le parc a contribué à créer une filière de formation pour conducteurs de machines à bois. Les quinze premiers élèves sortront cette année.

« Les parcs régionaux sont-ils ou non des instruments d'aménagement fins comme on le prétend, demande M. Yves Pilet, président du parc. Nous rêverions de ce type et pour atteindre nos objectifs de revitalisation économique du massif, il nous faudrait 1 million de plus par an. Or l'Etat et la région ne nous ont pas les crédits. Nous voulons l'animation et des emplois orphelins. »

« Orphelins », les habitants du Vercors l'étaient bien davantage au temps des tailleurs de silex du néolithique. Ils le furent encore lors des tragiques épreuves de la Libération, en 1944. Pourtant, ils sont toujours là, plus nombreux et plus entreprenants que jamais. Comment pourrait-on se laisser aller au découragement lorsque l'on a cent mille ans de vie derrière soi ?

MARC AMBROISE-RENDU.

Champagne-Ardenne

CORRESPONDANCE

Le « monstre » nucléaire de Chooz

Accidents matériels et implications diplomatiques

Après notre article intitulé « Le monstre de Chooz fait trembler deux pays » (le Monde du 23 juin), nous avons reçu de nos lecteurs plusieurs précisions concernant l'actualité centrale nucléaire et le projet de construction de quatre nouveaux réacteurs sur le même site. M. J.-C. Lamy, administrateur de la société Framatome, nous écrit :

Ce n'est pas au cours d'une inspection de routine que l'incident survenu au réacteur de Chooz, en 1968, a été découvert. En fonctionnement normal un blocage d'une barre de contrôle a conduit à la mise à l'arrêt volontaire de la centrale et à un examen approfondi de la cuve du réacteur. L'intégrité de la cuve n'a jamais été mise en défaut et aucun organe de la cuve n'a été endommagé. Les dommages qui ont été constatés portaient sur des ruptures de vis de pièces mécaniques internes à la cuve du réacteur.

Les causes de cet incident ont été étudiées et une investigation extrêmement approfondie. Les conditions de sa réparation ont fait l'objet de nombreuses recherches et de vérifications sur modèles de la validité des solutions

envisagées. L'ensemble des recherches, des essais, de la réparation et de la remise en service a duré deux ans. Un grand nombre de techniciens américains, belges et français de toutes spécialités y ont contribué. L'examen de sûreté des solutions retenues a été effectué par des spécialistes français, belges et européens puisque la centrale de Chooz avait été construite avec une aide de l'Euratom. De nombreux rapports ont été publiés, et plusieurs commissions ont été faites dans différents congrès internationaux. C'est dire que le monde entier était au courant de cet incident et de sa nature dès 1968, et que les enseignements à en tirer ont été largement diffusés.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que l'ouvrage tout à fait achevé, l'origine de l'incident, les réparations effectuées, les contrôles après remise en service et les résultats d'une année d'exploitation figurent l'objet d'une communication détaillée présentée à Genève à la quatrième conférence internationale des Nations unies sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques en septembre 1971.

Echanges franco-belges

Pour sa part, M. Jean-Pierre Cabouat, du ministère des affaires étrangères, nous écrit : La première centrale de Chooz, mise en service en 1967, bien acceptée des deux côtés de la frontière, est franco-belge, tant pour sa construction que pour son exploitation. La future centrale française, elle, donne lieu de fait à une coopération différente mais très active : réunions intergouvernementales (octobre 1979 et avril 1980), échanges de documentation, information précoce sur les étapes de procédure, entretiens entre experts, introduction dans notre étude d'impact des éléments que les Belges pourront nous fournir concernant leur territoire, dépôt d'observations par les citoyens belges sur les registres d'enquête publique (après que nous ayons souligné cette possibilité en avril aux autorités belges). La partie belge semble à ce stade

satisfait de ces initiatives, et nous l'a à plusieurs reprises fait savoir. D'autre part, la France a fourni à la Belgique une importante quantité de données actuellement disponibles (le projet est en cours à un stade préliminaire, puis les travaux commenceront en 1981 seulement), données qui, pour certaines, valent garanties (limites légales et réglementaires des rejets radioactifs, prescriptions de sécurité valables dans toutes les centrales françaises...). Elle a assuré la Belgique d'une compensation des prélèvements d'eau en Meuse en période d'étiage, ceci pouvant déboucher sur une convention bilatérale. La France a encore accepté le principe d'une coopération dans le domaine de la sécurité, le moment venu : cela va dans le sens des deux préoccupations majeures des autorités belges.

Limousin

LES ORDURES DE LA CORRÈZE INDEXÉES SUR LES PRIX DU PÉTROLE...

(De notre correspondant.)

Brive. — M. François Delmas, secrétaire d'Etat à l'environnement, a visité au début de la semaine à Brive, en Corrèze, une usine qui a déjà reçu des techniciens du monde entier et notamment des Etats-Unis, d'Argentine et d'Union soviétique. Il s'agit d'un ensemble d'installations qui incinèrent les ordures ménagères et traite les eaux usées. Il a été créé en 1975 après que Jean Charbonnel (R.P.R.), maire de Brive, eut fait en faveur de ce projet une campagne auprès des municipalités de son département et des départements voisins, Lot et Dordogne notamment.

Cette usine régionale brûle aujourd'hui dans ses deux fours plus de 42 000 tonnes de déchets, c'est-à-dire les ordures ménagères de deux cent mille habitants répartis sur soixante communes. Le conseil municipal de Brive, qui ne peut plus répondre à la demande des communes, a décidé la construction d'un troisième four, qui sera mis en service dans dix-huit mois.

L'installation permet de récupérer la vapeur et de la vendre à une industrie briviste spécialisée dans la fabrication de petits pots d'aliments pour bébés et travaillant pour l'exportation. Comme dit Jean Charbonnel, le prix de la vapeur étant indexé sur celui du pétrole, chaque nappe des emirs rend plus précieuses encore les ordures ménagères de la Corrèze.

ALAIN GANAN.

● Editorial : sur les pas des douaniers. — Sur les 600 kilomètres de cheminement, dont 800 de sentiers dits « du douanier » (qui permettaient autrefois d'effectuer la surveillance des côtes), sont accessibles aux promeneurs. C'est ce qu'a indiqué M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, en inaugurant, le 11 juillet, un tronçon de 7 kilomètres aboutissant à la célèbre pointe du Hoc (Calvados).

Les défenseurs de la nature s'inquiètent pour l'Ariège

Alors que continue l'enquête publique sur le projet de création d'un parc national dans l'Ariège (le Monde du 17 juin), la Fédération française des sociétés de protection de la nature, dans une lettre adressée au préfet du département, se déclare opposée au projet actuel.

Elle appuie son refus sur trois arguments. D'abord les procédures sont entachées d'irrégularité. Lorsque le conseil national de protection de la nature a donné un avis favorable au lancement de l'enquête publique le quorum n'était pas respecté.

Ensuite les limites du parc sont insatisfaisantes. Ainsi, « la zone centrale est parfois réduite à une étroite bande de terrain de haute altitude là où il serait nécessaire d'assurer la protection de la moyenne montagne. Des biotopes à ours sont restés en zone périphérique (comme cela s'est déjà produit dans le parc des Pyrénées). Attendra-t-on, demande la F.F.S.P.N., la disparition de cette espèce pour assurer avec efficacité cette mission essentielle. »

Enfin l'organisation et la réglementation du futur parc prêtent à critique. Ainsi le maintien de la chasse en zone centrale sur les 100 000 hectares du parc national n'a pas sa place dans un parc national digne de ce nom d'autant plus qu'elle n'est accompagnée d'aucun contrôle scientifique sérieux », dit la F.F.S.P.N. Elle souligne que l'on pourra également rechercher et exploiter des mines et des carrières dans le parc. Quant au conseil d'administration il ne fait qu'une place minime aux protecteurs de la nature.

La fédération rappelle que c'est le président de la République lui-même qui avait demandé en 1978 un rapport sur les sciences de la vie et la société, rapport qui insistait sur la nécessité de conserver le potentiel génétique des espèces vivantes. Or le projet de parc de l'Ariège, « l'un des éléments majeurs de la conservation des espèces végétales et animales, ne permettra pas d'assurer avec efficacité cette mission essentielle. »

TROP DE MONDE TROP D'APPÉTITS

LES GARDES GROGNENT

Les parcs nationaux sont en danger. Telle est en substance la constatation faite par le syndicat C.F.D.T. du personnel des parcs nationaux, qui représente 90 % des 250 employés dans la Vanoise, les Ecrins, les Pyrénées, les Cévennes, le Mercantour et l'île de Port-Cros. Au cours d'une conférence de presse réunie il y a quelques jours à Paris, les représentants syndicaux ont énuméré leurs difficultés.

L'intégrité des parcs est de plus en plus ardue à faire respecter, car trop de pressions locales s'exercent pour obtenir des dérogations concernant des remontées mécaniques, des routes, des lotissements. Les services publics eux-mêmes comme l'O.N.F., E.D.F., les P.T.T. et les ports et chaussées agissent dans les parcs « comme autruches, sans tenir compte des impératifs de protection de la nature ». Une spéculation effrénée sévit dans les zones périphériques des parcs, et ceux-ci sont soustraits à un piétinement excessif pendant l'été.

Les gardes craignent que toute de crédits et d'attention leur rôle scientifique et pédagogique ne disparaisse au seul profit du gardiennage. Pour appuyer leurs revendications, les agents des parcs déclencheront plusieurs actions au cours de l'été : distribution de tracts, campagne d'affiches et, éventuellement, mouvement de grève.

OTO

prochain tirage

CLOTURE des JEUX

MERCREDI APRÈS-MIDI

Le Monde

économie

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Quatre sociétés contrôlées par la compagnie des chemins de fer vont être «dénationalisées»

De notre correspondant

Londres. — Six ans après la dernière grande vague de nationalisation britannique, le gouvernement britannique vient de faire un pas décisif dans le sens de la privatisation des entreprises publiques, celle qu'elle a été annoncée dans le programme électoral du parti conservateur. M. Norman Fowler, ministre des transports, a annoncé, lundi 14 juillet, aux Communes, d'un projet gouvernemental visant à dénationaliser dans les deux ou trois prochaines années quatre sociétés affiliées à la British Rail (B.R.), la compagnie des chemins de fer britanniques. Il s'agit de la société des ferryboats Sealink Royaume-Uni, de la compagnie de transport par autobus Sasseport et de deux organismes chargés de la gestion de vingt-neuf hôtels appartenant à B.R. et de six diverses autres propriétés. La B.R. elle-même, la compagnie Sealink, dotée de cinquante et un navires, sera la première filiale de B.R. à être offerte au secteur privé. La valeur totale des actifs mis en vente sera d'environ 300 millions de livres et l'on estime à 200 millions la part qui reviendra à B.R. La compagnie nationalisée sera autorisée à conserver une participation minoritaire dans chacune des compagnies.

M. Fowler a déclaré que B.R. contrôlerait complètement la société de portefeuille qui sera créée pour contrôler et organiser les activités des quatre sociétés. En cela le projet présenté lundi par le ministre des transports diffère de façon notable du plan de privatisation avancé en février, lequel prévoyait une participation privée au holding. Les observations venaient dans ce changement une victoire pour Sir Peter Parker, président de B.R. et pour les syndicats qui ont toujours combattu les projets gouvernementaux visant à séparer complètement B.R. de ses filiales. Le projet de loi définitif sera présenté aux Communes lors de la prochaine session parlementaire, qui débutera en novembre.

Les députés travaillistes ont réagi avec colère aux propos de M. Fowler, qu'ils accusent de «gaspiller des ardoises». Le ministre s'est défendu en insistant sur le fait que B.R., grâce à ses participations dans les quatre compagnies, percevrait une partie des bénéfices réalisés par l'ajec-

tion de capital privé. Quant aux parlementaires conservateurs, ils ont accueilli le projet gouvernemental de manière favorable, mais sans enthousiasme, tant il est vrai qu'il est loin de la dénationalisation complète demandée par de nombreux députés tories. De son côté, le Financial Times considère que la décision du gouvernement constitue «une victoire du bon sens économique sur la rigidité idéologique».

Par ailleurs, la compagnie British Airways a fait savoir lundi qu'elle devrait également procéder à la vente d'actifs si elle voulait éviter de sérieuses difficultés financières. On s'attend en outre que le gouvernement annonce avant la fin de l'été que l'administration des postes et la B.N.O.C. (compagnie chargée de l'exploitation du pétrole de la mer du Nord) suivront la même voie. Enfin, le Daily Mail croit savoir que le gouvernement a l'intention de confier à des entreprises privées une partie des services hospitaliers, notamment les services d'entretien. (Interim.)

L'Australie et la Communauté européenne tentent d'atténuer leur différend agricole

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'achat d'Airbus par l'Australie actuellement à l'étude (1) dépendra des efforts que consentiront les Européens pour rendre moins protectionniste la politique agricole commune. C'est ce que vient d'indiquer M. Malcolm Fraser, le premier ministre australien, à M. Willem Holikamp, le vice-président de la Commission européenne chargé des relations extérieures, à Tokyo, où ils se sont rencontrés la semaine passée. M. Holikamp, qui a répété ces propos lors d'une conférence de presse tenue lundi 14 juillet à Bruxelles, a cependant estimé que l'intention des Australiens n'était pas d'exercer par ce biais une pression sur les Européens. Ses collaborateurs ignorent si M. Fraser faisait allusion à des Airbus déjà commandés par une compagnie intérieure australienne ou bien à un nouveau contrat.

Les Australiens dénoncent depuis longtemps les méfaits de la politique agricole commune qui s'est soldée pour leurs exportateurs de produits laitiers, de viande de bœuf et de sucre par la perte partielle du marché britannique et par une concurrence accrue sur les marchés des pays tiers (du fait des subventions accordées par Bruxelles pour exporter les excédents communautaires). Les Australiens redoutent de connaître les mêmes déboires avec leurs exportations de viande de mouton, maintenant que les Neuf se sont dotés dans ce secteur d'une organisation commune de marché. M. Gundlach, le vice-président de la commission chargée des affaires agricoles, se trouve depuis le début de la semaine à Canberra pour délibérer avec les Australiens sur les modalités d'un accord d'autolimitation : la C.E.E. qui produit moins de viande de mouton qu'elle n'en consomme, veut bien continuer à acheter une partie de ses besoins à l'extérieur, et notamment en Australie et en Nouvelle-Zélande, mais entend aussi ne pas être submergée par un accroissement des importations.

M. Fraser a répété à M. Holikamp.

La consommation intérieure diminue

L'INDUSTRIE DE LA CONFISERIE EN DIFFICULTÉ

Rapportée par la diminution de la consommation intérieure et des exportations de confiserie, la société Cadbury Schweppes a annoncé sept cents licenciements, sur cinq mille salariés, à son usine de Gournay. Des négociations sont en cours pour réduire la durée du travail des deux mille six cents employés de l'usine de Bristol. D'autres fabricants britanniques sont également touchés par la baisse des ventes de la confiserie, qui avait atteint 6 % en volume au deuxième trimestre de 1979, du fait du relèvement de la T.V.A. ; cette baisse se serait prolongée au début de l'année 1980 du fait de la diminution du pouvoir d'achat des Britanniques, estime l'Association de l'industrie du cacao, du chocolat et de la confiserie. En 1979, en outre, les exportations de confiserie sont tombées à 269 millions de livres, contre 215 millions en 1978.

CONSUMMATION

POINT DE VUE

Tempête sur les médias

par MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET (*)

Il s'en passe des choses, dans le secteur où l'exercice de la vocation de publicitaire. Au cœur de cette société de changement perpétuel qu'est la société industrielle, la technologie de la communication est sans doute le domaine qui a subi les plus profondes transformations les plus décisives. Je les ai toutes vues défiler, depuis cinquante-trois ans que je fais ce métier. Et ce n'est pas fini.

Quand je suis entré dans la carrière, en 1927, le monde était à peu de chose près dans l'état où mes parents, mes grands-parents l'avaient trouvé, malgré l'avènement récent de la machine et la grande déchirure de la guerre de 1914-1918. Au niveau du quotidien, peu de choses avaient changé. Montmartre, où j'ai grandi, était toujours la même Montmartre qu'autrefois, avec ses rues familières, son bazar municipal armé de grandes moustaches et d'un balai de boue, et l'espèce de communauté villageoise où tout le monde connaissait tout le monde.

Le monde, avec tout ce qu'il a d'excitant et de cruel. En restant le lieu et la richesse sous les yeux des moins nantis, elle rend possible la prise de conscience mais généralise le désir et la frustration. «J'en veux beaucoup à la télévision», disait récemment à l'antenne, un vieux paysan au sociologue Michel Crozier.

Je vais mourir en me rendant compte à cause d'elle qu'il y a tellement de choses que je ne saurais jamais. Les enfants lui doivent d'être mis très tôt en contact avec les dures réalités de l'existence, mais ce sont des réalités passées au tamis de l'illusion dramatique. Et si la vie politique en France est devenue une parade, avec des leaders qui sont d'abord des hommes de spectacle, c'est principalement à cause du grand show télévisé qu'est une campagne électorale. Et cette façon qu'a l'homme moderne de se brancher, le soir venu, sur un appareil à images et à sons, pour affiner ses rêves, tient de la névrose.

Jusqu' alors à sans unique, entre la télévision et le téléspectateur, une part d'initiative très large pour celui-ci en l'instant à devenir le régisseur de ses propres plaisirs. En même temps, la micro-informatique et la télématique rendront possible l'accès individuel à des banques de données de données de données, avec le surcroît de facilité et d'autonomie, mais aussi les dangers que cela comporte.

Les gens y trouveront des possibilités nouvelles de gérer leurs loisirs, leur recherche d'emploi, leur retraite, leurs impôts, leur vie pratique en général. Mais ce ne sera pour eux qu'une façon de répondre à une pression bureaucratique sans cesse élargie. Le combat moderne de l'administré avec l'administration ressemble à la vieille histoire de l'otage et de la cuisinière : chaque fois que celle-ci se renforce, la pénétration de celui-ci se fait plus grande. Sans oublier que les stocks d'information ainsi mis à la disposition du public seront de plus en plus contrôlés et contrôlés. En somme, il arrive au marché de la consommation le même phénomène que connaissent tous les marchés de grande consommation : la distribution devient sans cesse plus performante, avec des grandes surfaces et des livres-services où l'éventail du choix est considérable ; mais la production s'industrialise et s'uniformise sans cesse davantage. C'est la diversité grâce à l'uniformité. Notre époque tient dans ce paradoxe. Et chaque jour nous avons un défi à relever pour que les exigences de cette uniformité ne vengent pas la liberté qu'octroie cette diversité.

Comme un film accéléré

Et puis les mass media sont arrivés. Pas seulement la radio, le cinéma, le téléphone, la télévision, le magnétophone. Mais plus largement tout ce qui sert de médium — d'intermédiaire — entre l'homme et le monde : l'automobile et l'avion, qui lui servent à se déplacer ; les robots ménagers et les détergers, qui lui permettent d'économiser du temps et de la fatigue ; les produits de grande consommation, qui lui apportent l'abondance ; les grandes surfaces, qui lui fournissent la profusion du choix, et même les sondages, qui lui tendent le miroir dont il a besoin pour s'identifier. Pour quelque chose comme moi, qui ai la chance de voir se dérouler cette période comme un film accéléré, cela tient du miracle.

La diversité grâce à l'uniformité

Dans l'ensemble, les mass media diffusent une information et une culture à la fois anonymes, asseptisées et autoritaires, dans lesquelles l'individu a de plus en plus de mal à se reconnaître. D'où un certain nombre de réactions dont l'importance et l'intensité sont à la mesure de ce problème. C'est la prolifération des petits journaux et des revues spécialisées, c'est l'impact de la presse régionale, départementale, voire locale qui, parlant aux gens de leur environnement de leur territoire, des vraies choses de la vie en somme, leur permet plus qu'aucune autre de trouver une identité. Et c'est aussi, dans le même sens, la revendication croissante vers des radios «libres» émettant à l'échelle de la ville, du quartier ou de l'entreprise. Nous ne pourrions pas éternellement ignorer ce dernier problème. Nous ne pourrions pas non plus à perpétuité continuer d'offrir aux téléspectateurs un choix aussi restreint, donc aussi contraignant, en refusant la diversité et la créativité que pourrait apporter une télévision privée. Nous le pourrions même moins qu'il s'agit déjà d'un combat dépassé et que la technologie s'apprête à bouleverser les données du problème en apportant, comme souvent, le pire et le meilleur.

D'une part, les satellites vont faire éclater les zones géographiques et aller dans le sens d'une européanisation, voire de la mondialisation de la communication, le rendant encore plus générale, plus distante, plus difficile à personnaliser. D'autre part, le magnétophone et le vidéo-disco, en permettant d'enregistrer ou de stocker des images, fourniront à chacun la possibilité de sélectionner ses programmes sur mesure. Ils introduiront dans les relations

Le bon vieux bouc émissaire

Quel est le bilan ? Sommes-nous plus heureux ? Et quelle part la publicité peut-elle revendiquer dans les réussites comme dans les échecs ? La réponse que je fais aujourd'hui est sans doute différente de celle que j'aurais faite il y a vingt ans, dans l'euphorie de la croissance continue. Mais, depuis longtemps, je vois le bouc émissaire le ver dans le fruit et je l'ai dit souvent ici même : la possession des objets ne fait pas le bonheur si en même temps n'est pas enseigné leur usage.

Quant à la publicité, elle joue, bien sûr, son rôle favori : celui de bouc émissaire. On l'accuse d'être la cause de tous les maux. Une enquête menée en 1973 dans sept pays d'Europe auprès des jeunes de quinze à vingt-cinq ans a révélé de leur part un manque général de compréhension (surtout dans les pays d'Europe allemande) à l'égard de la fonction économique de la publicité. La publicité est mal aimée d'eux, considérée comme mauvaise, coûteuse pour le consommateur, inutile au progrès, perverse dans ses effets coercitifs.

(*) Président de Publitalia.

Raisons d'une morosité

Au risque d'étonner, il me semble que je les comprends, ces jeunes. Ils arrivent dans un monde que nous n'avons pas su leur rendre désirable, et où il est inévitable que la promesse publicitaire leur apparaisse particulièrement disproportionnée. Cela pour différentes raisons.

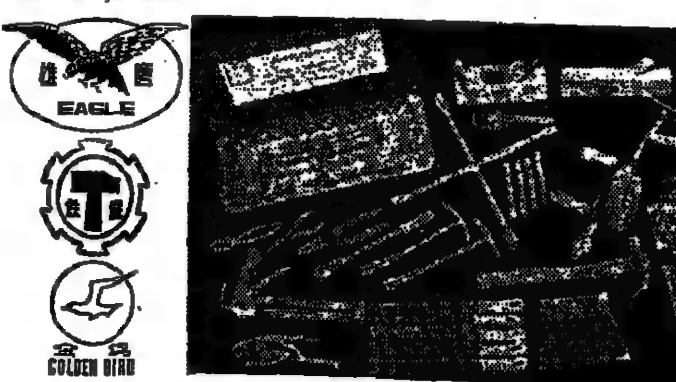
Mais je voudrais aujourd'hui les faire passer derrière celle qui les résume toutes. Je veux dire la transformation profonde que les médias (au sens où nous avons employé ce mot tout à l'heure) ont apportée et s'apprêtent à introduire dans les relations de l'homme avec lui-même, avec son entourage. D'une façon générale, tous les prolongements technologiques dont nous sommes aujourd'hui dotés nous éloignent des choses. Défiler à 130 à l'heure, en voiture, le long d'un paysage qui n'est plus qu'une abstraction, est une occupation toute différente de celle qui consistait, à pied, à cheval ou à vélo, à mériter chaque détour de la route, chaque nouveau point de vue.

Désormais, la plupart des hommes et des femmes, dans l'entreprise comme au foyer, perdent un certain contact avec les choses de la vie, au profit de ce qu'il faut bien appeler une représentation. Je pense notamment à la télévision, qui est pour beaucoup dans ce divorce. Elle remplace la lecture et la conversation. Mais en même temps, elle apporte à domicile le spectacle du

Pour tout travail manuel les outils de DALIAN

Les outils de marque «GOLDEN BIRD», «EAGLE» et «HAMMER» exportés par notre corporation sont faits d'acier de première qualité, pour usage durable, avec emballage attrayant, la qualité est supérieure et le style élégant.

Tous renseignements ou commandes concernant ces produits de marque sont les bienvenus.



Exportateurs :

CHINA NATIONAL MACHINERY IMPORT & EXPORT CORP.

Succursale de Dalian

145 Stalin Road Dalian, Chine

Adresse télégraphique : «MACHIMPEX» Dalian

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt en date du 5 février 1980, la Cour d'Appel de Versailles a condamné LOYER François, Raymond, Marie, demeurant 23, rue de la République, 92100 Colombes (92), gérant de fait de la S.A.R.L. FINLO, dont le siège est à Garches (92), à une amende de 5 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de documents comptables.

Par arrêt en date du 5 février 1980, la Cour d'Appel de Versailles a condamné VOISSEY François, José, demeurant à Boulogne-Billancourt (92), 21, rue de la République, 92100 Colombes (92), gérant de fait de la S.A.R.L. FINLO, dont le siège est à Garches (92), à une amende de 5 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de documents comptables.

Par arrêt en date du 18 décembre 1979, la 15^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné BISTROT Michel, né le 20 juillet 1928 à Bouilly-sur-Seine (52), industriel, demeurant à BOIS-COLOMBES (92), à une amende de 2 000 F d'amende pour fraude fiscale.

Par arrêt en date du 17 mai 1979, devenu définitif, la 7^e chambre de la Cour d'Appel de Versailles a condamné COHEN Louis, F.-D.G. de la Société GENEAL, POUDE FRANCO, demeurant 23, rue du Bel-Air, à Villeneuve (92), à la peine de 5 000 F d'amende pour publicité mensongère. A déclaré la Société GENEAL POUDE FRANCO, c. rue d'Alsace-Lorraine, à BILL-MALHERBE (92) civilement responsable. A ordonné la cessation dans le mois du prononcé du présent arrêt de toute publicité comportant l'allégation que YANO est «au point d'un fruit frais ou fraîchement pressé» ou quelque forme que ce soit d'un fruit quelconque en comportant l'illustration que YANO est une «boisson fruitée» ou entaillant le mot «soluble» par référence à un produit naturel lyophilisé tel que le café.

Par arrêt en date du 4 décembre 1979, la 8^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné : — GASTON Jean, né le 4 juin 1918 à Loriet (65), directeur de société, demeurant à Paris (92), 15, rue Princesse, à 1 an d'emprisonnement avec sursis, 20 000 F d'amende, pour fraude fiscale et possession d'écritures faussées. — EASLER Yolande, épouse Castel, née le 13 juillet 1927 à Saint-Gall (Suisse), président-directeur général, demeurant à Paris (92), 15, rue Princesse, à 1 an d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, pour fraude fiscale et possession d'écritures faussées.

icd institut technique du commerce et de la distribution

RECRUTEMENT IMMÉDIAT DE LA PROMOTION 80-82

L'I.C.D. (Institut technique du Commerce et de la Distribution) est une école de gestion spécialisée dans un secteur dynamique et en expansion : la distribution.

30 jeunes gens et jeunes filles, de niveau Bac à Bac + 2, âgés de 18 ans au moins, seront sélectionnés pour suivre, 2 ans de formation technique, organisée en alternance (1200 heures d'enseignement, 1200 heures en entreprise) en liaison avec les entreprises et les milieux professionnels, débouchant rapidement sur un diplôme et des postes de responsabilités.

L'admission est prioritairement réservée à des jeunes attirés par le concret, motivés par le commerce et l'animation des surfaces de vente.

Renseignements et inscriptions :

I.C.D., 11, rue Vite, 75017 Paris. Tél. : 766.23.80

Etablissement privé d'enseignement à but non lucratif

petite sur les médias

AFFAIRES

DEUX ANS APRÈS L'EFFONDREMENT DE BOUSSAC

Les Vosges semblent être redevenues un département attractif pour l'industrie

De notre correspondant

Epinal. — Il y a deux ans, les Vosges étaient en pleine crise. Boussac s'effondrait. Le 18 août 1978, le gouvernement publiait le programme de réajustement de l'économie du département appelé « plan Vosges ». On est aujourd'hui l'exécution de ce plan destiné à favoriser la « restructuration » d'une économie locale qui ne manquait cependant pas d'atouts.

L'industrie cotonnière a renforcé sa compétitivité et a bénéficié d'aides spéciales à l'investissement. Seize entreprises ont obtenu des primes pour un programme d'investissement dépassant 200 millions de francs.

En ce qui concerne l'industrie du bois, deux périmètres d'action forestière (autour de Senones et de Thilloit) ont été créés. Par ailleurs, une dizaine de prêts du Fonds forestier national ont été accordés pour la modernisation des scieries. Et, incontestablement, la décision la plus importante est relative à la construction d'un « centre de tel du bois millésimé » à Champ-le-Duc. 8 millions de francs seront affectés à cet investissement. Enfin, un effort a été mené en faveur du tourisme et de l'artisanat.

Les mesures d'incitation à la création d'emplois nouveaux se sont traduites par l'attribution de primes de développement régional : 80 millions de francs en 1979 au lieu de 52 millions de francs en 1978. Au premier semestre 1980, 36 primes ont été accordées pour 12 millions de francs, ce qui correspond à la création de 800 emplois et 654 millions de francs d'investissement.

En réalité, sur 1 425 emplois prévus, 572 ont déjà été effectivement créés. Au total, c'est 4 700 emplois nouveaux à terme qu'on peut escompter depuis qu'a été lancé le plan Vosges.

Au chapitre des infrastructures routières, le bilan est aussi apparemment satisfaisant. La première section de la déviation d'Epinal sera terminée fin 1981, la seconde en 1982. Les travaux de la RN 59 (le long de la Moselle) seront sans doute achevés d'ici à 1985.

En matière de zones industrielles, une subvention de 11 millions de francs va permettre la réalisation de sept zones dont deux sont déjà bien avancées.

En revanche, la remise en état du patrimoine immobilier des entreprises textiles ne se fait que très lentement (soixante-douze logements rénovés au lieu de cinquante prévus).

Outre ce dernier aspect, trois autres « points noirs » subsistent. A Epinal, une entreprise n'a pas tenu ses engagements d'emplois, la mise en place de la « filière bois-plâtre » se fait attendre, et, pour la formation professionnelle, les résultats sont décevants.

Pour les organisations syndicales, les entreprises créées ne permettent même pas d'enrayer l'hémorragie d'emplois. Elles entament le déficit à plus de huit cents postes de travail. Pour elles, le plan Vosges reste « un artifice politique », une « machine à sous » qui ne cesse de tourner. Mais le préfet, M. Gérard Prioux, note que le taux de chômage, dans les Vosges (4,9 %) est nettement inférieur à la moyenne nationale (8,5 %) et indique que « le rythme actuel des créations d'emplois, la mise en place des financements comme l'état d'avancement des travaux, démontrent bien que le programme de rénovation de l'économie vosgienne est largement entré dans les faits ».

Quant à M. Philippe Seguin, député (R.P.R.) de la circonscription d'Epinal, il ne dissimule pas son inquiétude devant la situation, économique et sociale du département. Il explique que trois mille emplois, dans le textile et le bâtiment, notamment, sont menacés à la rentrée.

« Des mesures de caractère national, d'autres de caractère régional s'imposent. Faute d'y recourir, le plan Vosges n'aurait fait que retarder certaines échéances. A l'avenir, si on s'y décide, il aura atteint ses objectifs ».

Une autre leçon se dégage de ces deux années d'application du plan Vosges, et concerne ses aspects humains. M. Seguin estime à ce propos : « Il y a des vaincus, des exclus du redéploiement. Et ceux qui, après avoir été licenciés, auront eu droit à une prime nouvelle, se trouvent d'un coup plus frustrés que ceux-ci, à son corps défendant, sera souvenu contraints de recourir à la formation d'adultes. Frustration d'autant plus ressentie qu'elle est aggravée par l'écroulement des structures psychologiques et même culturelles, qui ont été la caractéristique d'une certaine tradition industrielle ».

YVAN COLIN.

M. Monory veut retirer certaines prérogatives « corporatistes » à l'Association française des banques

Poursuivant sa politique de réforme des structures bancaires, M. Monory, ministre de l'Economie, fait préparer par ses services un projet de loi qui retirera aux organisations patronales bancaires l'Association française des banques (A.F.B.) et l'Association professionnelle des établissements financiers (A.P.E.F.) — certaines prérogatives d'ordre réglementaire qui leur ont été confiées, en 1941, sous le régime de Vichy, pour « moraliser » la profession et éviter les incidents. Depuis cette date, en effet, l'adhésion à l'A.F.B. et à l'A.P.E.F. est obligatoire de façon à permettre à ces deux organismes d'exercer leur pouvoir réglementaire, essentiellement le droit exclusif d'instruire le dossier de la création d'une nouvelle banque ou de son introduction sur le marché français, accompagné d'un avis motivé (mais consultatif) adressé au Conseil national du crédit, juge en dernier ressort. C'est ce pouvoir réglementaire que M. Monory, dans un entretien accordé au dé-

but de juillet 1980 à l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur*, qualifie de « corporatiste », jugeant sa conception « dépassée ».

A l'heure actuelle, l'A.F.B., par exemple, module ses « avis » sur deux critères. Le premier, dans le cas d'une demande d'admission ou de création d'une banque étrangère, est la garantie de réciprocité accordée par le pays d'origine : certains pays, comme l'Inde et le Brésil, n'autorisent pas les banques non nationales à s'établir chez eux. Le second est la nécessité d'assurer un certain contrôle sur l'origine des capitaux qu'utilisent les nouvelles banques, en particulier lorsqu'elles sont de provenance arabe. Par ailleurs, il n'est pas contestable que dans le passé l'A.F.B. a pu adopter une attitude corporative vis-à-vis, par exemple, du secteur national du crédit, juge en dernier ressort. C'est ce pouvoir réglementaire que M. Monory, dans un entretien accordé au dé-

Comment sortir du « pentagone magique », selon l'expression de M. Poly, président de la commission de l'agriculture pour la préparation du VIII^e Plan ? Essentiellement, semble-t-il, par un réajustement de la structure des dépenses de l'Etat et par un aménagement urgent de la politique agricole commune, lequel aménagement devrait faire, estime la commission, l'objet d'une proposition officielle de la France à ses partenaires.

Le pentagone, ce sont les cinq contraintes qui pèsent sur la politique agricole :

- Les grands équilibres économiques d'abord avec notamment la contribution de l'agro-industrie à la balance commerciale ;
- La saturation communautaire en de nombreux produits ;
- Le poids de l'enveloppe budgétaire consacrée à l'agriculture dans la Communauté ;
- L'augmentation du coût des facteurs de production, l'absence de compétitivité pour certaines productions, la formation insuffisante des agriculteurs, le ralentissement de l'exode agricole ;
- Le revenu des exploitants en baisse.

Ces cinq points n'est guère aisés. La problématique développée par le rapporteur, M. Vial, est la suivante : si comme nous l'avons nos partenaires européens, la France mène une politique de sélection des agriculteurs par les prix, c'est-à-dire que si, pour maintenir les prix, elle ne peut pas alimenter l'inflation, on n'augmente pas ou peu les prix agricoles, ce n'est pas l'agriculture qui bénéficie de la modernisation et d'investissement. L'exploitation petite ou moyenne, celle qui disparaît, mais les autres, celles qui restent, font de la politique de développement, de modernisation et d'investissement au cours des vingt dernières années.

Si l'on ajoute à cela le vieillissement de la population agricole, qui s'accroît à partir de 1950, compte tenu de la pyramide des âges particulière à l'agriculture, on aboutit à trois conclusions :

- 1) Il faut installer des jeunes pour anticiper le mouvement de vieillissement (et encourager les départs d'exploitants âgés), accroître les investissements collectifs, améliorer les conditions de vie, augmenter les prix d'une façon compatible avec les contraintes budgétaires européennes.
- 2) Il ne faut pas que si la France choisit de continuer à développer son agriculture, c'est un objectif clairement affirmé par le Plan : gagner les parts de marché nécessaires à l'exportation, préserver la sécurité alimentaire de la France et de la Communauté, reconquérir le marché intérieur pour certaines productions favorisant la reconstruction des industries alimentaires qui dépendent, face à la distribution, retrouver une plus grande puissance.
- 3) Second objectif : les investissements intellectuels avec, la Commission le souligne, une priorité pour la recherche. Enfin, le rapport avance l'idée d'une régio-

SELON LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE

La France doit rapidement proposer un aménagement des mécanismes de la politique communautaire

Une réforme de la fiscalité

La commission expose alors ce qu'elle appelle les « conditions » de ces actions : première consiste à demander aux agriculteurs un effort contributif plus important pour le financement des dépenses sociales, à condition que le gouvernement ne se désengage pas à une concurrence des efforts faite, maintienne son effort financier global en faveur de l'agriculture, le réorientant vers les investissements productifs.

En dépit de la difficulté de l'exercice, la disproportion entre les masses budgétaires en cause ne peut pas être ignorée. Elle est d'ordre économique, même si elle ne permet de réduire que de quelques points le coût budgétaire des dépenses de protection sociale, permettrait, si elle est intégralement répercutée sur les seules aides à l'investissement et à la production, d'augmenter très sensiblement ces dernières. La commission précise que l'assiette de ces cotisations doit être revue pour parvenir à un assujettissement plus équitable.

La réorientation passe aussi par une réforme de la fiscalité agricole directe, avec une généralisation progressive de l'impôt sur le revenu réel, le forfait collectif n'étant plus maintenu pour les petites exploi-

tations. « A l'heure actuelle, les systèmes d'imposition des revenus agricoles est tel qu'il se solde par une « dépense fiscale », un manque à gagner en ressources pour la collectivité extrêmement élevé, jouant comme une subvention au revenu distribué de manière aveugle et profondément inéquitable. » Le rapport note encore que l'intérêt d'une fiscalité réelle n'est pas seulement négatif. Elle permettrait aussi de jouer avec les seules mesures nationales qui restent disponibles dans le contexte de la Communauté, c'est-à-dire les incitations fiscales à l'investissement, permanentes ou conjoncturelles.

Enfin, la commission propose un aménagement de la politique agricole commune. « Les difficultés actuelles de la PAC viennent d'abord du fait que celle-ci a largement atteint certains de ses objectifs » et que « les mécanismes d'organisation des marchés ne sont plus adaptés à cette situation ». Elle vient aussi du fait que ces mécanismes de régulation n'ont pas été appliqués à la totalité des productions, que la construction européenne est limitée à la seule agriculture, et qu'enfin les difficultés économiques générales ont révélé les inerties particulières, au détriment de la Communauté, de la France. La commission affirme clairement qu'« il n'existe pas de politique alternative cohérente » et qu'« il n'y a pas de politique nationale de rechange », le soutien des revenus dans un pays agricole comme la France par des transferts budgétaires étant impossible.

également contre la limitation des quantités produites, par exploitation ou par pays, solution parfois avancée pour résoudre les problèmes de la PAC. Ce système de quotas, idéal en théorie, difficile à mettre en œuvre dans la pratique, est surtout, estime-t-elle, incompatible avec la volonté d'expansion affirmée pour le secteur agro-alimentaire confinant l'agriculture des Neuf à l'auto-suffisance. Le rapport propose alors que les agriculteurs participent financièrement aux coûts de l'exportation. Sous deux formes possibles : des taxes de responsabilité progressives (comme il en existe pour le lait) et un mécanisme de différenciation des prix garantis. Le prix plein serait garanti « à la portée de la production qui correspond globalement aux besoins du marché communautaire (incluant les stocks nécessaires à la régulation de l'approvisionnement intérieur et certains courants d'exportation déjà existants) les taxes ou prix dégressifs s'appliquant à la production supplémentaire ». « Cette proposition, précise la commission, n'a de sens que si sa mise en œuvre s'accompagne d'un renforcement de la préférence communautaire et de autres principes fondateurs de la PAC. La France devrait donc prendre une initiative solennelle » dans ce sens.

Le plan est prévu pour cinq ans, mais l'Etat ne dispose plus que de neuf mois, avant la prochaine négociation des prix agricoles, pour prendre, s'il le souhaite, cette initiative.

J. G.

CONJONCTURE

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

M. Barre : les « gentils » et les « beaux parleurs »...

Le lundi soir 7 juillet, au cours de l'émission « Cartes sur table », d'Antenne 2, M. Raymond Barre déclarait à Jean-Pierre Elkann et à Alain Duhamel, qui l'interrogeaient : « Avec vous, qui êtes si gentils, pourquoi voulez-vous que je sois en colère ? »

Le premier ministre n'aura pas non plus l'occasion de s'irriter en lisant, cette semaine, les commentaires de l'éditorialiste du *NOUVEL OBSERVATEUR*. « Dans l'hypothèse où il existerait une alternative de relance à la politique de M. Barre, le moment serait très mal choisi pour la déclarer », écrit Michel Tardieu, à l'adresse de ceux qui préconisent une nouvelle politique économique. « Les cambistes, qui ne croient guère à la vertu des hommes politiques, sont persuadés, en effet, que l'indécision électorale pèsera lourd sur le franc dans les mois qui viennent. La spéculation se déchaînerait, ajoute-t-il. Elle se déchaînerait d'autant plus que les Allemands et les Américains voteront avant les Français, et que leurs chanceliers et présidents des urnes résisteront mieux aux tentations du laxisme. Isolée, la France ne pourrait qu'épuiser ses réserves sans autre résultat qu'une augmentation de ses importations et de son déficit ». Maurice Roy, dans *LE POINT*, fait preuve de compréhension, lui aussi, à l'égard du chef du gouvernement : « A sa décharge, Raymond Barre a bien des excuses et les collaborations à faire valoir, souligne-t-il, à propos des échecs de la politique gouvernementale. A son crédit, il a deux réussites qui, pour ne pas être des plus visibles aux yeux des Français, n'en sont pas pour autant négligeables : le « miracle » des entreprises françaises (...) et le franc (...) L'homme qui aura rendu leurs forces aux entreprises françaises, maintenu le franc sur le pied de la monnaie, sans jamais toucher à l'or de la France », ne campe-t-il pas déjà un personnage rencontré de loin en loim dans l'histoire de la France ? », conclut-il. « C'est tout dire », ajoute-t-il. « C'est tout dire », ajoute-t-il.

nerait d'autant plus que les Allemands et les Américains voteront avant les Français, et que leurs chanceliers et présidents des urnes résisteront mieux aux tentations du laxisme. Isolée, la France ne pourrait qu'épuiser ses réserves sans autre résultat qu'une augmentation de ses importations et de son déficit ». Maurice Roy, dans *LE POINT*, fait preuve de compréhension, lui aussi, à l'égard du chef du gouvernement : « A sa décharge, Raymond Barre a bien des excuses et les collaborations à faire valoir, souligne-t-il, à propos des échecs de la politique gouvernementale. A son crédit, il a deux réussites qui, pour ne pas être des plus visibles aux yeux des Français, n'en sont pas pour autant négligeables : le « miracle » des entreprises françaises (...) et le franc (...) L'homme qui aura rendu leurs forces aux entreprises françaises, maintenu le franc sur le pied de la monnaie, sans jamais toucher à l'or de la France », ne campe-t-il pas déjà un personnage rencontré de loin en loim dans l'histoire de la France ? », conclut-il. « C'est tout dire », ajoute-t-il. « C'est tout dire », ajoute-t-il.

sent, mais ne saurait le dire. » Bernard Hartmann note, dans *LA VIE FRANÇAISE*, que « les champions et promoteurs de l'action du premier ministre » se prononcent eux aussi pour une politique économique rigoureuse : Michel Debré, c'est « la rigueur au nom d'une certaine idée de la France » ; Jacques Chirac, « la rigueur au nom d'une certaine ambition d'un parti » ; Michel Rocard, « la rigueur au nom d'une certaine idée de la gauche » ; « Certes, commente Bernard Hartmann, pour l'instant l'accord est complet lorsqu'il s'agit de valoir les mérites de l'effort, de la sueur, voire des larmes. A une seule condition, mais fondamentale... que ce soit le voisin qui donne l'exemple ».

LE *NOUVEL OBSERVATEUR*, lui, souligne, au-delà des déclarations du premier ministre, que « la crise est bien là, que la récession s'installe et qu'il faut, très vite, trouver de nouveaux modes de vie ». « Tout le monde, écrit-il, aujourd'hui, que la récession telle que nous la vivons, il n'existe pas de remède miracle, écrit Jortie Alla. L'opposition autour de l'essai de remède miracle, la majorité se trompe si elle croit qu'elle peut camoufler ou repêcher une économie qui se lézarde. (...) Le pouvoir sans le soutien de la majorité, à une seule condition, mais fondamentale... que ce soit le voisin qui donne l'exemple ».

Finalment, si l'on excepte les commentaires des organes des mouvements politiques de gauche, d'extrême gauche et d'extrême droite, pour lesquels M. Barre n'a rien dit de nouveau le 7 juillet, un seul editorialiste se montre particulièrement féroce avec le premier ministre. Il s'agit de Pierre-Luc Séguin, le rédacteur en chef de *TEMOIGNAGE CHRETIEN*, qui écrit notamment : « Nous savons que cette République jacobine par Raymond Barre est celle des loups. Et, forte de notre bon sens de citoyens, mais aussi entendant les raisons d'économistes du Plan en lesquels on ne saurait voir de dangereux révolutionnaires, nous ne pouvons admettre que seule soit possible une politique affichant tant de mépris pour l'avenir des hommes et des femmes de ce pays et pour le destin de ce peuple. (...) Le professeur Barre entend sacrifier les hommes à ses objectifs économiques et au profit de petits nombres. Seroit-il donc stupide et moins cohérent à l'insu de l'imagination que l'instrument économique doit se plier aux impératifs de l'épanouissement humain et servir le plus grand nombre ? »

Voilà un commentateur qui ne fait pas partie des « gentils ». Sans doute rejoindra-t-il, dans l'esprit de M. Barre, la cohorte des « beaux-parleurs »...

A. R.

CONCOURS POUR L'INSTALLATION DE RÉGULATIONS CENTRALISÉES DE TRAFIC DE CIRCULATION GÉNÉRALE ET DE TRANSPORTS EN COMMUN

APPEL DE CANDIDATURES

Maitre d'ouvrage :

DISTRICT DE L'AGGLOMÉRATION NANCÉENNE

Maitre d'œuvre :

DISTRICT DE L'AGGLOMÉRATION NANCÉENNE

Mission Trolleybus - 4, rue Albert-F., B.P. 27, C.O. n° 2

54600 VILLERS-LES-NANCY - Tél. (0) 334-03-41

Conditions d'admission : Les entreprises intéressées devront faire acte de candidature avant le 28 juillet 1980 à 12 heures.

Le jury arrêtera la liste des entreprises ou groupements d'entreprises admis à soumissionner. La décision sera notifiée aux candidats le 29 juillet 1980.

Les entreprises ou groupements d'entreprises devront être spécialisés en régulation centralisée de trafic de circulation générale et de transports en commun.

Les renseignements ou pièces à fournir seront relatifs :

- 1) A la nature et aux conditions générales d'exploitation de la (ou les) entreprises ;
- 2) Aux pouvoirs des personnes habilitées pour engager les entreprises ainsi que l'identité du mandataire ;
- 3) A ses références techniques en personnel et en matériel ;
- 4) A ses références notamment dans le domaine des régulations de trafic, l'entreprise ou le groupement d'entreprises devra justifier de la réalisation d'installations de régulation centralisée tant en matière de trafic général que de transports en commun ;
- 5) A la déclaration à souscrire.

L'installation des régulations porte sur la gestion de 140 carrefours et 5 coordinateurs de zone, le suivi de 190 bus, une interconnexion entre les deux systèmes de régulation. Le montant estimatif de l'ensemble des prestations est de 16.000.000 de francs.

Le délai maximum de cette réalisation est de dix-huit mois.

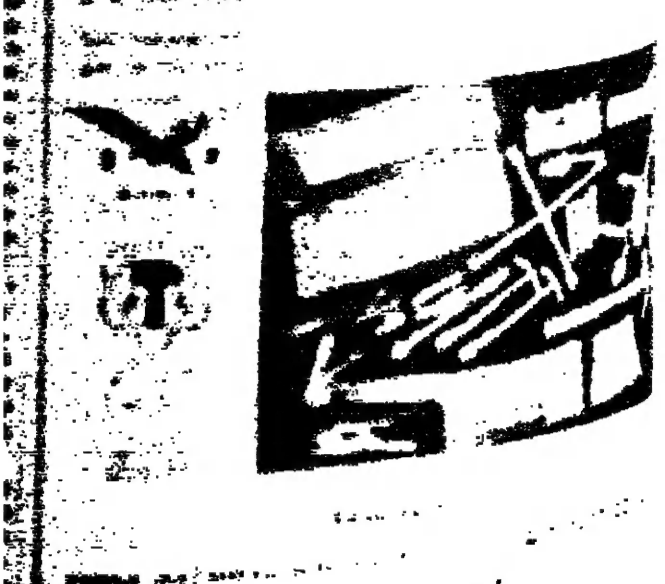
Le délai d'étude a été fixé à deux mois, les offres devront être remises au plus tard le 29 septembre 1980, à 12 heures.

Le présent avis d'appel public de candidature a été envoyé à la publication le 12 juillet 1980.

MAITRISE GESTION

- Cadres et Techniciens supérieurs de niveau Bac + 2 (toutes disciplines), 5 ans d'expér. ;
- 4 jours ouvrables par mois/ 2 ans ;
- Financement 1,10 % - Formation continue ;
- Options : P.M.E., Agro-alimentaire, Affaires internationales, Finance, Ressources humaines, Informatique.

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE, 58, av. Didier, 94 St-Maur 886-11-79 (Jean-Philippe LAMY).



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. GUERRE ET PAIX : « Quel budget pour la défense en 1981 ? », par Jean-Marie Duillet ; « Un effort à relever », par Yves Lantier ; « Une politique et son image », par François de Rosa.

ÉTRANGER

3. ASIE
4. DIPLOMATIE
— La négociation sur les armes nucléaires.
5. EUROPE
6. AFRIQUE
7. AMÉRIQUES
— ÉTATS-UNIS : la convention républicaine.

PROCHE-ORIENT

8. POLITIQUE

9. La célébration du 14 juillet.

SOCIÉTÉ

10. Tensions à la cité Saint-Jean-Saint-Pierre de Marboane : musulmans et français pour le pire.
— JUSTICE
11. ÉDUCATION :
12. SCIENCES : les Français et l'espace.
13. LÉGION D'HONNEUR

SPORTS

14. JEUX OLYMPIQUES

LE MONDE DE LA MÉDECINE

15. Traitement des cancers et radiothérapie : l'ère des accélérateurs linéaires d'électrons, par le professeur Alain Langer.

JOURS D'ÉTÉ

16-18. « L'Hexagone en diagonale », par Jean-Marc Thélouley ; Informations - « Services » ; Météorologie ; Jeux.

CULTURE

19. FESTIVALS : à Sorociano, le peuple dont le paradis est une île.

RÉGIONS

20. Heurs et douleurs des ports naturels : la Vercors tente de concilier archéologie, tourisme et mine en valeur économique.

ÉCONOMIE

21. ÉTRANGER
22. AFFAIRES
23. SOCIAL

RADIO-TELEVISION (14)

Annouces classées (16 à 23) ; Carnet (23) ; Programmes spectacles (16 et 17) ; Mots croisés (13) ; Bourse (23).

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Les pétards mouillés du 14 juillet

De notre envoyé spécial

Morine. — Les surprises ne manquent décidément pas dans le Tour de France. Mariano Martinez, lâché dès les premiers kilomètres du Gaudier, a gagné sept heures plus tard à Morine. Cette étape du 14 juillet qui promettrait beaucoup nous a déçu. Avec quatre obstacles importants (le col de la Madeleine, côtes d'Arachas et de Joux-Plaine) répartis sur 245 kilomètres, elle aurait pu logiquement provoquer des écartes décisives. Elle n'a été que l'étape des pétards mouillés. En d'autres circonstances, la bataille déclenchée dès les premiers kilomètres eût été dévastatrice. Mais les adversaires de Zoetemelk n'ont pas eu, ou pu, exploiter leur avantage initial et paradoxalement le porteur du maillot jaune a consolidé sa position, son suivant immédiat, Henri Kuiper, ayant subi une défaillance plus grave que la sienne.

La course bloquée, et par conséquent négative, qui succède aux premières échauffourées peut s'expliquer par la fatigue générale des coureurs dont certains atteignent le point de rupture. Beaucoup d'observations donnent à penser, d'autre part, que le leader de l'épreuve a des amis dans le peloton et pas seulement parmi ses équipiers. Ainsi les Belges du groupe Kieboerles ont esquivé le col de la Madeleine à un train soutenu et ils n'avaient pas un intérêt particulier à agir de la sorte. Bien abruti dans leur sillage Zoetemelk a manifesté

ment profité de la situation. Peut-être s'agit-il d'une simple coïncidence. Il faut admettre dans ce cas que les circonstances lui ont été favorables après qu'il eut connu les pires inquiétudes. Raymond Martin, de son côté, n'a pas tiré partie des possibilités que lui offrait le terrain. En abandonnant le col de Joux-Plaine à 20 kilomètres seulement de l'arrivée, il est intervenu trop tard. Excellent grimpeur, vainqueur à Luchon de la grande étape précédente, troisième du classement général derrière Zoetemelk et Kuiper qui donnent des signes de lassitude, il occupe pourtant une position privilégiée. Réalisez-vous qu'il a une chance exceptionnelle de gagner le Tour de France ?

JACQUES AUGENDRE.

RÉSULTATS
Dis-septième étape, Serre-Chavrier et Morine (245 km.). — 1. Martinez (Fr.), 7 h. 9 min. 7 sec. (moyenne : 34,89 km/h) ; 2. Lavrasseur (Fr.), 3 min. 41 sec. ; 3. Van der Pluijm (Belg.), 3 min. 44 sec. ; 4. Portemans (Belg.), 3 min. 45 sec. ; 5. Allen (Fr.), 3 min. 46 sec. ; 6. Belda (Esp.), 3 min. 49 sec. ; 7. Zoetemelk (Belg.), 3 min. 54 sec. ; 8. Kuiper (P-B), 3 min. 54 sec. ; 9. Martin (Fr.), 3 min. 54 sec. ; 10. De Wuyck (Belg.), 3 min. 54 sec. ; 11. Serron (Fr.), 3 min. 54 sec. ; 12. Nilsson (Sué.), 3 min. 54 sec.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

Savez-vous que pour « démarrer » votre activité, vous n'êtes pas obligés de prendre un bureau et une secrétaire à plein temps ? Le G.E.I.C.A. (Groupement d'Encouragement de l'Industrie du Commerce et de l'Artisanat) met à votre disposition un SIEGE SOCIAL pour une somme de 90 à 300 F par mois.

G.E.I.C.A. 28-31-12 + 36 bis, rue du Louvre, PARIS (2e).

L'AFFAIRE DE BROGLIE

M. Poniatowski accuse les socialistes

de « piétiner le principe fondamental de la séparation des pouvoirs »

M. Michel Poniatowski, contre lequel une procédure de mise en accusation devant la Haute Cour de justice a été engagée à l'Assemblée nationale par le parti socialiste, franchit un pas dans la contre-attaque qu'il avait entreprise, au mois de mai, en assignant en diffamation quatre journaux, dont les organes quotidiens du P.S. (« Rassemblement », « L'Humanité »), l'ancien ministre de l'Intérieur demande à être entendu par la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution socialiste.

Voici le texte de cette lettre : « Monsieur le président, « Le groupe socialiste s'est fait le promoteur d'une procédure d'enquête à mon encontre, en affirmant :

« — que j'étais informé d'un projet d'assassinat concernant le député Jean de Broglie avant son exécution ;

« et que je n'avais pas pris les mesures de sécurité nécessaires pour le protéger.

« Depuis l'origine, j'ai toujours affirmé et maintenu que je n'avais jamais, d'aucune manière et sous aucune forme, été informé d'un tel projet avant sa mise en exécution (ma lettre au juge Floch du 11 avril 1979) mon communiqué du 3 avril 1980.

« Toutes les éditions des différents membres de la hiérarchie supérieure de la police générale devant la commission d'enquête ont démontré sans ambiguïté que je n'étais pas informé.

« Aujourd'hui, l'honnêteté et la justice seraient de le reconnaître. Au lieu de cela, les commissaires de l'opposition cherchent, devant leur éche, à gagner du temps, à faire traîner le débat, les éléments nécessaires existent pourtant pour répondre aux questions posées par ce qui me concerne.

« L'enquête sortira ainsi vers des domaines qui ont trait aux relations police-police ou police-justice, mais n'ont plus aucun rapport avec les réponses qui doivent être apportées aux questions posées à la commission.

« Le parti socialiste, ni à l'origine, ni en cours de l'enquête, n'a apporté de preuve, même la plus élémentaire, pour étayer ses affirmations. Bien au contraire, il ne pourra d'ailleurs jamais en apporter, à moins de les fabriquer de toutes pièces. Nous sommes là en présence de graves mensonges élaborés à des fins politiques. Je comprends donc l'embarras des commissaires socialistes.

« J'ajoute trois observations : « 1) A des fins de faire preuve de parfaite mauvaise foi ou de sottise, comment peut-on imaginer qu'un ministre de l'Intérieur d'un pays démocratique, informé d'un projet d'assassinat sur qui que ce soit, ne prendrait pas les mesures de protection nécessaires. Il le ferait obligatoirement pour des raisons morales évidentes, mais aussi par simple sagesse politique, à un poste qui est par sa nature même l'objet d'une constante observation interne et externe.

« J'ajoute que le problème de

sécurité du personnel politique à toujours été une des préoccupations ; le premier secrétaire de votre parti pourra vous dire qu'il a diverses reprises lui a été proposé de faire assurer sa sécurité par des policiers de son choix, ce qu'il a d'ailleurs toujours refusé.

« 2) Le respect de la hiérarchie est nécessaire au bon fonctionnement d'un grand ministère, lourd et complexe. La règle, que je me suis imposée et qui était celle de la plupart de mes prédécesseurs, était de ne travailler qu'avec le commandement ou la direction des services. Décisions en suivant les voies hiérarchiques et informations circulant donc supérieures avant de m'être soumises. Les seules personnes par qui j'aurais pu être informé avant le crime occupent ces fonctions supérieures. Elles ont été toutes interrogées par la Commission d'enquête. Leurs réponses sont claires : je n'ai eu connaissance d'aucun projet d'assassinat avant cet événement.

« 3) Il n'y a donc pas d'affaire Poniatowski mais il y a une affaire de la commission spéciale de reconnaissance ma totale innocence, en traitant de questions qui n'ont plus rien à voir avec l'objet précis de la Commission d'enquête. Elle a substitué à l'autorité judiciaire par la même, piétine le principe fondamental de la séparation des pouvoirs. La forfaiture des lors n'est pas loin.

M. Ducret a menti à de multiples reprises déclare M. Guidoni (P.S.)

De notre correspondant

Narbonne. — M. Pierre Guidoni, député (P.S.) de l'Aude et membre du comité de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice de M. Michel Poniatowski, a, lundi 14 juillet, à Narbonne, au cours d'une conférence de presse, accusé M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire de Paris, de mensonge. M. Guidoni a déclaré que, en dehors de la responsabilité personnelle de M. Michel Poniatowski, de plus en plus évidente et établie dans cette affaire, il y a eu à l'évidence, un comportement condamnable de la haute hiérarchie policière. Selon le député socialiste, « les auditions ont fait nettement apparaître que M. Jean Ducret a menti à de multiples reprises. Ses mensonges, a-t-il dit, ont été, pour l'essentiel, repris par les autres hiérarchiques de la police judiciaire ». M. Ducret permet peu à peu de faire la lumière sur cette affaire et d'apporter la preuve de la réalité des griefs invoqués dans la proposition de résolution. Mais la proposition, a-t-il dit, est défectueuse, car elle ne prend pas en compte la haute hiérarchie policière et s'interroge.

M. Guidoni a poursuivi : « Alors que, dans cette affaire, la police judiciaire a été impliquée dans un travail considérable, souvent dans des conditions difficiles, les chefs de police n'ont pas hésité à affirmer que les renseignements utiles à la manifestation de la

vérité et à l'orientation l'enquête dans un sens positif. Il est nécessaire que ces pratiques soient mises au jour et dénoncées. » M. Guidoni a indiqué l'intention des députés socialistes de déposer, au début de la prochaine session parlementaire, une proposition de loi relative à la hiérarchie policière en France depuis 1974.

M. Guidoni estime que la demande de M. Michel Poniatowski d'être entendu par la commission spéciale « vient beaucoup trop tard ». Il a expliqué : « Si M. Michel Poniatowski avait des réticences à faire, il aurait dû d'abord les faire au juge d'instruction ou, au minimum, les proposer à la commission spéciale dès sa création. S'il n'a pas de réticences à faire et qu'il est prêt à la haute hiérarchie policière, il a été présenté par ses collaborateurs, son intervention vient beaucoup trop tard, car nous sommes justement en train de vérifier le bien-fondé des déclarations des principaux responsables de l'appareil d'ores et déjà qu'il est très méconnaissable. »

M. François Massot, député (M.R.G.) des Alpes-de-Haute-Provence, a, venu, lundi, à Narbonne, les mêmes propos que M. Guidoni à Narbonne.

En Syrie

Des officiers supérieurs auraient été arrêtés à la suite de la tentative d'attentat contre le président Assad

De notre correspondant

Beyrouth. — Six officiers supérieurs syriens, dont le général Hikmat Thabab, chef d'état-major de l'armée, auraient été arrêtés à la suite de la tentative d'attentat du 26 juin dernier contre le président Assad, selon des sources proches de l'opposition à Damas, citées par l'agence de presse U.P.I.

Cette information n'a pu être vérifiée, notamment en ce qui concerne le général Thabab, qui suppose que l'attentat auquel a échappé le président Assad grâce à la vigilance de son garde du corps qui a fait dévier la grenade lancée vers lui par un lieutenant de la garde présidentielle (le Monde daté 6-7 juillet) ferait partie d'un complot fomenté au plus haut niveau du commandement militaire syrien.

Des rumeurs circulent également concernant un autre complot, antérieur qui aurait été déjoué avant d'être mis à exécution. Il impliquerait des officiers supérieurs de la marine à Latakia.

Les autorités syriennes se sont dotées d'un instrument supplémentaire de répression des troubles qui sévissent à l'échelle nationale dans le pays, sous forme d'une loi prévoyant la peine de mort pour tout frère musulman du seul fait de son appartenance à cette catégorie. Bien qu'il s'agisse d'une procédure de pure forme, le gouvernement a pris soin de faire entendre cette loi par un vote du Parlement syrien, pour bien souligner qu'il dispose de l'appui des représentants du peuple. Le débat institué à cette occasion a révélé un important attentat à la bombe dans une station d'autobus à Alep qui a fait deux morts et blessés. Un député de cette ville avait cité cet exemple pour justifier l'adoption de la loi.

Rappelons que des tribunaux de campagne ont été institués, complétant le dispositif juridique mis en place, aux côtés de l'appareil militaire et policier, pour juger l'opposition religieuse.

En même temps, la Syrie menace de fermer ses frontières avec

la Jordanie, l'accusant d'armer et d'entraîner les Frères musulmans. Le colonel Rikhat Assad, frère du président, s'est rendu en Arabie Saoudite pour une démarche dont le but paraît être de prévenir une réaction négative soudaine à la consolidation des liens entre la Syrie et l'U.R.S.S. qui paraît sur le point de se concrétiser par un traité que Damas refusait jusqu'à présent.

LUCIEN GEORGE.

Selon les dirigeants espagnols

L'AFGHANISTAN « PRÉOCCUPÉ » LES SOVIÉTIQUES DANS LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE DE MADRID

(De notre correspondant)

Madrid. — Soviétiques et Espagnols se sont entretenus, le lundi 14 juillet, de la prochaine Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), qui doit commencer à Madrid le 9 septembre. Le chef de la délégation espagnole à la conférence, M. Ruperez, a cru pouvoir indiquer, à l'issue des entretiens, que les Soviétiques étaient prêts à « remplir de contenu » le chapitre consacré à la culture et aux droits de l'homme.

Ont été mentionnés à ce propos le statut des journalistes, la coopération de visas, les mariages entre ressortissants de pays participant à la conférence et la révision des mandats soviétiques. Selon M. Ruperez, les Soviétiques souhaitent une « vision équilibrée » de ce que devrait être l'acte final de la conférence : ils souhaiteraient que la discussion se partage équitablement entre les problèmes de sécurité, de coopération économique et des droits de l'homme. Ils se disent néanmoins « préoccupés » de l'importance que la situation en Afghanistan risque de prendre quand sera examinée la mise en pratique de l'acte final d'Helsinki.

Les dates prévues devraient être respectées. La réunion préparatoire commencera le 9 septembre. La conférence se déroulera à partir du 11 novembre et, après une interruption, elle reprendra au lendemain de l'entrée en fonction du président américain nouvellement élu (janvier 1981), pour se terminer en avril.

— C. V.

Le mauvais temps en Europe de l'Ouest

COURANT-JET ET ANTICYCLONE

Le temps frais et pluvieux qui règne sur l'Europe de l'Ouest est la conséquence d'une situation météorologique inhabituelle. Depuis un mois au moins, un courant-jet cyclonique, orienté en cet, a maintenu des kilomètres à l'heure à partir d'une altitude d'environ 5 000 mètres, dans la zone où les masses d'air arctique et les masses tropicales sont en contact. L'axe de l'anticyclone se situe au large de l'Europe de l'Ouest sur les latitudes moyennes. Normalement, ce courant-jet, marqué en hiver et au printemps, s'atténue ou même disparaît en été. Il favorise la formation d'ondes de front polaire (contact air arctique - air tropical) et celles-ci engendrent des dépressions qui, l'une après l'autre, atteignent l'Europe occidentale.

Il y a aussi la position de l'anticyclone des Açores qui est actuellement centrée vers 35° nord-45° ouest, c'est-à-dire beaucoup plus à l'ouest que d'habitude. L'anticyclone des Açores ne peut donc pousser vers l'Europe en barrant la route aux dépressions atlantiques. Il s'étend, certes, en direction de l'Espagne, mais cette situation au niveau de la mer, qui pourrait nous être favorable, n'empêche pas le courant-jet de circuler en altitude et celui-ci conduit les dépressions atlantiques vers l'Europe occidentale. — Y. R.

Un voyage

38, RUE VANEAU (7^e)
En souscription - Prix ferme
DU ST. AU 4 P.
Ser place de 11 h. à 19 h.
550-21-26 - 743-96-96
NEVEU et Co

GERRUTI 1881
VENTE SPECIALE D'ETE
CERRUTI HOMME
37 rue ROYALE
CERRUTI FEMME
15 place de la MADELEINE
38 avenue VICTOR-HUGO

SOLDES chez Tunmer.

Tunmer
5, place St Augustin Paris 8^e

après-vente
Miele

8673360
en région parisienne
Société MDS

DES... SEUL
Geneviève Dorma
Flour de pe

هكذا من الأصل